

Les dilemmes d'Israël

FRAPPER et négocier. La stratégie n'est pas nouvelle. Mais au lendemain de l'enlèvement, puis du meurtre d'un garde-frontière par des islamistes qui font preuve d'une audace croissante dans la lutte contre l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, elle a été réaffirmée avec force par le premier ministre, M. Itzhak Rabin. Frapper les uns, négocier avec les autres. L'essentiel, s'il s'agit de préserver les chances de paix au Proche Orient, est que l'ancien général qui gouverne l'Etat juif ne se trompe pas d'ennemi.

Sans remonter à l'époque pas si lointaine - au milieu des années quatre-vingt - où les dirigeants israéliens trouvaient judicieux de fermer les yeux sur les activités des islamistes afin de contrer l'influence des révolutionnaires laïcs de l'Olp, personne ne peut nier que la montée en puissance du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) dans les territoires occupés est due, pour une grande part, aux atomes de paix, après la guerre du Golfe, ont pendant longtemps empêché tout progrès tangible dans les négociations de Washington.

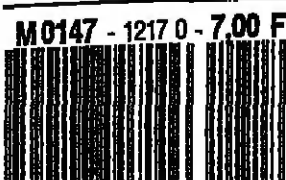
LANCÉ en octobre 1991 à Madrid, le processus de paix n'a produit aucun changement notable dans la vie quotidienne des deux millions de Palestiniens qui vivent dans les territoires.

Si vous refusez l'option d'une grande Jordanie, disait-on jadis aux dirigeants israéliens, vous aurez l'Olp. Si vous refusez de négocier ouvertement avec l'Olp, avertissent aujourd'hui les « colombes » qui nichent - et c'est heureux - jusqu'au sein du gouvernement, vous aurez les Hamas et autres Djihad islamique. En théorie, les termes du dilemme sont clairs et confrontés à Rabin peuvent paraître clairs et nets. D'un côté, les intégristes rejettent jusqu'à l'existence même de l'Etat juif sur une partie de la Palestine historique et s'opposent avec force aux pourparlers de paix. De l'autre, l'Olp, sous la direction de M. Yasser Arafat, a accepté l'existence d'Israël il y a quatre ans déjà et ne lutte plus que pour l'établissement, à côté d'Israël, d'un autre Etat pour les Palestiniens. Autant qu'on puisse en juger, le gouvernement travailliste, en place depuis cinq mois, a fini par prendre son parti de ces inévitables réalités.

CEPENDANT, en cinq ans d'intifada et de cruelle répression sous la houlette de la droite nationaliste la plus figée, les positions des belligères, sur le terrain, se sont d'autant plus radicalisées que les violences, les injustices et les morts se sont accumulés. Favorable au processus de paix, l'Olp a peu à peu abandonné le terrain de la lutte armée aux adversaires de la négociation. L'engrenage est dangereux. Apparaissant aujourd'hui comme l'organisation la plus modérée dans l'arène palestinienne, la centrale de M. Yasser Arafat est dans une position d'autant plus délicate qu'elle n'a rien à offrir de concret à ses mandants.

Dans les deux camps, une périlleuse course contre la montre est engagée entre extrémistes et modérés. Sachant qu'il est impossible de signer un accord de paix avec toute autre organisation que l'Olp, le gouvernement de M. Rabin serait bien inspiré de reconnaître enfin ses partenaires de négociations pour ce qu'ils sont : des membres de l'Olp. A défaut, les « décembre noir » risquent de se multiplier.

Lire page 6
Article de PATRICE CLAUDE



Le PS ayant renoncé à la mise en accusation de M. Fabius dans l'affaire du sang

Haute Cour : les députés se prononcent sur les cas de M^{me} Dufoix et de M. Hervé

L'Assemblée nationale devait se prononcer, mercredi 16 décembre, en fin d'après-midi, sur la mise en accusation de M^{me} Dufoix, ancien ministre des affaires sociales, et de M. Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé, devant la Haute Cour de justice, pour les fautes qui leur sont imputées dans l'affaire du sang contaminé. Le PS a renoncé à demander

la mise en accusation de M. Fabius, ancien premier ministre, la droite ne l'ayant pas inclus dans le texte voté, la semaine dernière, au Sénat. En revanche, les socialistes exigent d'amender la résolution du Sénat afin d'en retirer l'incrimination d'homicide involontaire et de ne conserver que celle de non-assistance à personne en danger.

par Patrick Jarreau

Deux poids, deux mesures : en renonçant à demander eux-mêmes la mise en accusation de M. Laurent Fabius devant la Haute Cour et en acceptant de participer à celle de M^{me} Dufoix et de M. Edmond Hervé, les socialistes prennent le risque de donner l'impression qu'ils sacrifient deux personnalités de second rang afin de protéger leur premier secrétaire. Un ancien premier ministre, Jospin, ayant forgé son crédit dans le redressement accompli par la gauche au pouvoir de 1984 à 1986, attelé aujourd'hui à la tâche de limiter l'ampleur de la défaite prévisible du PS aux élections législatives et, en ce sens, dépositaire de l'avenir de son parti, doit être mis à l'abri. Deux

anciens ministres peuvent, eux, être chargés de la responsabilité politique mise en cause, à juste titre ou non, dans l'affaire du sang contaminé. Selon que vous serez puissant ou misérable...

La récapitulation de la ligne de conduite suivie par M. Fabius depuis deux mois est, pour lui, peu flatteuse. Le 11 octobre, il qualifie d'« ignominie » l'initiative du RPR visant à le traduire devant la Haute Cour de justice

Lire la suite page 10

Lire aussi

- Un entretien avec M. Bernard Kouchner
- La décision du groupe socialiste par GILLES PARIS et PASCALE ROBERT-DIARD
- L'état de l'information en 1992 par BERTRAND LE GENDRE pages 10 et 11
- La chronique de DANIEL SCHNEIDERMAN page 25

La campagne pour le tabac



Lire page 24

Les violences xénophobes en Allemagne

Un entretien avec le président de la communauté juive allemande Lire page 2

Election présidentielle en Corée du Sud

Un « Ross Perot coréen » face aux « deux Kim » Lire page 5 l'article de PHILIPPE PONS

Acquittement demandé pour Richard Roman

Le « chemin de croix » d'un avocat général Lire page 9 l'article de MAURICE PEYROT

IBM supprimera 25 000 emplois en 1993

Une conséquence de la crise informatique mondiale Lire page 16 l'article de CAROLINE MONNOT

POINT

Les étrangers et l'emploi

Le Haut Conseil à l'intégration souligne, dans son deuxième rapport statistique, les ravages du chômage, chez les étrangers, qui compromettent les processus d'intégration, et propose une fermeté accrue à l'égard de toutes les manifestations d'illégalité.

page 12

Le sommaire complet se trouve page 24

Autour de Dubrovnik un champ de ruines...

Les forces serbo-monténégrines ont semé la désolation dans les environs de l'ancienne Raguse

DUBROVNIK

de notre envoyé spécial

« Le premier jour, ils ont pillé ; le deuxième ils ont commencé à détruire » : cette vieille habitante de Siano, l'une des rares à ne pas avoir fui, se souvient de ce jour où a vu les troupes serbo-monténégrines - alors « fédérales » - déferler sur la petite station balnéaire lovée au fond d'une étroite baie, entre mer et montagne, à une quarantaine de kilomètres au nord-ouest de Dubrovnik. C'était en octobre 1991 ; un char, raconte-t-elle, a pris position sur la grand-place, prèle à un pillage en règle des centres commerciaux bien approvisionnés - la population de 13 000 habitants quadruple presque en période estivale. Puis, petit à petit, les soldats ont entrepris de tout casser.

Aujourd'hui, il ne reste plus de Siano que des hôtels saqués et des carcasses de bâtisses brûlées. Cette œuvre de destruction, leurs auteurs y ont mis un soin extrême. Les maisons ont été comme soigneusement évidées. Les

façades nues se dressent le long du front de mer, leurs fenêtres laissant apparaître la vide. Au sol, des amas de débris : les restes de charpente brûlée sont recouverts de ciment et de tuiles cassées auxquels se mêlent vaisselle brisée, armatures de meubles métalliques... Et, pour que nul ne l'ignore, les démolisseurs ont signé leur forfait. Un nom écrit en grandes lettres noires revient sur plusieurs bâtiments détruits et monuments profanés : « Marko ». Sur une maison, à l'entrée nord de Siano, a été peinte une grande inscription : « Parti radical serbe ». Le tout est agrémenté des quatre célèbres « S » cyrilliques encadrant une croix : « Seule l'Union sauvera les Serbes ».

Des Siano, il y en a des dizaines dans la région de Dubrovnik, occupée de longs mois durant par les forces serbo-monténégrines.

YVES HELLER

Lire la suite page 3 ainsi que les articles de JACQUES ISNARD et de FRANÇOISE NIÉTO

Baidoa, ville libérée

Plusieurs centaines de soldats américains et français du corps expéditionnaire en Somalie sont entrés dans la « cité de la mort »

BAIDOA

de notre envoyé spécial

Des habitants avaient pris soin de le préciser sur une banderole : « Nous sommes contents de cette intervention ». Des femmes poussaient quelques youyous, frappaient dans leurs mains, essayaient de danser. Les enfants en guenilles riaient, s'amusant de tant de journalistes, de camions, d'hélicoptères.

D'autres ramassaient les mégots encore allumés pour tirer une ultime bouffée, et tous s'es-

claffèrent en voyant des soldats noirs à bord des jeeps et des blindés. Mais, dans l'ensemble, c'est une foule immobile, heureuse et silencieuse qui a accueilli le premier convoi de 650 militaires américains et français venus prendre position à Baidoa.

Les premières unités d'un détachement composé de quatre-vingts véhicules et blindés sont arrivées à 6 h 15, « l'heure de la plus belle lumière », à la satisfaction des télévisions du monde entier accourues sur place avec valises satellites et salles de

maquillage pour couvrir en direct ce deuxième événement de l'opération « Rendre l'espoir ».

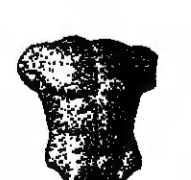
Pour les habitants de Baidoa, c'était l'heure de profiter des seuls instants de fraîcheur de la journée, de promener leurs ânes pour faire les provisions d'eau et d'aller au marché avec des bouquets d'un qat euphorisant et fraîchement cueilli.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Lire la suite et nos informations page 6

ELISABETH BADINTER

ELISABETH BADINTER
XY
DE L'IDENTITÉ MASCULINE



320 p.

130 F

EDITIONS
ODILE JACOB

EDUCATION ♦ CAMPUS

L'alchimie délicate de la formation des maîtres

Créés expérimentalement en 1990, les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) ont été généralisés à la rentrée 1991. Entre savoirs et savoir-faire, compétences académiques et compétences professionnelles, l'équilibre des contenus de formation reste à trouver.

Lire page 13 l'article de JEAN-MICHEL DUMAY

■ Le plan social étudiant au rapport. ■ Les nouveaux coefficients du baccalauréat. pages 13 et 15

ARTS ET SPECTACLES

■ Griots des villes, griots des champs. ■ L'Opéra des deux Europes. ■ Mekas, américain et libre. ■ Le deuxième bombardement de Londres. ■ La sélection de la semaine. pages 25 à 34

DÉBATS

Xénophobie

Un entretien avec M. Ignatz Bubis

« Les règles définissant la citoyenneté allemande sont mauvaises » nous déclare le président de la communauté juive d'Allemagne

M. Ignatz Bubis, soixante-cinq ans, promoteur immobilier à Francfort, membre du parti libéral FDP, a été élu président du Conseil central des juifs en Allemagne au mois de septembre. La communauté juive allemande, qui compte environ trente mille personnes, est actuellement traumatisée par les agressions dont sont victimes les demandeurs d'asile et par les profanations de cimetières israéliites.

« Quelle gravité accordez-vous à l'explosion de violence en Allemagne ? »

« Il faut la prendre au sérieux. Pour le moment, cette violence est le fait d'une petite minorité. Mais il y a trop de gens qui applaudissent et beaucoup qui se taisent, comme si cela ne les regardait pas. L'explosion a été les manifestations à Berlin. Bon, entre le 8 et le 15 novembre, il y a eu de nombreuses manifestations rassemblant plusieurs centaines de milliers de personnes. Cela a été un signe positif. Je pense qu'on peut rapidement venir à bout de cette violence si l'Etat met en œuvre de manière appropriée tous ses moyens. Est-ce que cette violence raciste a une dimension particulière en Allemagne ? »

« Oui, à cause du passé. On doit également dire que toutes ces manifestations d'extrémisme de droite et d'antisémitisme sont accompagnées ici de plus de violence que dans d'autres pays. Je n'ai pas d'explication. Mais c'est un fait. On est plus sensible parce que ce qui s'est passé en Allemagne sous le nazisme ne s'est passé dans aucun autre pays européen. »

« Comment expliquez-vous les similitudes des jeunes pour ces symboles nazis ? »

« Naguère, une partie de la jeunesse s'orientait vers l'extrême gauche. Mais avec l'effondrement du communisme, avec l'éclatement du URSS, les événements en Chine, le radicalisme de droite est peut-être devenu à la mode. On ne peut pas dire non plus que tout cela - l'antisémitisme, le racisme, la xénophobie - n'a pas existé avant. Mais ils n'avaient pas l'ampleur prise ces derniers temps. Différentes causes peuvent être avancées : la fin du communisme, je ne peux pas non plus exclure que la réunification allemande ait aussi favorisé l'émergence de ces phénomènes - le fait que la confiance en soi soit montée, qu'on soit maintenant souverain, qu'il n'y ait plus de statut d'occupation... On a renvoyé les troupes soviétiques et on se demande maintenant ce que les Américains viennent faire ici. En Allemagne, les étrangers deviennent tout d'un coup un problème, suscité naturellement par l'arrivée de nom-

breux immigrants, demandeurs d'asile... Mais cette xénophobie va plus loin, elle concerne également les Allemands de Russie qui viennent ici... Et il y a cette amertume : nous avons l'unification politique sans une réelle unification sociale, ce qui suscite envies et jalousie. »

« Que doit faire le gouvernement ? »

« D'abord il faut combattre la violence. C'est la priorité. Il serait plus convenable de dépenser son énergie à combattre efficacement les auteurs d'actions violentes que de la consacrer à se disputer sur la réforme du droit d'asile. C'est un encouragement aux auteurs de violence, parce qu'ils ont le sentiment que, par leur action, ils ont obtenu une évolution à leurs yeux favorable de la discussion sur ce droit d'asile. Nous n'avons pas besoin de nouvelles lois : il suffit d'appliquer efficacement celles qui sont en vigueur. »

« L'Etat doit protéger tous ses citoyens. »

« Est-ce que le problème d'intégration des étrangers en Allemagne n'est pas lié à la notion de germanité, de droit du sang ? »

« Je pense que les règles définissant la citoyenneté allemande, figurant dans l'article 116 de la Constitution, sont mauvaises. D'après cet article, on est allemand en raison de son appartenance à la nation définie par les liens du sang. Ainsi quelqu'un peut être né en Allemagne et n'avoir pas la possibilité d'obtenir la nationalité, à la différence des Etats-Unis ou de la France. Pourtant, sur les cinq millions d'étrangers qui vivent en Allemagne, au moins un million sont nés en Allemagne. »

« Qu'est-ce qu'un juif allemand ou un jeune Turc né en Allemagne peut espérer dans la situation actuelle ? »

« En ce moment, on se demande beaucoup d'où cela va venir. C'est pourquoi il faut demander à la politique, à l'Etat d'être actifs. L'Etat doit protéger tous ses citoyens. »

« Si la violence prend fin, les problèmes n'en seront pas résolus pour autant. C'est difficile d'éduquer un peuple dans la tolérance. Je ne veux pas dire que le peuple dans son ensemble est intolérant. Mais force est de constater que ces dernières années, en Allemagne et ailleurs, s'est répandu un certain chauvinisme, un certain égoïsme... Se préoccuper de réduire d'une demi-heure son temps de travail est plus important que de se soucier des autres. Une bonne partie de la population ne se sent pas concernée par les attaques contre les juifs. Après tout, ce ne sont que des demandeurs d'asile... »

« Que répondez-vous à ceux qui préconisent de répondre à la violence par la violence ? »

« C'est fou. Ce serait une erreur. L'Etat a le monopole de la violence. Cela ne rimerait à rien qu'aujourd'hui les juifs s'armèrent, demain les Turcs, puis les Kurdes et un jour après les Croates, les Serbes... Ce serait le chaos. Mais l'Etat doit réagir pour qu'on n'arrive pas là. Les juifs ne vont certainement pas s'armer de manière organisée, mais je peux m'imaginer que l'un ou l'autre essaye de s'armer. Je suis contre, parce que cela ne peut conduire qu'au bain de sang. »

« Est-ce que l'extrémisme de droite peut se propager dangereusement ? »

« Je ne pense pas qu'un tel mouvement ait une chance en Allemagne de prendre le pouvoir. Mais il est très important que les partis politiques trouvent un consensus sur la manière de contraindre la violence, de stopper les extrémistes de droite et de résoudre le problème de l'afflux de demandeurs d'asile sans porter préjudice en même temps à ceux qui ont véritablement droit au statut de réfugié. »

« Les politiciens n'ont-ils pas reconnu le danger ? »

« J'ai l'impression que chacun a d'abord cherché à consolider sa position politique. Ils n'ont pas reconnu la gravité de la situation. Ce n'a commencé qu'avec les attentats de Sachsenhausen, Ravensbrück et maintenant avec Mollat. Les partis politiques et le gouvernement ont alors seulement pris conscience de la gravité de la situation. »

« Et vous-même ? »

« Pour moi, je suis conscient de la gravité de la situation depuis Hoyaerswerda (1). Elle est la suite d'une erreur de comportement politique. A Hoyaerswerda, les gens qui ont lancé des cocktails Molotov contre le centre de réfugiés ont été évacués et on s'est mis à discuter de la modification de l'article 16 de la Constitution. Cela a été un encouragement aux auteurs de violence pour commettre d'autres forfaits. »

« Ce qui m'est arrivé avec M. Schmidt (2) vient de ce que, pour une grande partie de la population, le juif est encore un étranger, qu'il soit né ici ou non ; peut-être moins étranger par la culture que le Vietnamien ou l'Aigien, mais il reste un étranger. »

« Est-ce que cela est spécifique à l'Allemagne et peut avoir à voir avec l'idée de germanité ? »

« Oui, cela a à voir avec l'idée de germanité. Ici, on dit toujours les Allemands et les juifs. Je ne sais pas si en France on dit les Français et les juifs. On dit les juifs français. Ici, on ne peut être qu'allemand d'une manière absolue. La nationalité et le lien du sang vont de pair. Cela vient de là. »

« Cela veut-il dire que, dans les discussions sur une nouvelle politique d'immigration, le changement du code de la nationalité est aussi important que le droit d'asile ? »

« Oui. J'essaie d'obtenir de tous les partis politiques qu'ils modifient le code de la nationalité pour que toute personne née en Allemagne puisse être reconnue comme allemande. (...) J'ai conseillé le Parti social-démocrate et le Parti libéral n'étaient pas prêts à cela pour l'instant, mais son attitude pourrait changer si cette mesure intervenait en même temps qu'une modification restrictive du droit d'asile. »

« Il faut savoir résister et tenir. »

« En France, en Israël, nombreux sont les juifs qui se demandent s'il est encore convenable pour un juif de vivre en Allemagne... »

« Oui. Oui... on ne doit pas se laisser pousser dans le sens du bédier par quelques milliers de violents et quelques millions d'antisémites. Il ne faut pas se laisser intimider. Il faut savoir résister et tenir. »

« Est-ce ce qui vous a incité à rester ici après la guerre ? »

« Oui. Je n'ai jusqu'ici pas de raison de regretter d'être resté en Allemagne. Je ne sais pas ce qui s'est passé à Francfort et je ne souhaitais vivre nulle part ailleurs. »

« Et que répondez-vous aux gens de votre propre communauté qui se demandent s'il ne faudrait pas partir ? »

« Je ne peux dire à personne de rester ici, je ne peux d'ailleurs pas me le permettre, parce que la responsabilité est trop grande. Mais je peux dire à tous que moi, je n'ai aucune raison de partir, et je pense, on peut rester. »

« Que pensez-vous de l'attitude du chancelier Kohl qui s'est prévalu de la "grâce de la naissance tardive" ? »

« Le chancelier voulait dire qu'il ne savait ce qu'il avait fait s'il était plus tôt né, ne cherchant pas pour lui une excuse. C'est au moins ce qu'il a dit après. J'ai reproché au chancelier l'affaire de sa visite au cimetière de Bitburg, parce que c'était une question de sensibilité, non pas à cause des gens qui sont enterrés là, mais à cause des insignes SS qui étaient sur les tombes. Mais on ne peut reprocher au chancelier d'approuver l'antisémitisme. On peut lui reprocher la lenteur de ses réactions face aux événements récents, à réagir plus fort contre les manifestations d'antisémitisme que quand il s'agissait des demandeurs d'asile. Je ne trouve pas cela bien non plus. Dans tous les cas, ce sont des droits de l'homme qui ont été atteints. »

« On a parfois le sentiment que l'on a réagi ici à cause des réactions à l'étranger ? »

« C'est malheureusement vrai. »

Propos recueillis par HENRI DE BRESSON

(1) Première attaque contre un foyer d'immigrés au printemps 1992.
(2) Conseiller municipal ayant défilé le droit à M. Bubis, en tant que juif dont le pays est Israël, de se mêler des affaires de Rostock.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Le fantôme des réfugiés

La multiplication des conflits accroît la masse des personnes déplacées. Désormais directement concernées, l'Europe devra affronter le problème d'une véritable politique des réfugiés.

RÉFUGIÉS fuyant la guerre, la misère, l'oppression, la violence, la dictature... de tous côtés les tristes cortèges des exilés se multiplient. On estime à dix-huit millions, sur la surface de la Terre, le nombre de ces errants. Si la plupart se trouvent dans les pays troubles du Sud, ces mouvements menacent maintenant de déstabiliser le continent européen. L'explosion de l'ex-Yougoslavie et la hausse politique de « purification ethnique » ont abouti à chasser de leurs villes et de leurs villages des centaines de milliers de personnes qu'aucun pays voisin ne souhaite accueillir. Et la crainte grandit que la décomposition de l'ex-URSS engendre de vastes migrations, accélérées par les affrontements ethniques, l'effondrement économique et la multiplication des dictatures.

Ces phénomènes nouveaux suscitent, chez les peuples et les responsables politiques, des réactions contradictoires, allant de la compassion et la solidarité au repli sur soi et la xénophobie, au gré des pressions médiatiques et des mouvements d'opinion. François Jean, de Médecine sans frontières, relève, dans un article d'*Esprit* intitulé « Le fantôme des réfugiés », le danger de ces oscillations et estime que ce n'est pas l'aide humanitaire, pour respectable qu'elle soit, qui permet de résoudre le problème.

« La conférence européenne à Berlin l'illustre que le problème humanitaire pourrait remplacer la volonté politique », affirme-t-il. C'est pourquoi il plaide pour « une politique des réfugiés », qui obligerait leurs gouvernements à expliquer leurs intentions, à rendre compte de la sécurité internationale et des devoirs d'assistance des démocraties. Pour lui, l'attitude incohérente des pays occidentaux face aux « hostiles » montre qu'on ne peut laisser aux médias et à l'émotion populaire le soin de désigner les bonnes causes et de faire le tri entre les « bons » réfugiés et les « mauvais » immigrants. « La réponse internationale à la question des réfugiés a certes toujours été sous-tendue par des considérations politiques », écrit-il : jamais pourtant elle n'avait été si émotionnelle, conjoncturelle, télévisuelle, passant indifféremment de l'engagement à l'oubli et de l'élance à l'indignation. »

Harmoniser les politiques migratoires C'est une telle politique au niveau européen qu'appelle de ses vœux Catherine Witold de Wenden, chercheuse au CNRS, dans *Hommes et migrations*. Après avoir décrit la diversité des législations dans les principaux pays de la Communauté, concernant le contrôle de l'immigration et le droit de la nationalité, elle souligne la nécessité d'harmoniser les politiques migratoires entre les Douze pour « le droit de séjour, l'accès à l'emploi, le droit au regroupement familial, l'accès à la fonction publique et l'accès à la citoyenneté locale ». Elle insiste également sur la nécessité de réexaminer la coopération avec la tierce-monde et les pays de l'Est et de développer « une politique d'information et non pas d'opinion sur l'immigration ». Cette évolution est d'autant plus nécessaire qu'il faut s'attendre, avec l'effondrement des pays de l'Est, à des mouvements de nature nouvelle : « migrations pendulaires » dans les régions frontalières ; séjours temporaires de cadres à la recherche de travail qualifié ; regroupement de diasporas ; comme c'est déjà le cas pour les Allemands.

Pour nécessaire qu'elle soit, l'approche par les démographies ou les géopolitiques des phénomènes migratoires en termes de flux et de stocks de populations a évidemment quelque chose d'inhumain - voire d'in-

décent - en faisant oublier les innombrables drames individuels qu'ils recouvrent. C'est cette dimension personnelle que l'on trouve dans les articles réunis par la revue *Hermès* sous le titre « Exil et mémoire », à l'inspiration d'un vaste numéro sur le thème : « Espaces publics, traditions et communauté ». Deux chercheurs châtellains décrivent les troubles qu'ont éprouvés leurs compatriotes, lorsque l'arrivée de Pinochet au pouvoir les a contraints au départ - mais aussi lorsque, bien plus tard, ils sont retournés chez eux, dans un pays traumatisé par quinze ans de dictature et qui avait changé sans eux.

Coupable d'avoir choisi la vie

Pour ceux qui ont échappé à la répression, explique Ana Vasequez-Bonfiman, la culpabilité d'avoir fui se mêle au désarroi de la confrontation avec un monde inconnu. « C'est le sentiment de culpabilité qui va marquer tout l'exil. L'exilé se sent coupable de rien et de tout... de ce qu'il a dit mais surtout de ce qu'il n'a pas fait. Au fond de lui-même, avec un langage sans mots, chacun s'avoue d'avoir au sein de soi le spectre de la mort. En dernière instance, si l'exilé était coupable de quelque chose, ce serait d'avoir choisi la vie. »

D'abord perçu comme une parenthèse, l'exil se vit comme un campement provisoire dans l'attente du retour. Mais un retour hypothétique, qui, comme celui d'Ulysse, est sans cesse contrarié par les agressions extérieures et par la tentation d'abandonner le lieu. Plus le temps passe, plus l'éloignement géographique s'accroît, plus les liens effectifs avec le pays d'origine se distendent. Et lorsque le retour tant attendu se produit enfin, une fois passées les joies des retrouvailles, le « revenu » peut mesurer, dans le regard de ses compatriotes et dans les difficultés quotidiennes de la réinsertion, les effets indélébiles de l'éloignement. Le retour au pays, « un deuxième exil », écrit Cristina Hurtado-Beca. L'exilé découvre peu à peu qu'il est un étranger chez lui. Sentiment particulièrement fort chez les femmes qui, soulevées, après avoir connu le libéralisme des sociétés occidentales, se retrouvent dans un univers archaïque, machiste et hiérarchisé, qu'elles ne peuvent plus supporter.

Mais si l'exil est toujours une épreuve, il témoigne aussi de l'énergie humaine, du désir irrésistible d'échapper à son destin, de reconstruire sa vie. Chantal Benayoun, dans les *Nouveaux Cahiers*, décrit le formidable appétit d'enracinement qui a poussé les juifs d'Afrique du Nord, entraînés dans la débacle des pieds-noirs, à s'intégrer dans la société française. Si, pour les plus âgés, le voyage forcé a souvent été fatal, il a permis aux plus jeunes de saisir à pleines mains les chances qu'offre une société développée sur le plan scolaire, intellectuel, professionnel ou financier. Tous évidemment n'ont pas gagné le gros lot et chacun, selon son sort personnel, peut interpréter l'exil comme une chance ou un échec. « On le voit tout à tour émancipation ou destruction », note Chantal Benayoun : l'exil fait l'objet de réexamens successifs au cours d'une même existence. L'exil se vit, s'efface, s'invente et se quitte. »

L'exil est une épreuve limite qui permet de se sauver en abandonnant une partie de soi-même. Il témoigne de la folie des hommes, mais aussi de leur étonnante capacité à survivre aux catastrophes.

Esprit, n° 12, Décembre 1992, 75 F.

Hommes et migrations, n° 1159, Novembre 1992, 35 F. DiffPop, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.

Les Nouveaux Cahiers, n° 110, Automne 1992, 55 F. 45, rue La Bruyère, 75009 Paris.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : « Les rédacteurs du Monde » Association Hubert-Beuve-Méry Société anonyme des lecteurs du Monde La Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction : Jacques Guille, Philippe Dupuis, Isabelle Tassin.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia 75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc. MONDPUB 634 128 F
Téléc. : 46-62-78-71. Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Images Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Topex LEMONDE ou 36-15 - Topex LM
Imprimé au « Monde » 12, r. M.-Guesbroux 94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc. : 261.311F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vols normaux y compris CEE avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

21 MO 02 Durée choisie : PP.Pans RP

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez nous l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales, d'imprimer.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Guille directeur de la gestion Manuel Lebart secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la rédaction)

Vice-président : Jacques Arnal Jacques Guille Jacques Lesourne Philippe Harman Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.806F
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Téléc. : 40-65-30-10

La CSCE prévoit la mise en œuvre d'un cœur de conciliation

Amour de Dubrovnik, un champ de ruines...

LA POËTIE

LA POËTIE

LA POËTIE

LA POËTIE

LA POËTIE

LA POËTIE

LA POËTIE

LA POËTIE

LA POËTIE

LA POËTIE

LA POËTIE

La situation dans l'ex-Yougoslavie et les initiatives occidentales

La CSCE prévoit la création d'une cour de conciliation et d'arbitrage

STOCKHOLM
de notre correspondant

La réunion annuelle des ministres des affaires étrangères des cinquante et un pays actuellement représentés à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) s'est achevée, mardi 15 décembre, à Stockholm, après deux journées d'intenses discussions. Elles ont essentiellement porté sur le conflit dans l'ex-Yougoslavie et les moyens de doter la CSCE des instruments et des ressources nécessaires pour « poursuivre une stratégie de diplomatie active ».

Cinq pages consacrées au conflit, les ministres expriment par ailleurs leur « horreur et leur consternation » devant la violation « massive et systématique » des droits de l'homme et du droit international humanitaire, spécifiquement la politique de « purification ethnique » et le « viol systématique des femmes musulmanes » et se disent déterminés à mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU demandant que les auteurs de tels crimes soient tous personnellement responsables.

La signature par vingt-neuf pays membres, la convention prévoyant la création d'une Cour de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends entre les États européens. La Cour, dont l'idée avait été avancée par le Français M. Robert Badinter, puis reprise par une proposition franco-allemande, aura son siège à Genève. Elle n'a toutefois pas été entrée par la Grande-Bretagne « qui n'a pas eu le temps d'en examiner tous les aspects en détail », ainsi que l'a indiqué le ministre britannique des affaires étrangères, M. Douglas Hurd. Les Américains restent également plus réticents devant ce projet.

Un tribunal « ad hoc » ?

Dans ce cadre, les ministres évoquent la « possibilité de création d'un tribunal ad hoc ». Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, qui avait, le premier en mai 1992, avancé cette idée, a indiqué, en marge de la réunion, que « ce tribunal pénal pourrait être placé sous l'égide des Nations unies et être un tribunal permanent ». En attendant la création d'un tel organe, la CSCE a adopté mardi, à Stockholm, après

sa signature par vingt-neuf pays membres, la convention prévoyant la création d'une Cour de conciliation et d'arbitrage pour régler les différends entre les États européens. La Cour, dont l'idée avait été avancée par le Français M. Robert Badinter, puis reprise par une proposition franco-allemande, aura son siège à Genève. Elle n'a toutefois pas été entrée par la Grande-Bretagne « qui n'a pas eu le temps d'en examiner tous les aspects en détail », ainsi que l'a indiqué le ministre britannique des affaires étrangères, M. Douglas Hurd. Les Américains restent également plus réticents devant ce projet.

L'ONU demande l'aide de l'OTAN

Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a demandé au secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Wörner, l'aide de cette organisation dans l'hypothèse où les Nations unies adopteraient des mesures militaires dans l'ex-Yougoslavie, a-t-on appris de sources diplomatiques. Il s'agit d'une demande de soutien (de l'OTAN) au cas où le Conseil de sécurité serait amené à prendre des mesures supplémentaires dans l'ex-Yougoslavie, selon un diplomate. Ces mesures consisteraient en des opérations militaires, par exemple pour faire respecter la zone d'exclusion aérienne décrétée en octobre par l'ONU en Bosnie.

Actuellement, les Occidentaux envisagent plusieurs actions possibles : faire respecter la zone d'exclusion aérienne de Bosnie, déployer préventivement des troupes ou créer des zones protégées pour les populations, a-t-on ajouté de source diplomatique à Bruxelles. Les États-Unis seraient favorables à une formule laissant la porte ouverte à une frappe « musclée » en cas de violation de la zone d'exclusion : la riposte concernerait les appareils volant la zone et les aéroports utilisés par ceux-ci, a-t-on appris à l'ONU à New-York (le Monde du 16 décembre). Les Européens souhaiteraient un texte plus restrictif pour que le Conseil de sécurité ne donne pas l'impression de faire un « chèque en blanc ».

Plusieurs pays membres de l'OTAN, notamment la Belgique et la Grande-Bretagne, ont exprimé la crainte qu'une action militaire plus musclée ait des conséquences sur les « casques bleus » qui se trouvent déjà dans l'ex-Yougoslavie, selon un autre diplomate à Bruxelles. D'autres, comme l'Italie, sont favorables à une action militaire, a-t-il dit.

Les ambassadeurs des seize pays membres ont autorisé, lundi, les militaires de l'OTAN à commencer à planifier ce type d'opérations, a-t-on indiqué de source diplomatique. Jusqu'à présent, les militaires avaient commencé à se préparer à ces opérations, sans planification formelle. La participation de l'OTAN est actuellement examinée par les ambassadeurs des pays membres et le comité politique, ajoute-t-on de source diplomatique. (AFP)

La création d'une zone d'exclusion aérienne

Quel commandement unique et quels ordres ?

Le renforcement, par l'ONU, de son opération qui consiste à faire respecter l'interdiction de survol, par les Serbes, de la Bosnie-Herzégovine pose moins des problèmes techniques qu'il ne soulève, dans la pratique, de difficultés politico-militaires. En effet, qui sera habilité à donner des ordres aux pilotes chargés de faire respecter la résolution des Nations unies et de quelle nature seront ces ordres ? Répondre à cette question revient à supposer réglé le délicat problème de l'unicité du commandement qui sera chargé de faire observer par les Serbes la décision de l'ONU.

D'un point de vue technique, la surveillance passive du ciel bosniaque est en place, pratiquement depuis octobre dernier. Des avions-radars du type Boeing AWACS aux couleurs américaines, britanniques et françaises sont positionnés à la périphérie de l'ex-Yougoslavie. (le Monde du 3 décembre). Grâce à leur radar Pulse Doppler, ils peuvent contrôler, à toutes altitudes de vol, des cibles mobiles (avions, hélicoptères, vais, mais plus difficilement, des ULM) qui dépassent une vitesse de 40 nœuds (quelque 75 kilomètres à l'heure).

Le renforcement, par l'ONU, de son opération qui consiste à faire respecter l'interdiction de survol, par les Serbes, de la Bosnie-Herzégovine pose moins des problèmes techniques qu'il ne soulève, dans la pratique, de difficultés politico-militaires. En effet, qui sera habilité à donner des ordres aux pilotes chargés de faire respecter la résolution des Nations unies et de quelle nature seront ces ordres ? Répondre à cette question revient à supposer réglé le délicat problème de l'unicité du commandement qui sera chargé de faire observer par les Serbes la décision de l'ONU.

En se relayant vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ces AWACS peuvent transmettre leurs informations à des avions de combat en alerte, selon qu'ils sont au sol prêts à décoller ou qu'ils sont maintenus en permanence en vol - comme ce fut le cas durant la guerre du Golfe - et approvisionnés par des avions ravitailleurs. Les pilotes de ces avions de combat peuvent recevoir différents ordres, selon leur degré de gravité opérationnelle : le simple reconnaissance (à vue et à distance) d'un « intrus » pour l'identifier ; son

arrondissement, c'est-à-dire que l'avion (une fois identifié) est contraint de se poser sur un aéroport ou qu'il est désigné ; le tir de semences, à côté, devant ou derrière lui ; enfin, le tir de destruction, après une série de « passes » d'avertissement.

Ces procédures supposent que soient réglés, au préalable, deux types de problèmes. Le premier est le choix des bases d'où partiront les avions d'interception : porte-avions en Adriatique - les États-Unis ont déployé leurs porte-avions Kennedy et two Jims - ou terrains à proximité, en Italie, par exemple, qui est déjà le pays à partir duquel est organisé le blocus naval de l'OTAN et de l'UEO. Le second problème - le plus ardu - est celui de l'existence d'un commandement unique des opérations, les pilotes ayant besoin, en effet, de recevoir rapidement des ordres précis et sans ambiguïté possible (surtout s'il s'agit de l'ouverture du feu) : ces instructions, nécessairement données à un haut niveau de responsabilité et parfois en quelques secondes, peuvent émaner d'un état-major au sol ou d'un élément de commandement comme il en existe à bord des PC volants que sont les AWACS.

En effet, des partisans d'une méthode plus « musclée », aux États-Unis notamment, évoquent l'éventualité, dans le cas d'une violation avérée par les Serbes, de « punitions » en quelque sorte - contre les plates-formes d'où se seraient envolés les avions en infraction. Il s'agirait, à titre de représailles, d'endommager les pistes, les hangars ou les centres nerveux (radars et transmissions) qui contrôlent la navigation des avions ou des hélicoptères serbes. Cette façon de faire respecter la zone de non-survol pourrait avoir des effets que certains militaires qualifient de « pervers », à savoir des actions de rétorsion envers les « casques bleus » déployés en Bosnie-Herzégovine et souvent mal protégés contre des embuscades, des coups de mains ou des actes de terrorisme. Elle ouvrirait aussi la voie à une extension des combats ou des zones d'insécurité dans l'ex-Yougoslavie.

Raid « punitions » ?

De quelle nature peut être ce commandement ? Dès lors qu'il y aurait des avions de plusieurs nationalités impliqués, ce commandement unique devrait être international. L'ONU ? Mais l'organisation internationale n'est pas armée pour une telle mission. L'UEO ? Mais il est vraisemblable que des avions américains participeraient à l'opération, et les États-Unis ne sont pas membres de cette instance européenne. L'OTAN ? Les États-Unis

JACQUES ISNARD

Autour de Dubrovnik, un champ de ruines...

Suite de la première page

Le spectacle est à peu près partout le même : maisons sans toit transformées en coquilles vides, inscriptions en cyrillique sur les façades, églises brûlées. Čilipi, au sud-est de l'ancienne Raguse, était un centre prospère, peut-être le plus riche de la région. Tout y a été saisi, sauf, cas exceptionnel, l'église : dédiée à saint Nicolas, les Serbes et Monténégrins orthodoxes l'ont épargnée, non sans avoir coupé la tête à ses statues saintes : saints appes, sur le mur extérieur, une plaque affirmant que « Dieu protège les Serbes ». Même les villages de montagne - pauvres, ceux-ci - perchés sur les hauteurs de quelques kilomètres séparant la frontière bosniaque de la côte adriatique croate, n'ont pas échappé au sacage, comme Čepi-kuce ou Lisac.

bo-monténégrins doit être prise en charge par l'UNESCO. Dubrovnik étant classée patrimoine mondial. Pour les habitants, considérés comme des « privilégiés » de l'ancien régime Yougoslave socialiste, l'évacuation est simple, explique l'un d'eux : « Les revenus ont chuté alors que les prix montent et que nombre de gens doivent faire face à d'importants frais de réparation dans leur logement ».

Sur le plan politique, l'heure est aux règlements du compte. L'action du maire, M. Petar Poljanec, pendant la durée du siège est largement critiquée, ici comme à Zagreb. On estime qu'il n'a pas su organiser la commune comme il aurait fallu en de telles circonstances : il est, aujourd'hui, « en vacances ». En fait, il a été profondément écarté, mais en douceur. Les prochaines élections municipales doivent avoir lieu en février, et la branche locale du parti au pouvoir en Croatie, l'UDZ du président Franjo Tuđman, est en pleine réorganisation. Il n'est pas sûr, selon une personnalité locale, que ses candidats l'emportent de beaucoup.

Embargo et trafic italien

C'est dans ce contexte que tous les liens de la région avec le reste de la Croatie viennent d'être rompus en grande pompe, avec la réouverture officielle de l'aéroport de Dubrovnik. Bénédiction par un prêtre - en chasuble et bottes de saut - manifestation d'un groupe folklorique en costume traditionnel ont présidé à cette réouverture, dans un décor, là aussi, de désolation. Si la piste n'a pas souffert des combats et de la longue occupation serbo-monténégrine, il n'en est pas de même des installations techniques et commerciales. De la tour de contrôle comme de l'aérogare, il ne reste que les murs, pas même les vitres. Tout le matériel

De cette pointe ventée, les trois « bréviaires bleus » installés en permanence dans les locaux désaffectés de l'ancienne caserne yougoslave peuvent observer à loisir le va-et-vient de bateaux de toutes tailles dans les célèbres Bouches, et notamment celui des vedettes rapides italiennes - de quatre à six par jour en moyenne - assurant leur très rentable et très tranquille trafic (notamment de cigares) entre l'Italie et le Monténégro... à travers une mer Adriatique en principe quadrillée par une armada internationale censée faire respecter l'embargo autorisé par l'ONU contre la Serbie et le Monténégro.

YVES HELLER

Une situation économique catastrophique

Évacuée entre mai et octobre derniers par l'armée ex-yougoslave, la région ne peut encore revivre. Toute l'infrastructure - agricole, industrielle, touristique - y a été totalement ou partiellement détruite. Même les vignes n'ont pas été épargnées, dont la remise en valeur devrait prendre sept ans environ. Quant à Dubrovnik, la cité assiégée pendant près d'un an, bombardée à plusieurs reprises, elle ne reprend vie que de façon hésitante. La situation économique y est « catastrophique », selon des responsables locaux, puisqu'elle ne vivait pratiquement que du tourisme. Or, la plupart des grands hôtels ont été détruits ou terriblement endommagés, et la municipalité chiffre à plus de 2 milliards de dollars le coût de la reconstruction sur l'ensemble de la commune, forte d'une population de 72 000 habitants. Toutefois, la réparation, évaluée à 10 millions de dollars, des dégâts occasionnés dans la vieille ville par les bombardements ser-

La Yougoslavie est radiée du FMI

Le Fonds monétaire international (FMI), qui avait suspendu tout prêt à la Yougoslavie depuis l'éclatement de la guerre dans cette région, a entériné, mardi 15 décembre, la disparition de la Yougoslavie et a proposé aux différents pays nés de son éclatement d'adhérer au FMI en reprenant chacun une partie des obligations de l'ex-Yougoslavie. La Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Slovaquie, la République fédérale de Yougoslavie (RFY) et l'ancienne République de Macédoine ont un mois pour faire connaître leur décision. La part la plus forte, 36,5 %, revient à la RFY, la plus faible, 5,40 %, à la Macédoine. Les pays qui décideront d'adhérer pourront bénéficier des prêts du Fonds. L'OCDE avait de son côté annoncé, fin novembre, l'extinction de l'accord de 1961 qui permettait jusqu'à la RFY de participer à de nombreux organes de l'Organisation en tant qu'observateur.

La justice américaine poursuit l'ancien champion du monde d'échecs Bobby Fischer

L'ancien champion du monde d'échecs américain Bobby Fischer, qui avait participé à l'automne, dans l'ex-Yougoslavie, à un match contre le champion français d'origine russe Boris Spassky, a été inculpé mardi 15 décembre par la justice américaine pour avoir violé l'embargo international.

Bobby Fischer, quarante-neuf ans, est accusé d'avoir violé une loi votée après le début du conflit entre la Serbie et ses voisins, qui interdit aux résidents américains d'avoir des activités commerciales avec l'ex-Yougoslavie. Il a été inculpé par un « grand jury » (chambre de mise en accusation) à Washington.

S'il est reconnu coupable, il encourt une peine de dix ans de prison et une amende de 250 000 dollars (environ 1,3 million de francs). Un mandat d'arrêt a été

La justice américaine poursuit l'ancien champion du monde d'échecs Bobby Fischer

délivré contre lui, mais, selon certaines informations, il serait toujours sur le territoire de l'ex-Yougoslavie.

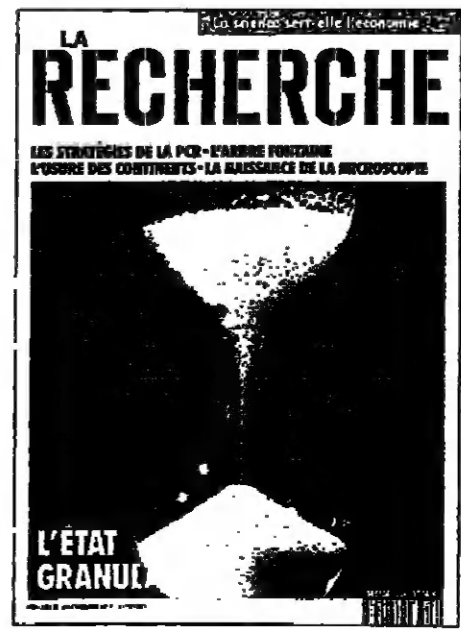
Le grand maître avait été payé 1,3 millions de dollars (environ 18 millions de francs) pour ce match qui avait débuté à Sveti Stefan (Monténégro) et s'était ensuivi déplacé à Belgrade. C'était la première rencontre disputée par Bobby Fischer en vingt ans et il l'avait remportée le 5 novembre par dix victoires contre cinq à Spassky.

Au mois d'août, juste avant le début du match, le département du Trésor avait averti Fischer que sa participation constituerait une violation de la loi américaine. Au cours d'une conférence de presse, Bobby Fischer avait lu la lettre officielle avant de cracher dessus (le Monde du 3 septembre).

A LIRE CE MOIS-CI

LA PCR: une technique qui révolutionne l'analyse biologique, depuis le diagnostic médical jusqu'à l'étude du virus du sida.

LA PHYSIQUE DU TAS DE SABLE:



un quatrième état de la matière aux comportements surprenants.

également au sommaire:
PRIX NOBEL ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
L'ÉROSION PROFONDE DES CONTINENTS
LA NAISSANCE DE LA MICROSCOPIE

EUROPE

RUSSIE : nouveau premier ministre

M. Tchernomyrdine affirme sa volonté de poursuivre les réformes

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Hors de l'industrie, point de salut : pour sa première conférence de presse, mardi 15 décembre, le nouveau premier ministre russe a confirmé son image, un rien ternie, de « professionnel » préoccupé d'abord par la chute de la production industrielle et par les moyens d'y remédier. Pour lui, « l'industrie lourde est la base de notre économie et, si cette base est bonne, le reste suivra ». S'il a réaffirmé sa volonté de « poursuivre les réformes, car il n'y a pas de retour en arrière possible », M. Tchernomyrdine a toutefois clairement laissé entendre qu'il souhaitait modifier certains points de la politique de son prédécesseur, M. Egor Gaidar. Notamment, et c'est fondamental, en revenant sur l'objectif de libéralisation totale des prix : « Nous devons avoir des prix régulés notamment dans le secteur énergétique ».

« La vie change »

Avec quelle équipe le premier ministre est-il disposé à mettre en œuvre sa nouvelle politique ? Pour le moment, il souhaite garder l'essentiel de la structure gouvernementale, mais « la vie change » et, s'il y a des modifications, elles se feront « sans soubresauts ».

Selon les *Izvestia*, les membres de l'équipe Gaidar se sont réunis mardi et au moins quatre ministres importants auraient décidé de démissionner. D'autres sources laissent entendre, en revanche, que les proches de l'ancien premier ministre n'auraient pas encore pris leur décision.

Si le nouveau premier ministre a reçu le soutien de M. Gorbatchev et de M. Khasbulatov (le président du Soviet suprême, apparut comme le grand vainqueur de la partie de bras de fer entre le Congrès et M. Boris Eltsine), sa nomination a, en revanche, été critiquée par M. Evgueni Iassine, qui

est pourtant un des conseillers économiques de M. Arkadi Volski, le leader de l'Union des industriels, et un des animateurs du groupe centriste de l'Union civique. « Je risquais tout à fait négativement au départ de M. Gaidar, écrit M. Iassine dans les *Izvestia*. Sa démission est une grosse perte pour les réformes en Russie (...). Je ne voudrais pas apparaître comme trop pessimiste, mais je crains que le nouveau gouvernement, dans sa tentative de changer le cours des réformes, ne mène le pays à l'hyperinflation ».

JOSÉ-ALAIN FRALON

■ M. André Bellon « se réjouit du dénouement de la crise ». Le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, M. André Bellon, s'est « réjoui », mardi 15 décembre dans un communiqué, « du dénouement de la crise politique à Moscou », précisant qu'il avait rencontré début décembre à Moscou M. Tchernomyrdine, qui préside une fondation de coopération franco-russe.

■ Le chancelier Kohl négocie un retrait accéléré d'Allemagne des troupes de la CEI. — En visite officielle à Moscou, le chancelier Kohl a proposé au président russe, M. Boris Eltsine, de procéder plus rapidement que prévu au retrait des troupes de la CEI encore stationnées sur le territoire allemand. Celles-ci, dont les effectifs s'élèvent à 200 000 hommes, pourraient avoir quitté le pays avant la fin de l'année 1993, soit un an avant l'échéance fixée par le traité signé en 1989 entre Bonn et Moscou. En échange, l'Allemagne apporterait une aide au rélogement des soldats rapatriés et accorderait à la Russie un moratoire pour les dettes russes envers la République fédérale, qui s'élèvent à 36 milliards de deutschmarks. — (AFP)

ITALIE : après l'ouverture d'une enquête judiciaire pour corruption

La position de M. Bettino Craxi à la tête du PSI est de plus en plus contestée

ROME

de notre correspondant

Comme si une défaite électorale qui a vu en moyenne le score du parti diminué de moitié ne suffisait pas, mardi 15 décembre, à l'heure difficile où le leader du Parti socialiste, M. Bettino Craxi, faisait les comptes des élections municipales partielles dans sa suite de l'hôtel Raphael à Rome, un carabinieri muni d'un texte de dix-huit feuillets est venu lui signifier qu'il était désormais sous enquête judiciaire.

Après la débâcle électorale, la débâcle tout court et la démission ? M. Craxi devra sous peu répondre devant le parquet de Milan, son « fief », de l'accusation de « corruption et fraude à l'encontre de la loi sur le financement des partis ». Le texte accusateur ferait état d'une bonne quarantaine de témoignages d'hommes d'affaires et d'entrepreneurs, ainsi que de celui, plus embarrassant, de M. Giacomo Mancini, un ancien secrétaire du PSI. En tout, il s'agit de justifier la provenance dans les caisses du PSI d'une bonne trentaine de milliards de lires.

Point d'orgue de l'enquête « Mains propres », menée sur l'affaire des pots-de-vin de Milan,

■ Adoption d'un projet de loi antiraciste. — Le conseil des ministres italiens a approuvé, mardi 15 décembre, un projet de loi punissant sévèrement les attitudes de racisme et d'antisémitisme, a annoncé le ministre de la justice, M. Claudio Martelli. La future loi réprimera les « discriminations raciales, ethniques et religieuses ». Toutes les peines pouvant être infligées pour des délits racistes seront augmentées d'un tiers ou de la moitié. Des mouvements encourageant de tels actes pourront être suspendus à titre préventif. L'incitation à la violence pour des motifs raciaux, ethniques ou religieux deviendra punissable. — (AFP)

dans laquelle bon nombre de socialistes et de démocrates-chrétiens ont eu maille à partir avec la justice, le dossier ouvert sur le secrétaire du PSI s'ajoute à celui qui a lourdement mis en cause son propre beau-frère, l'ex-maire de Milan Paolo Pillitteri : ou encore son fils, « Bobo » Craxi, sommé, lui, de s'expliquer sur le financement de ses campagnes électorales. Difficile de ne pas faire le rapprochement dans ce filet qui semble se resserrer. Bettino Craxi l'a fait le premier, qui, dans un communiqué à la presse mardi après-midi, protestant de son innocence, parle d'initiative infondée qui se transforme en véritable agression contre une personne. Ce sont des manœuvres politiques qui ont pu à voir avec la justice. Les accrochages entre un Craxi qui décide à s'en laisser compter et le Savonarole milanais, le juge Antonio Di Pietro, ne datent pas d'hier. Déjà, lors de la citation de son fils par la justice, au printemps, alors qu'il était encore lui-même en course pour la présidence du conseil ou la présidence de la République, le leader socialiste avait parlé de sabotage électoral. Plus tard au mois d'août, exaspéré, il se laissera même aller jusqu'à dire publique-

ment qu'il a lui aussi un dossier sur le magistrat, qui n'est pas, selon lui, « le petit saint que l'on croit ». Démarche malheureuse, qui lui vaudra de s'aliéner une nouvelle fraction de son propre parti.

« J'ai fait »

une bonne sieste...

Car, coupable ou innocent, avant même ce nouveau coup qui vient de le frapper, le secrétaire socialiste se battait déjà depuis des mois, à l'intérieur de la direction du PSI, pour imposer une ligne de plus en plus contestée. Accusé de n'avoir pas su prendre le virage des réformes et surtout celui de l'après-communisme, en tissant des liens plus étroits avec une démocratie chrétienne de plus en plus fossilisée sur un pouvoir exercé trop longtemps au lieu de chercher une ouverture plus à gauche, M. Bettino Craxi devait aussi répondre de la chute vertigineuse du parti. Un parti mal en point, qu'il avait pris en 1976 pour le faire grimper jusqu'à un confortable 15 %, lui assurant du temps où il assumait la présidence du conseil, force et influence. Aujourd'hui, devenu le fossoyeur de ses propres rêves d'« ondata lunga », cette lente et irrésistible progression qui aurait dû faire

décoller le PSI, il ne reste sans doute plus à Bettino Craxi que l'amère décision de donner sa démission. Ses ennemis les plus intimes, qui, comme son ex-dauphin, le ministre de la justice, M. Claudio Martelli, la réclamaient avec insistance, au lieu de donner le coup de grâce, ont choisi de serrer les rangs. Et même si M. Bettino Craxi, éluant toute idée de départ, affichait sur le coup un calme olympien — « J'ai fait une bonne sieste », a-t-il déclaré aux journalistes venus aux nouvelles juste après l'annonce de l'ouverture de l'enquête — il lui sera difficile d'ignorer l'image de marque désormais déplorable du PSI.

Pour l'instant, seules des voix à la Ligue, à la « Rete » anti-Mafia et, dans une moindre mesure, au PDS (ex-PCI) se sont élevées clairement pour demander, outre le départ de M. Bettino Craxi, celui du président du conseil, le socialiste Giuliano Amato, mais il va de soi que la déroute politique et morale des socialistes pourrait bien également frapper de plein fouet le gouvernement, déjà très fragilisé par la crise économique et ne disposant plus que d'une majorité théorique.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

DIPLOMATIE

Ministre démissionnaire des affaires étrangères des Pays-Bas

M. Hans van den Broek devient commissaire européen en remplacement de M. Frans Andriessen

LA HAYE

de notre correspondant

La diplomatie des Pays-Bas sera dirigée à partir du 1^{er} janvier 1993 par M. Pieter Kooijmans (1), en remplacement de M. Hans van den Broek, ministre des affaires étrangères depuis novembre 1982. Sa démission a été annoncée, mardi 15 décembre, à la surprise générale.

C'est donc un inconnu du grand public, en dépit de son activité au sein de l'ONU — et qui se dit dénué de toute ambition politique — qui succède, jusqu'aux prochaines élections législatives de mai 1994, à un « poids lourd » de la vie publique néerlandaise et européenne. C'est d'ailleurs à Bruxelles que M. van den Broek, qui vient de fêter ses cinquante-six ans, a « choisi » de poursuivre sa carrière, en tant que commissaire européen. L'actuel membre néerlandais de la Commission, le vice-président Frans Andriessen, a en effet décidé, après bien des hésitations et, dit-on, des discussions difficiles avec M. Jac-

ques Delors quant à son avenir au sein du collage, de rendre son tablier, après être devenu, en douze années de commissariat, l'un des « éléphants » de l'exécutif bruxellois. La Haye se devait donc de lui trouver un successeur de même calibre, pour sauvegarder, une présence influente dans la machine communautaire.

Si le choix de M. van den Broek est à cet égard contesté, il arrivera à Bruxelles précédé d'une réputation justifiée d'« ulantiste », soucieux en tout cas de ménager les relations entre l'Europe et les États-Unis (qui verront peut-être dans sa nomination un geste), mais aussi avec des « lettres de créance » européennes incontestables. Pour le partisan déclaré d'une Europe fédérale, le travail à la Commission sera une espèce de bonheur. D'autant qu'il lui permettra de veiller aux premiers pas de l'Union européenne née à Maastricht, au terme de « sa » présidence de la CEE, au second semestre 1991. Ce passage de la théorie à la pratique compensera peut-être sa

déception devant les difficultés de la politique étrangère commune aux Douze, notamment dans la crise yougoslave.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Agé de cinquante-neuf ans, M. Pieter Kooijmans a été secrétaire d'État aux affaires étrangères de 1971 à 1977. Professeur de droit international public à l'université de Leyde, il est aussi, depuis 1985, rapporteur spécial des Nations unies sur les tortures et depuis cette année, chef de la délégation néerlandaise à la Commission de l'ONU sur les droits de l'homme.

■ Le Sénat a ratifié le traité de Maastricht. — Le Sénat néerlandais a approuvé, mardi 15 décembre, à une large majorité et par acclamation le traité de Maastricht. Ce vote confirme celui de la Chambre des députés qui s'était prononcé pour le « oui » par 137 voix contre 13. Le projet de ratification doit être maintenant signé par le premier ministre, M. Ruud Lubbers, et par la reine Beatrix. — (AFP)

En visite à Buenos-Aires

M. Joxe a félicité l'Argentine pour sa participation à des opérations décidées par l'ONU

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

M. Pierre Joxe, ministre français de la défense, a effectué lundi 14 et mardi 15 décembre une visite officielle en Argentine au cours de laquelle il a eu des entretiens avec son homologue argentin, M. Erman Gonzalez. Au cours d'une conférence de presse à Buenos-Aires, M. Joxe a félicité l'Argentine pour sa participation à des opérations militaires internationales de caractère humanitaire dans le cadre de l'ONU. Le gouvernement de M. Carlos Menem vient de décider d'apporter un appui logistique aux troupes américaines et françaises en Somalie avec l'envoi d'une centaine de médecins militaires. L'Argentine participe déjà à l'opération de maintien de la paix en Croatie avec un bataillon de neuf cents hommes.

Dans le cadre de la coopération militaire franco-argentine, M. Joxe a évoqué l'accord passé entre les gendarmes des deux pays qui prévoit notamment la mise en place à Buenos-Aires d'un fichier central informatisé relié en temps réel avec les postes-frontières qui sont contrôlés par les gendarmes argentins.

Ch. L.

EN BREF

■ Rencontre entre le Congrès juif et le Parlement européen. — Le Congrès juif européen a demandé au Parlement de la CEE d'intervenir auprès des Douze afin qu'ils engagent l'étude d'une « législation européenne contraignante à l'égard de tous les actes d'antisémitisme, de racisme et de xénophobie ». L'application d'une plus grande fermeté dans les condamnations judiciaires et l'amplification au niveau pédagogique, d'un enseignement à la tolérance, au respect et à la dignité de l'homme. Conduite par son président, M. Jean Kahn, la délégation israélienne devait rencontrer M. Egon Klepach, président de l'Assemblée, et les représentants des principaux groupes parlementaires. — (Corresp.)

■ « Espace Schengen » : visa commun pour les ressortissants de vingt pays. — Les pays de l'Espace Schengen (les Douze moins le Danemark, le Royaume-Uni et l'Irlande) se sont mis d'accord, mardi 15 décembre, sur l'établissement d'un visa commun qui permettra aux ressortissants de cent vingt pays de traverser les frontières des Neuf avec cet unique document. Cette création concrétise une étape importante vers l'objectif affiché par les pays adhérents de Schengen : la libre circulation des personnes entre les pays membres d'ici à l'été prochain. — (AP)

■ AFGHANISTAN : les forces du Hezb-e-Islami avancent sur Kaboul. — Des combats ont éclaté, mardi 15 décembre, dans les faubourgs de Kaboul, après que le président intérimaire Burhanuddin Rabbani ait annoncé qu'il ne démissionnerait pas à l'expiration de son mandat, le même jour. Les forces du

parti intégriste Hezb-e-Islami sont parvenues à 5 kilomètres du centre de la capitale. Cette avancée est la plus importante depuis les sanglants combats d'août dernier. M. Rabbani venait d'affirmer qu'il ne remettrait ses pouvoirs qu'au conseil (choura) qui devrait se réunir dans les prochains jours pour dire son successeur. — (AFP, Reuters)

■ SYRIE : Damas dément avoir cessé d'octroyer des visas aux juifs syriens. — Se déclarant étonné de « la campagne orchestrée contre la Syrie », le chef de la délégation syrienne aux négociations irakiennes de paix, M. Mouaffak al-Alal a démenti, mardi 15 décembre, qu'il ait ou un quelconque changement « dans la politique de délivrance de visas de sortie » aux juifs syriens. Le département d'État avait indiqué quelques heures plus tôt avoir demandé à Damas des explications sur la suspension, il y a huit semaines, de l'octroi de tels visas. — (AFP)

■ TUNISIE : un imam sanctionné pour avoir demandé « l'interdiction » du tourisme. — Un imam d'une mosquée de Tunis a été démis de ses fonctions pour avoir demandé, lors d'un prêche du vendredi, l'« interdiction » du tourisme. C'est au cours d'un débat parlementaire sur le budget du ministère des affaires religieuses que cette sanction a été révélée. M. Ali Chabbi a précisé que les imams « doivent concilier la morale religieuse et les préoccupations matérielles de la société ». Le secteur du tourisme a rapporté, en 1992, près de 1 milliard de dollars de devises. — (AFP)



King Faisal International Prize

APPEL A CANDIDATURE POUR LE PRIX INTERNATIONAL DE MÉDECINE ET DE SCIENCE 1994 DU ROI FAYÇAL

Le secrétariat général du Prix International du Roi Fayçal a le plaisir d'inviter les universités et les centres de recherches spécialisés du monde entier à soumettre des candidatures qualifiées pour :

le Prix international de médecine du Roi Fayçal décerné pour :

LES APPLICATIONS MÉDICALES DE L'INGÉNÉRIE GÉNÉTIQUE et

le Prix international de science du Roi Fayçal pour : MATHÉMATIQUES

Les candidatures doivent remplir les conditions suivantes :

1. Les candidats doivent être auteurs de travaux académiques marquants dans le domaine concerné, bénéfiques à l'humanité et promouvant le progrès humain.
2. Les travaux soumis doivent être originaux et être publiés.
3. Seules les institutions d'éducation et de recherche reconnues sont habilitées à soumettre des candidatures.
4. Toute candidature doit comprendre les éléments suivants :
 - a) une liste dactylographiée des travaux présentés par le candidat.
 - b) un CV dactylographié reprenant en détail la formation universitaire, l'expérience et les travaux publiés du candidat.
 - c) dix exemplaires de chacun des travaux soumis.
 - d) trois photos couleurs récentes 4 x 6.
 - e) l'adresse postale du candidat, comprenant :
 - (1) adresse professionnelle, numéro de téléphone, télex et télécopie
 - (2) adresse personnelle avec téléphone.
5. Les candidatures seront examinées par un comité de sélection composé de spécialistes reconnus dans le domaine.
6. Le prix peut être partagé par plusieurs personnes.
7. Les travaux soumis par un candidat ne seront pas acceptés dans les cas suivants si :
 - a) il a été déjà été couronné par le prix d'une organisation internationale,
 - b) il s'agit de travaux pour un diplôme universitaire,
 - c) ils n'ont pas fait l'objet d'une publication.
8. La candidature ne sera pas acceptée dans les cas suivants :
 - a) présentation par des personnes privées ou des partis politiques,
 - b) non conformité avec les conditions du prix.
 - c) réception hors délai.
9. Le prix comprend :
 - a) un certificat au nom du lauréat comportant un résumé des travaux pour lesquels il a reçu le prix.
 - b) une médaille d'or.
 - c) une somme de trois cent cinquante mille Riya Saoudiens (environ 93 333 \$ US).
10. Le nom du ou des lauréats sera annoncé en février 1994 avec remise du prix lors d'une cérémonie officielle à une date ultérieure.
11. La date limite de réception du dossier complet de candidature est fixée au 1^{er} septembre 1993.
12. Aucun dossier ni travaux ne seront retournés, que le candidat ait reçu le prix ou non.
13. Toute correspondance doit être envoyée par courrier selon recommandé à l'adresse ci-dessous :

The General Secretariat, King Faisal International Prize,
P.O. Box 22478, Riyadh 11495 Kingdom of Saudi Arabia
Tél. : 4652255, Télex : 404967 PRIZE SJ Fax : 4658685 Cable JAEZAH

Corée du Sud : election

Voici le seul technique

SAVOIE

ASIE

Corée du Sud : élection présidentielle triangulaire

La présence d'un « Ross Perot coréen » vient troubler le traditionnel tête-à-tête des « deux Kim »

SÉOUL

de notre envoyé spécial

« Un président pour l'économie. » La bannière s'étendait le long de l'immense tribune trépanant sur l'esplanade Yoido. Quelque cinq cent mille personnes, bravant les intempéries du rude hiver coréen, étaient venues entendre le « patriarche » de l'industrie nationale, M. Chung Ju-yung, soixante-dix-sept ans, fondateur du groupe Hyundai et candidat à la succession de M. Roh Tae-woo lors de l'élection présidentielle du 18 décembre.

En ces temps de grisaille économique, encore assombris par l'annonce du plus faible taux de croissance en onze ans (- 3,5 % pour le troisième trimestre), le « Ross Perot coréen » promet un retour à la « Corée battante » des années 70, dont il fut l'un des bâtisseurs, sous la férule du dictateur Park Chung-hee. Le message de ce fils de paysan pauvre qui, avec pour seul bagage un brevet de l'école primaire, mit sur pied un conglomérat à l'origine de 20 % du PIB national est aussi simple que bien reçu : en cinq ans, le revenu par habitant sera multiplié par trois, frôlant les 20 000 dollars, et les loyers baisseront de moitié.

Les économistes sont sceptiques, mais M. Chung n'en a cure : « Je serai le président qui relèvera l'économie », affirme-t-il, ajoutant qu'il s'engage à mettre sa fortune personnelle (estimée à 3 000 milliards de won, soit environ 30 milliards de francs) au service de la paysannerie et des petits entrepreneurs.

En dépit d'un autoritarisme légendaire et de méthodes qui, s'il était élu, ramèneraient la Corée un quart de siècle en arrière, la performance physique de cet homme coriace, auréolé de son succès, appelle un respect qui s'est traduit par une popularité croissante. Doué d'un charisme certain, levé aux petites heures, il va de meeting en meeting, saluant les foules son chapeau à la main, passant de la harangue populiste aux promesses de réformes radicales. Une percée, reflétée par les sondages - officieux, car leur publication est interdite - qui a bou-

léversé l'équation électorale. Outre cinq candidats mineurs, dont une juriste, M^{me} Kim Ok-sun, surnommée « l'annonce en vêtements d'homme » en raison de ses allures de cavalier du bois de Boulogne du siècle dernier, ces élections opposent à nouveau les incontournables « deux Kim ».

Le premier, M. Kim Dae-jung, est depuis près d'un quart de siècle la figure emblématique de l'opposition à la dictature, l'homme que Park Chung-hee tenta de faire assassiner après qu'il eut failli le battre en 1971, et que son successeur Chun Doo-hwan condamna à mort. Le second, M. Kim Young-sam, opposant plus louchoyant, rallia le parti gouvernemental il y a dix-huit mois.

Bénéficiant de l'appui de l'appareil d'Etat, il partait gagnant. Mais M. Chung a brouillé le jeu : sa percée constitue en soi une inconnue, bien que peu d'observateurs s'attendent à sa victoire. Mais surtout il séduit une partie de l'électorat de M. Kim Young-sam, augmentant d'autant les chances de M. Kim Dae-jung : la « bête noire » des régimes autoritaires n'a jamais été en meilleure position pour briguer le pouvoir.

La popularité de l'autocrate de Hyundai

La popularité de l'autocrate de Hyundai et l'accent mis par les candidats sur les questions économiques, grand thème de cette campagne, sont symptomatiques tant des aspirations contrastées des Coréens que des progrès, notables, accomplis depuis que fut imposée en 1987 - à la suite de violentes manifestations - une démocratisation qui se concrétise sous la présidence de M. Roh.

C'est la première fois depuis 1963 qu'un militaire n'est candidat et que ne pèse pas l'ombre de l'armée, longtemps la principale force politique du pays. Contrairement aux élections de 1987, la menace d'un putsch ne plane plus sur le verdict populaire. Mais la volée d'espérance qu'elles suscitèrent n'est plus au ren-

dez-vous. Les difficultés économiques - à la récession mondiale s'est ajoutée une perte de compétitivité des produits coréens entamée par un rattrapage vertigineux des salaires - ont donné aux libérés un goût amer. Aujourd'hui, les Coréens voudraient à la fois une direction ferme et les fruits de la démocratisation : un Park Chung-hee dans les habits de Roh Tae-woo, en quelque sorte.

Le résultat se jouera dans la nébuleuse de Séoul

Le fronde de la ville de Taegu symbolise ce désenchantement. Située dans la province du Kyongsan (berceau des présidents Park, Chun et Roh, et d'une bonne partie de la bureaucratie), Taegu est le fief du pouvoir. Or une bonne moitié de la ville a basculé du côté de M. Chung. Lors des élections de mars dernier, son Parti national pour la réunification a remporté 17,4 % des voix en exploitant le mécontentement suscité par la stagnation économique.

Bien que le régionalisme, mal endémique de la Corée, soit moins virulent, les trois principaux candidats comptent toujours sur leurs électeurs captifs : la région de Cholla pour M. Kim Dae-jung, celle de Pusan pour M. Kim Young-sam. M. Chung, quant à lui, a mobilisé les 170 000 employés de Hyundai, auxquels il a été demandé de travailler double, chacun ayant pour tâche de doubler une vingtaine de voix. Un militantisme qui s'est traduit, entre autres, par une manifestation massive devant le quotidien *Chosun Ilbo*, « coupable » de lèse-majesté contre Hyundai, et suscite une levée de boucliers des syndicats du groupe.

Les candidats sont au coude à coude, car le vainqueur l'emportera vraisemblablement d'un ou deux points. A la veille du scrutin, un tiers de l'électorat est encore indécis : le résultat de l'élection se joue dans la nébuleuse urbaine de Séoul, avec ses 7,3 millions sur 29 millions d'électeurs, qui rassemble une bonne

partie des ouvriers et de cet électorat d'âge moyen qui représente 65 % du total.

De tous les candidats, M. Kim Dae-jung est celui qui insiste le plus sur les questions de justice sociale et, en mars, son parti remporta 37,2 % des voix contre 34,8 % au parti gouvernemental. En revanche, M. Kim Young-sam, boudé par les opposants, rassure l'élite bureaucratique et affairiste qui a survécu aux différents régimes en proposant des réformes progressives : il promet la stabilité, alors que M. Kim Dae-jung s'adresse aux défavorisés et M. Chung aux mécontents de tous bords.

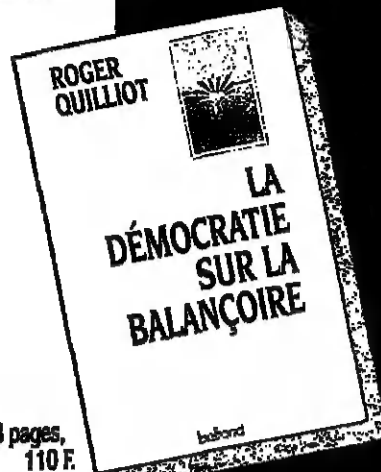
Tous les candidats ont cependant un handicap : ce sont des « héros du passé ». La démocratisation ne s'est pas traduite par un renouvellement de la classe politique. Les « deux Kim » ont des problèmes d'image : M. Kim Young-sam, avec ses soixante-cinq ans, a un passé de démocrate mais une réputation d'inconsistance, et ce n'est sans doute pas sans raison qu'il refuse d'affronter l'autre Kim, dans un débat télévisé. Collé en revanche à la peau de ce dernier un passé de radicalisme que ses adversaires, aidés par le gouvernement, exploitent en renouant avec les vieilles méthodes : le faire passer pour un procommuniste. M. Kim Dae-jung, soixante-sept ans, joue au contraire la modération, ne parlant plus de droits de l'homme mais de budget de la défense et de réformes économiques.

Se déroulant dans un climat de pluralisme et de calme - ni manifestation ni gaz lacrymogène sur les campus, les étudiants contestataires d'hier jouent au ballon - cette campagne n'en a pas moins ses bavures : l'« enrobage » des électeurs tant par le parti gouvernemental que par celui de M. Chung. Mal de jeunesse d'une démocratie qui n'a que cinq ans ? Ces élections se jouent en outre plus sur des personnalités que sur des programmes. Elles témoignent néanmoins d'un réel progrès de la vie politique en Corée du Sud.

PHILIPPE PONS

Collection
"Les idées, les faits,
les hommes",
dirigée par
Philippe Lapousterle

ROGER
QUILLIOT



288 pages,
110 F.

Roger Quilliot, sénateur-maire de Clermont-Ferrand, ancien ministre, nous livre ses réflexions sur une vie entière consacrée à la chose publique : pour que survive la démocratie, si fragile et incertaine, comme un enfant sur une balançoire... Une leçon politique, dont certains de nos dirigeants feraient bien de s'inspirer.

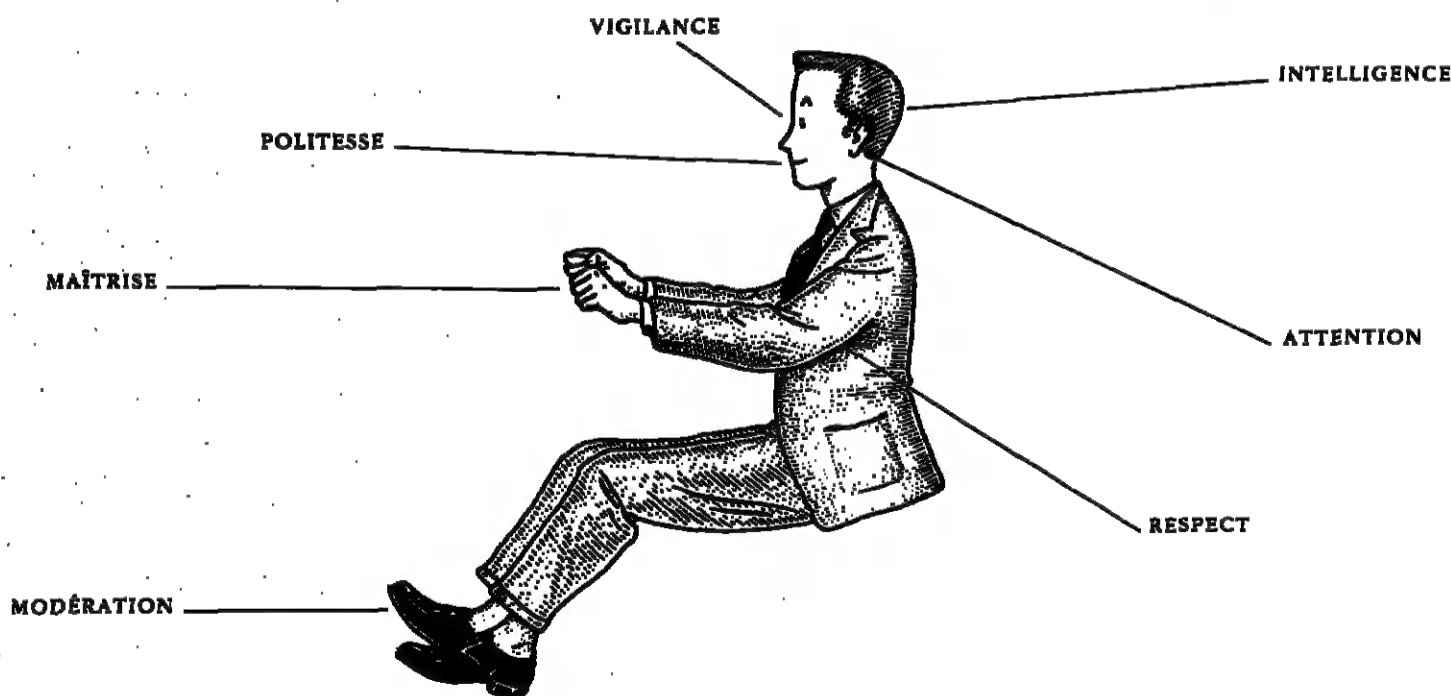
LA
DEMOCRATIE
SUR LA
BALANÇOIRE
belfond

Le Monde des
DEBATS
de Noël

LES POLITIQUES SONT-ILS IRRRESPONSABLES ?

Dans la pratique, de multiples obstacles s'opposent à ce que les responsables prennent des décisions claires et définitives.

Pierre AVRIL, historien ; Marc ABELÉS, sociologue ; René LENOIR, ancien ministre ; Hugues BOUCHARDEAU, ancien ministre ; Ezra SULEIMAN, professeur de science politique à Princeton ; Jean-Pierre RIQUX, historien.



Voici le seul système de sécurité qu'aucune technique ne remplacera jamais.

La sécurité sur la route c'est avant tout une affaire de vigilance, d'attention, de maîtrise... Or, dans 95% des accidents mortels, le comportement du conducteur est en cause. C'est donc bien cela qu'il faut changer : et c'est l'objectif que s'est fixé la loi sur le PERMIS A POINTS.

Pour tout savoir sur le PERMIS A POINTS et sur son nouveau barème, vous pouvez vous procurer un dépliant en tapant sur votre minitel 3615 Code ROUTE, en allant dans votre préfecture, ou votre mairie si vous habitez une grande ville. Ou bien en nous écrivant à BP 81, 93364 Neuilly-Plaisance Cedex.

sécurité
routière

SAVOIR CONDUIRE, C'EST SAVOIR... VIVRE

AFRIQUE

L'opération militaire en Somalie

LE FILM DES ÉVÉNEMENTS

Ils s'étaient fait désirer. Applaudissements et youyous : Baidoa a réservé, mercredi 16 décembre, un accueil chaleureux au premier convoi de la force multinationale - 530 « marines » et 130 légionnaires français - qui venait lui porter secours, la délivrer de ses angoisses. La longue colonne motorisée qui avait quitté Mogadiscio, la veille, et passé la nuit sur la base aérienne de Baid-Dogle, est entrée dans une ville abandonnée par les pillards, sans se heurter à la moindre résistance.

Représentant spécial du président George Bush, M. Robert Oakley était arrivé, mardi, à Baidoa, en éclaireur. Il avait notamment demandé aux chefs de guerre locaux de faire place nette en retirant leurs hommes armés de la ville. Cette première incursion hors de la capitale en annonce-t-elle d'autres, comme le souhaitent la population et les organisations humanitaires, qui s'étonnent de la lenteur du déploiement de la force multinationale ? L'armée américaine, a répondu M. Oakley, « est une tribu nomade qui se déplace à son propre

rythme ». De leur côté, harcelés par des bandes de pillards qui ont franchi la frontière avec armes et bagages, les réfugiés somaliens attendent avec impatience de pouvoir regagner leur pays. Depuis la chute du président Siyad Barre, au mois de janvier 1991, ils ont été 1 million à trouver asile à l'étranger - soit la septième de la population - dont 500 000 en Éthiopie et 320 000 au Kenya. Pendant ce temps-là, à Mogadiscio, la « campagne antifrancophone » bat son plein, alimentée par la tentative de lynchage dont a été victime une jeune Somalienne, accusée - à tort - d'avoir fréquenté des légionnaires.

Se voyant reprocher par des autochtones de fouiller les maisons à la recherche d'armes et de se comporter avec « rudesse », ces troupes ont dû,

pour calmer les esprits, évacuer une position-clé au carrefour dit du « kilomètre 4 ».

L'opération a pris un tour quasi officiel puisque le général Aldid, l'un des hommes forts de la capitale, a cru utile de rencontrer, mardi, M. Michel de Bonnacore, représentant spécial de la France en

« la communauté internationale ait réagi favorablement pour mettre fin au drame du peuple somalien ». Elle a, en outre, demandé que la convocation d'une conférence internationale sur la Somalie soit inscrite à l'ordre du jour de la présente session de l'Assemblée générale de l'ONU. Elle a aussi déposé un projet de résolution qui vise notamment à confier à une assemblée le soin de rédiger une Constitution, basée sur trois principes fondamentaux : « démocratie, liberté et justice ».

En s'assurant la conduite de l'opération « Rendre l'espoir », les États-Unis avaient-ils une petite idée derrière la tête, qui n'était pas uniquement humanitaire, notamment contre la poussée intégriste dans la corne de l'Afrique ? Nos ambassadeurs ont consulté les pays arabes et islamiques et aucun ne s'est dit en mesure de mener cette entreprise lui-même, a expliqué un haut responsable américain. Et d'en conclure finalement : « Nous n'avons pas d'objectifs ou d'intérêts géopolitiques ».

JACQUES DE BARRIN

En campagne

Somalie, pour tenter d'obtenir « le remplacement des légionnaires par des troupes régulières ». A cet égard, le ministère de la défense a précisé que ces militaires sont « sous commandement américain » mais qu'ils appartiennent au commandement français de prendre les sanctions éventuelles, normalement prévues pour une troupe en opération.

Jusqu'à très récemment, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) s'est félicitée, par le voix de son secrétaire général, M. Salim Ahmed Salim, que

innombrables check points avaient laissé les barrières ouvertes... pour les rétablir juste après le passage du convoi. Certains avaient décoré de guirlandes de fleurs l'un de leurs points de contrôle, et tous avaient dissimulé leurs armes. Les soldats occidentaux pouvaient alors découvrir cette région qui, sur 260 kilomètres, sépare Mogadiscio de Baidoa.

Paysages étonnamment verts d'une région prospère d'avant-guerre, offrant encore à la vue des champs de maïs et des pâturages imbibés d'eau, des troupeaux de vaches et de chameaux. Une contrée pourtant ravagée par les combats, dont les paysans, à l'approche de Baidoa, ont délaissé terres et bêtes pour rejoindre la ville et gagner une chance de survie.

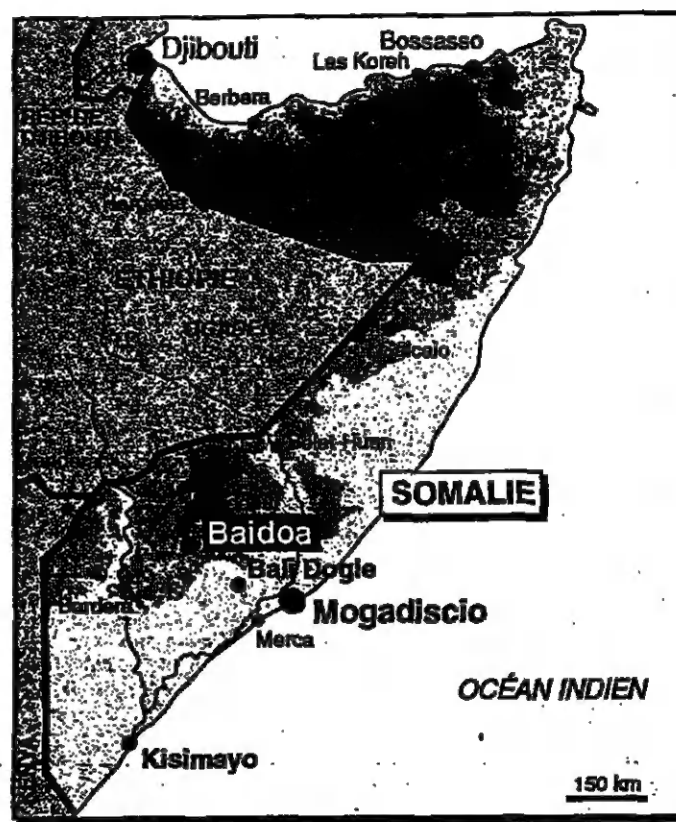
Lors du campement à Baid-Dogle, sur l'ancien aéroport militaire construit par Siyad Barre, soldats français et américains, pour la première fois depuis leur arrivée en Somalie, purent faire véritablement connaissance. Un Mexicain de la légion est aussitôt allé plaisanter avec les Mexicains de l'US Army. Des Américains partirent en quête de rations françaises, réputées pour leur cassoulet en boîte. Puis, à 1 heure du matin, sous un ciel étoilé et des vols de chauves-souris,

le convoi est reparti pour Baidoa, multipliant les pauses afin de respecter un timing sans doute impératif : arriver à Baidoa à l'aube.

Deux chasseurs F14 sillonnèrent alors le ciel et plusieurs hélicoptères Cobra prirent position au-dessus du convoi. D'autres hélicoptères inspectèrent soigneusement la ville, certains n'hésitant pas à faire des points fixes au-dessus de canons rouillés laissés à l'abandon dans les rues. A 20 kilomètres de la ville, les troupes ont défilé devant Bour-Akaba, la « montagne qui protège ». Les Américains auraient pu utiliser la radio pour convaincre de leurs bonnes intentions, mais, depuis deux ans, lorsque le général Siyad Barre, en pleine débâcle, ras les villages et fit fuir la population, les Somaliens ne croient plus en la bonne légende.

Le convoi militaire a pénétré dans Baidoa sans aucun chargement significatif de nourriture, si ce n'est quelques sacs de riz « don de la France ». La prise de contrôle de l'aéroport devrait permettre l'installation d'un pont aérien et l'acheminement d'une aide humanitaire massive. Il suffit aux habitants de Baidoa de patienter et aux enfants de grappiller les gâteaux que les Français distribuent, mercredi, dès 9 heures du matin.

DOMINIQUE LE GUILLÉDOUX



Baidoa ville libérée

Suite de la première page

Il a fallu pousser ânes et voitures de journalistes sur le bas-côté pour permettre aux hommes de la 15th Marines Expeditionary Unit de Penderon (Californie) et aux Français du 2^e REP de Djibouti de pénétrer dans la ville par les faubourgs, les militaires s'étant refusés à traverser le centre pour atteindre l'aéroport, dont ils ont bouclé l'accès.

Une entrée entourée d'innombrables précautions dans une ville réputée pour son surarmement, ses combats fratricides et sa longue pratique des pillages. Il y a dix jours, des affrontements inter-claniques avaient provoqué la mort de quatre-vingt-neuf personnes. Plusieurs ONG ont été récemment dévastées, tandis que dans la nuit précédant l'arrivée des troupes la ville résonnait encore des tirs des kalachnikov. Quelques heures plus tard, les armes avaient disparu, provisoirement bien sûr, tant apparaît illusoire une stratégie de

désarmement par la force. Mardi 15 décembre, le représentant spécial en Somalie du président Bush, M. Robert Oakley, avait pris soin de se déplacer lui-même à Baidoa. Entouré de deux gardes du corps, il a rencontré divers chefs de clan, tous plus ou moins ralliés, sous l'influence du général Aldid, au Congrès national unifié. L'ambassadeur américain voulait s'assurer du soutien des forces politiques locales et, surtout, signifier que les troupes occidentales qui s'apprêtaient à contrôler la ville constituaient d'abord « une force de paix ».

Cassoulet en boîte

Dès lors, la première expédition à l'intérieur des terres de Somalie pouvait commencer. Après force hésitations et reports, le cortège militaire a finalement quitté l'aéroport de Mogadiscio mardi 15 décembre à midi. Sur la route, les combattants qui tenaient les

ZAÏRE : la répression de l'opposition

Huit proches du premier ministre ont été interpellés

Huit personnes qui attendaient, dimanche 13 décembre, à l'aéroport de Kinshasa, une délégation d'organisations non gouvernementales françaises « ont été tabassées et interpellées par des soldats de la division spéciale présidentielle », a indiqué, mardi, à Lyon la CIMADE-Rhône-Alpes, dont un membre participait à la délégation, qui a été refoulée du pays (le Monde du 15 décembre).

Parmi les personnes arrêtées - « encore emprisonnées », figurent M. Mukendi Wa Mulumba, ancien bâtonnier, et le major Mpika, tous deux conseillers du premier ministre, ainsi qu'un journaliste, M. Akoy. D'autre part, passant outre l'interdiction du président

Mobutu, le Haut Conseil de la République (HCR, assemblée provisoire) s'est réuni mardi, la garde présidentielle ayant levé le siège du Palais du peuple, après négociations entre le président du HCR, l'archevêque Moseengo, et le général Mabele Lyeke, chef des forces armées.

L'Union sacrée, coalition de l'opposition, a diffusé mardi un communiqué appelant à une action de masse contre M. Mobutu si ce dernier continue à s'opposer au processus de démocratisation. Dimanche, le Comité laïc, mouvement chrétien d'opposition, avait appelé à une telle action, prévue pour vendredi. (AFP, Reuters)

ALGÉRIE

Treize hommes armés tués par les forces de l'ordre dans la capitale

Treize hommes armés ont été tués, dans la nuit du lundi 14 au mardi 15 décembre, par les forces de l'ordre, lors d'un raptage, dans la banlieue sud-est d'Alger, a-t-on officiellement annoncé. Un résident a été tué accidentellement lors des échanges de coups de feu. Cette opération a été menée après l'assassinat de cinq policiers dans

le fief islamique de Kouba. Vingt-trois « hommes armés » ont été tués par les forces de l'ordre depuis l'entrée en vigueur du couvre-feu, le 5 décembre, à Alger et dans six départements limitrophes. Depuis cette date, neuf policiers - le dernier, mardi, à Laghouat - et deux gendarmes ont été assassinés. (AFP)

□ KENYA : affrontements électoraux. - Huit personnes ont été tuées et plusieurs maisons brûlées au cours du dernier week-end dans l'ouest du Kenya, à deux semaines des premières élections pluralistes. Selon des témoins, les victimes, qui appartiennent à la tribu kikuyu, ont été attaquées par des éléments armés non identifiés dont on suppose qu'ils appartiennent à la tribu kalenjin du président Arap Moi. Cette attaque avait été précédée par des avertissements lancés à l'un des candidats de l'opposition pour qu'il abandonne la course électorale et laisse la voie libre au candidat du parti au pouvoir, l'Union nationale africaine du Kenya (KANU). (AFP)

□ TCHAD : le président Idriss Déby a été reçu à l'Élysée. - A l'issue d'un entretien avec M. François Mitterrand, le président tchadien Idriss Déby, en visite privée en France, a affirmé, mardi 15 décembre, que « la France est un pays qui soutient le Tchad sur plan technique et financier, mais aussi dans l'évolution du processus démocratique engagé en décembre 1990 ». Interrogé sur la conférence nationale qui doit avoir lieu à partir de la mi-janvier, M. Déby a déclaré qu'il était « nécessaire que toutes les forces politiques y soient associées avant, pendant et après ». (AFP)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : après le meurtre d'un garde-frontière

M. Itzhak Rabin accuse le mouvement Hamas de vouloir « assassiner la paix »

La date et les circonstances du meurtre, par les islamistes du Hamas, du garde-frontière israélien Nissim Toledano, enlevé dimanche 13 décembre, n'étaient toujours pas connues mercredi matin. Son assassinat a soulevé des réactions de fureur en Israël.

JÉRUSALEM

de notre correspondant Les maquisards intégristes qui ont abandonné le cadavre au bord d'une route de la Cisjordanie occupée ont-ils jamais eu l'intention d'échanger leur otage, comme ils l'affirment, contre la libération de leur chef emprisonné, Cheikh Ahmed Yassine ? Mardi, quelques heures après la découverte du corps de la victime par une femme bedouine, le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, a répondu « non ».

S'exprimant à la tribune de la Knesset, M. Rabin a rappelé qu'il s'était montré ouvert à la discussion (le Monde du 16 décembre), sinon à la négociation. Mais selon lui, « les tueurs fous du Hamas », le Mouvement de la résistance islamique contre l'occupation des territoires, n'ont même pas tenté d'établir le contact. « Ces bêtes sauvages ne veulent pas simplement tuer des Juifs », s'est exclamé M. Rabin, ils cherchent à assassiner la paix. » Réitérant sa détermination de poursuivre, « qui qu'il en coûte et malgré notre douleur », les négociations israélo-arabes de Washington, le premier ministre a déclaré « une guerre sans merci au terrorisme ».

M. Rabin a également révélé que plus de mille deux cents Palestiniens, suspects de militer ou de sympathiser avec le Hamas, ont été arrêtés dans la nuit de lundi à mardi. Selon la radio, sept cents ont été pris en Cisjordanie et cinq cents

à Gaza, parmi lesquels le docteur Mahmoud El Zahar et M. Abdel-Aziz El Rantissi, l'un des co-fondateurs de Hamas. Placés sous un couvre-feu militaire total, les sept cent cinquante mille résidents palestiniens de la bande de Gaza ont attendu mercredi leur quatrième journée d'assignation générale à résidence.

Le policier de vingt-neuf ans a été retrouvé dans son uniforme, pieds et poings liés, couché sur le côté au bord d'un oued asséché. Son arme de service a disparu. Selon les premières indications d'un pathologiste, il pourrait avoir été tué de plusieurs coups de poignard dans le cou le lendemain de son enlèvement. Seule une autopsie en bonne et due forme, qui ne pourra être effectuée qu'avec

l'accord de la famille, permettrait de déterminer l'heure exacte à laquelle le prisonnier a été assassiné. Certains médias israéliens indiquaient, mercredi matin, que la victime avait été étranglée avant d'être poignardée, mais aucune source officielle n'est venue confirmer cette épouvantable version.

L'extrême droite monte au créneau

De Beyrouth, un certain Abou Mohammad Moustafa, militant intégriste expulsé des territoires par Israël il y a deux ans et porte-parole extérieur du Hamas, a déclaré à l'agence Reuters que l'unité combattante qui avait enlevé le prisonnier, « n'était pas le choix ». Selon lui, les

autorités israéliennes « n'ont jamais eu l'intention sérieuse de négocier, elles cherchaient simplement à gagner du temps » pour retrouver le policier « et exécuter » ses ravisseurs. Depuis 1973, a indiqué un porte-parole de l'armée, quatre membres des services de sécurité ont été enlevés et tués par leurs ravisseurs, dont trois par le Hamas. Dans tous les cas précédents, les prisonniers ont été tués presque immédiatement après leur enlèvement. Le cas Toledano, avec offre d'échange, était le premier du genre.

Aussitôt connu le dénouement tragique de cette affaire, une grande émotion s'est emparée d'une partie de la population israélienne et plusieurs organisations d'extrême droite ont tenté de jeter de l'huile sur le feu. A Lod, tandis que les amis et les proches de la famille du décedé, lequel laisse une épouse et deux enfants en bas âge, se pressaient dans la petite maison du sergent, quelques dizaines d'extrémistes, emmenés par des militants racistes du mouvement Kahana, criaient vengeance « Rabin dehors ! Mort aux Arabes ! », hurlaient-ils, tandis que d'importants renforts de police se déployaient entre les quartiers de la majorité juive (trente-cinq mille âmes) et ceux de la minorité arabe (environ cinq mille résidents).

Quelques pierres furent jetées sur des véhicules pilotes par des Arabes, ou des passants furent bousculés, mais rien de très grave ne s'est produit. Une quinzaine de militants kahanistes, dont le jeune leader du mouvement, M. Benjamin Kahana, ont été brièvement détenus. Le maire de la ville, M. Maxime Lévy, frère de David, l'ancien ministre des affaires étrangères, avait appelé ses compatriotes au calme et à la dignité, les invitant surtout à « ne pas s'en prendre par vengeance à des innocents ».

P. C.

PATRICE CLAUDE

L'arrestation d'un journaliste de Gaza

Protestation de la presse et d'organisations des droits de l'homme

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les organes de presse étrangers qui emploient M. Taher Shriteh, un journaliste palestinien de Gaza arrêté, lundi 14 décembre, par les forces de sécurité israéliennes (le Monde du 16 décembre), ainsi que plusieurs organisations de défense des droits de l'homme ont demandé par lettre aux autorités israéliennes de le libérer sur-le-champ, ou, s'il a commis un acte répréhensible, de l'inculper régulièrement.

Leur inquiétude se fonde sur le fait que l'intéressé, régulièrement accrédité par le gouvernement israélien, avait été détenu en 1991

pendant trente-huit jours, dont vingt-six au secret. Il avait perdu quinze kilos et déclaré avoir subi de multiples mauvais traitements.

Considéré comme l'un des meilleurs journalistes palestiniens indépendants de Gaza et unanimement apprécié pour l'honnêteté et la précision avec lesquelles il exerce sa profession, M. Shriteh, trente-deux ans, est employé à temps partiel par l'agence Reuters, la chaîne américaine CBS, la BBC, le Financial Times et le New York Times. Il rend occasionnellement, et depuis plusieurs années, de précieux services professionnels au bureau local du Monde.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Un mort et douze blessés lors d'émeutes raciales à Los Angeles

LOS ANGELES
correspondance

Les violences qui ont suivi, lundi 14 décembre, une manifestation à South-Central (le ghetto noir et hispanique de Los Angeles) ont rappelé à l'équipe du président élu, M. Bill Clinton, que le feu couve toujours dans les centres-villes du pays.

Plusieurs dizaines de manifestants s'étaient regroupés lundi à la mi-journée au carrefour des avenues Florence et Normandie, point de départ des émeutes des 29 et 30 avril et 1^{er} mai qui ont fait cinquante-trois morts, deux mille blessés et 1 milliard de dollars de dégâts.

« Pas de justice, pas de paix »

Ils étaient venus manifester, au cri de « pas de justice, pas de paix », leur soutien à MM. Miller, Williams et Watson, trois Noirs emprisonnés pour avoir molesté un camionneur blanc, M. Reginald Denny, au tout début des émeutes du printemps.

Les cautions de ces trois Noirs

ont été fixées à 500 000 dollars alors que celle des quatre policiers blancs qui avaient frappé M. Rodney King en mars 1991 était de 5 000 dollars. Comme les manifestants devenaient plus nombreux et qu'ils commençaient à lancer des pierres sur les voitures et à piller des magasins, le nouveau chef de la police, M. Willie Williams, lui-même Noir, a déployé en deux heures quelque trois cents policiers anti-émeutes, montrant ainsi qu'à la différence du mois d'avril, la police était maintenant prête à répondre aux violences. Il y eut cependant douze blessés.

Un homme a, par ailleurs, été tué par balles alors qu'il tentait de protéger sa boutique des pillards. La police craint que le second procès de M. Rodney King, au niveau fédéral, prévu pour le 2 février prochain, ne provoque de nouvelles émeutes.

Quelques incendies criminels ont été rapidement maîtrisés, mais les tensions raciales, aggravées par l'arrestation d'une cinquantaine de Noirs, sont restées vives tout au long de la journée de mardi.

RÉGIS NAVARRE

Selon M. Bill Clinton le forum économique de Little Rock a abouti à un « consensus »

M. Bill Clinton a estimé mardi 15 décembre que le forum économique qu'il avait organisé lundi et mardi à Little Rock (Arkansas) en réunissant 329 personnalités venues du monde des affaires et des milieux universitaires avait abouti à un « consensus » (Le Monde du 16 décembre).

Celui-ci porte, selon M. Clinton, sur la nécessité d'une augmentation des fonds consacrés à l'éducation, une plus grande disponibilité des capitaux pour les entreprises, et la réduction, qualifiée de « priorité nationale », des dépenses de santé. « Nous ne pourrions rien faire pour réduire le déficit du budget fédéral si nous ne parvenons pas à faire baisser les coûts croissants du système de santé », a déclaré le président élu.

Une majorité d'Américains estiment, de plus, que M. Clinton gèrera mieux que M. George Bush l'économie du pays, selon un sondage publié mardi. Six Américains sur dix ont confiance en M. Clinton dans ce domaine, tandis que deux sur dix considèrent qu'il fera moins bien que M. Bush, d'après cette enquête réalisée par la chaîne de télévision ABC et le quotidien Washington Post. — (AFP, AP)

SALVADOR : la fin officielle de la guerre civile

L'armée tente de limiter l'épuration qui la vise

Onze mois après avoir signé les accords de paix à Mexico sous l'égide des Nations unies, les Salvadoriens ont définitivement tourné la page, mardi 15 décembre, avec une cérémonie solennelle marquant officiellement la fin de la guerre civile, qui a fait quatre-vingt mille morts en douze ans. Le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, le vice-président des États-Unis, M. Dan Quayle (qui a annoncé une annulation de 75 % de la dette du Salvador envers Washington), M. Narcis Serra, vice-président du gouvernement espagnol, ainsi que les présidents du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua s'étaient déplacés pour l'occasion.

SAN-SALVADOR

de notre envoyé spécial

Il y avait plusieurs milliers de sympathisants du Front Farabundo-Marti de libération nationale (FMLN) à célébrer la fin de la guerre lorsqu'un hélicoptère de l'armée a survolé la foule massée pour écouter les principaux dirigeants de la guérilla. Cette « provocation », qui aurait sans la panique en d'autres temps, n'était en fait destinée qu'à lancer des tracts...

Sur ces documents apparemment anodins — « le haut commandement de l'armée souhaite un joyeux Noël au peuple salvadorien » — apparaissait cependant la photo du colonel Domingo Monterrosa (tué par le FMLN en 1984 dans un attentat à l'explosif), avec la légende : « construisons la paix avec le sacrifice de nos héros ». C'était une preuve de plus de l'existence d'un malaise au sein de l'état-major qui doit se soumettre, dans les prochains jours, à un processus d'épuration sans précédent en Amérique latine.

Une nouvelle partie de bras de fer, la dernière sans doute, s'est en effet engagée, au cours des derniers jours, entre les autorités et la guérilla à propos de l'application des recommandations d'une commission de trois personnalités salvadoriennes chargées par les Nations unies d'évaluer le rôle des officiers dans les nombreuses violations des droits de l'homme commises depuis 1980. Selon le rapport de la commission, très largement connu, bien qu'il n'ait pas été rendu public, cent dix-sept officiers supérieurs, y compris le ministre de la Défense, devraient être limogés ou nommés à d'autres fonctions avant la fin de l'année.

« Ne pas mettre en danger la stabilité du pays »

Ces recommandations ont évidemment provoqué une véritable commotion au sein de l'état-major qui a exercé un pouvoir absolu pendant soixante ans sur ce petit pays de cinq millions d'habitants. Les rumeurs de coup d'Etat alimentées par les récalcitrants, en particulier le vice-ministre de la Défense, le général Juan Orlando Zepeda, semblent avoir convaincu le FMLN de modérer ses exigences.

Curieusement, l'alerte est venue d'un député de gauche proche de la guérilla, M. Ruben Zamora, qui a dénoncé mardi les négociations en cours entre le président Alfredo Cristiani (droite) et le FMLN pour modifier les recommandations de la commission affectant les cinq plus hauts gradés de l'armée salvadorienne.

M. Zamora n'a pas caché son désaccord avec un des principaux dirigeants du FMLN, le « commandant » Joaquín Villalobos, qui aurait invoqué « la nécessité de ne pas mettre en danger la stabilité du pays » pour justifier le maintien de certains généraux dans leurs fonc-

tions. Qualifiant les propos de son allié politique d'« irresponsables », celui-ci a démenti l'existence de telles négociations qui ont pourtant été confirmées par « des secteurs de l'armée, eux-mêmes favorables à une épuration complète car, selon M. Zamora, ils veulent faire table rase pour créer une armée régénérée dans le cadre de la nouvelle société démocratique en formation ».

Selon un diplomate lié aux négociations, M. Cristiani aurait offert au FMLN des « avantages économiques en échange d'une certaine souplesse dans l'application des recommandations », portant sur l'épuration. « Ce qui est préoccupant, ajoute ce diplomate, c'est que ces négociations se déroulent en marge de l'ONU, rompant avec le processus, très efficace, utilisé jusqu'ici. Ce serait une grave erreur d'accepter le maintien du général René Emilio Ponce (ministre de la Défense) car c'est le moment où jamais de cesser définitivement la structure militaire sans laisser le temps aux généraux de verrouiller leur succession en plaçant des fidèles aux postes-clés ».

« S'habituer à la tolérance à l'égard d'idées différentes »

Dans un discours, souvent applaudi par les quelque cinq mille invités à la cérémonie officielle dans les locaux de la Foire internationale de San-Salvador, le secrétaire général des Nations unies a fait allusion aux « difficultés entourant l'application des recommandations de la commission », estimant cependant qu'elles avaient été « surmontées ». « Le bénéficiaire, a-t-il ajouté sans fournir de détails, en sera le peuple salvadorien qui aura à son service une institution professionnelle, sous l'autorité du pouvoir civil et adaptée aux nécessités de demain ».

Comme tous ceux qui se sont exprimés à la tribune, M. Boutros-Ghali a tenu à souligner le caractère « exemplaire » du processus de paix au Salvador, ajoutant cependant qu'il y avait encore « beaucoup à faire » en matière de démocratisation. « Les Salvadoriens, a-t-il souligné, doivent s'habituer à la tolérance à l'égard des idées différentes (...). Le processus de réconciliation de la société n'aura vraiment lieu qu'avec la publication du rapport de la commission de la vérité. Les Salvadoriens ne pourront tourner la page que lorsque la vérité sur le passé sera connue » (cette commission de trois personnalités étrangères remettra en janvier son rapport sur les cas les plus graves de violations des droits de l'homme depuis 1980).

Indemniser

les anciens propriétaires

Entre-temps, il reste malgré tout quelques points à régler. Conformément aux accords de paix, le FMLN a démobilisé mardi ses derniers combattants (sur un total de plus de huit mille) mais beaucoup d'armes n'ont pas été détruites, en particulier les missiles.

Le problème de la répartition des terres en faveur des anciens rebelles est loin d'être réglé, le gouvernement ne disposant pas de ressources financières suffisantes pour indemniser les anciens propriétaires. Mais, à l'issue de la cérémonie, l'évêque auxiliaire de San-Salvador, Mgr Rosa Chavez, soulignait : « Je suis optimiste. La raison s'est imposée à la force, même s'il faut maintenant affronter le défi de la réconciliation et désarmer les cœurs après avoir désarmé les hommes ».

BERTRAND DE LA GRANGE

21 décembre Bobigny - Saint-Denis

Tous en selle



Ça y est, il va rouler sur toute la ligne. Mis à l'étude en 1982, en circulation sur Bobigny-La Courneuve depuis juin 1992, le tramway reliera Bobigny à Saint-Denis à partir de lundi 21 décembre. Il desservira 21 stations sur 9 km au rythme d'une rame toutes les 4 minutes aux heures de pointe.

Fruit d'une collaboration exemplaire entre la RATP, le Conseil général de Seine Saint-Denis, les villes de Bobigny, Drancy, La Courneuve et Saint-Denis, le tramway, véritable ligne de vie du département, apportera ses services à plus de 100 000 usagers.

Ville de Bobigny



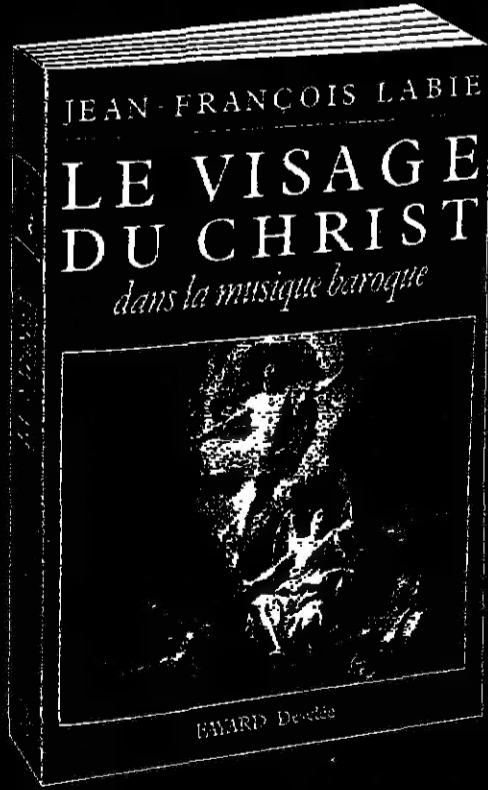
Seine Saint-Denis
Conseil Général

Le Monde
ÉDITIONS

ENQUÊTES
SUR LA
DROITE
EXTRÊME
RENÉ MONZAT

EN VENTE EN LIBRAIRIE

LA MUSIQUE ET LA FOI



Broché
600 p.
180 F

Prix de l'Académie des Beaux-Arts 1992.

Une relecture musicale et spirituelle des plus grands chefs-d'œuvre de Monteverdi, Charpentier, Bach, Haendel, Mozart...

Une véritable et rigoureuse somme théologique ; des réflexions justes sur ces musiques de la foi pour rechercher le visage du Christ dans la musique des hommes.

Claude Ollivier

la Musique
chez
FAYARD

POLITIQUE

Pour préparer les primaires présidentielles

L'UDF et le RPR mettent en place leur comité national

Les états-majors de l'UDF et du RPR ont officiellement mis en place, mardi 15 décembre, le comité national pour les élections primaires présidentielles chargé de définir, selon les engagements de la charte de l'UDF, une procédure de désignation d'un candidat unique de l'opposition au premier tour de la prochaine élection du président de la République. Après l'UDF, qui avait désigné, outre son secrétaire général, M. Alain Juppé, ses secrétaires généraux adjoints, MM. Nicolas Sarkozy, Dominique Perben et Robert Pandraud, les présidents de ses deux groupes parlementaires, MM. Bernard Pons et Charles Pasqua, ainsi que MM. Roger Romani et Philippe Séguin.

Parallèlement à leurs négociations

sur les investitures aux élections législatives, les deux formations devaient se retrouver, jeudi 17 décembre, pour se concerter sur la plate-forme commune de gouvernement. Mardi 15 décembre, sur Europe 1, M. Charles Pasqua a proposé de réunir un « sommet de l'opposition » début janvier, si les négociations sur les investitures et le projet de gouvernement continuent de « piétiner ». « On n'y entrerait et on n'en sortirait que lorsqu'on aurait bouclé à la fois les investitures et un projet », a suggéré le président du groupe RPR du Sénat.

Dans un entretien au *Nouvel Observateur*, à paraître jeudi 17 décembre, M. Philippe Séguin préconise, pour sa part, « un plan de redressement immédiat » pour faire face à « une crise nationale exceptionnelle », avec notamment le dédoublement du franc par rapport au mark, l'augmentation de la CSG et des prélèvements sur les revenus. Le député RPR des Vosges estime également que la réduction du déficit budgétaire ne peut pas être une

priorité « en période de récession ». De même, exprime-t-il certaines réserves pour un nouveau programme de privatisations qui, en raison du « climat déflationniste », pourrait tourner à la « braderie ». Enfin, dans un entretien au *Figaro* du mercredi 16 décembre, M. Bernard Pons se déclare partisan « d'une cohabitation verrouillée » en cas de victoire de l'opposition aux élections législatives de mars 1993. Dans une telle perspective, le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale attend du chef de l'Etat qu'il fasse « une déclaration publique, claire et sans ambiguïté » expliquant qu'il ne s'opposera « ni directement ni indirectement à la mise en application de cette politique ». S'il s'y refuse, M. Pons estime qu'« immédiatement et en retour la nouvelle majorité devrait dire qu'elle ne gouvernera pas et qu'elle cessera tout gouvernement qui serait présenté par François Mitterrand ».

Le contrôle des actes communautaires

Le Sénat change son règlement intérieur

Les sénateurs ont adopté, par 232 voix contre 15, dans la nuit du mardi 14 décembre au mercredi 15 décembre, la proposition de résolution de M. Etienne Dailly (Rassemblement, Seine-et-Marne) modifiant le règlement intérieur du Sénat afin de mettre en œuvre le nouvel article 88-4 de la Constitution, issu de la « révision constitutionnelle » de juin dernier. Ce nouvel article de la Loi fondamentale prévoit que le gouvernement soumette à l'Assemblée nationale et au Sénat, dès leur transmission au conseil des Communautés, les propositions d'actes communautaires comportant des dispositions de nature législative. Chaque assemblée pourra, dès lors, voter des résolutions « pendant les sessions ou en dehors d'elles ».

Le texte adopté par le Sénat prévoit que les propositions de résolution déposées dans le cadre de cet article 88-4 seront soumises aux mêmes règles que celles prévues par le règlement intérieur pour les autres propositions de résolution. Le gouvernement, les sénateurs, les commissions saisies pour avis ou la dé-

claration pour les affaires européennes pourront proposer des amendements, mais la commission permanente saisie au fond est libre de les adopter ou de les refuser. Cette résolution de la commission devient la résolution du Sénat au terme d'un délai de dix jours suivant sa distribution, sauf si une demande d'examen en séance publique est formulée. Si, dans les vingt jours suivant cette demande, la conférence des présidents ne propose pas ou le Sénat ne décide pas l'inscription à l'ordre du jour, la résolution de la commission devient définitivement celle du Sénat.

Les sénateurs ont adopté une série d'amendements renforçant le rôle de la délégation pour les Communautés européennes à plusieurs stades de cette procédure. Les groupes de la majorité sénatoriale ont voté pour, à l'exception de M. Jacques Larché (Rép. et ind., Seine-et-Marne), président de la commission des lois, qui s'est abstenu. Les communistes ont voté contre tandis que les socialistes n'ont pas pris part au vote.

F. B.

Le Palais du Luxembourg réduit le rôle de l'Etat dans la protection des paysages

Le Sénat a adopté, en première lecture, mardi 15 décembre, le projet de loi sur la protection des paysages, modifiant certaines dispositions législatives en matière d'enquêtes publiques, présenté par M. Ségolène Royal, ministre de l'environnement. Ce texte, qui avait déjà été adopté, le 3 décembre, par l'Assemblée nationale, vise notamment à introduire la notion de « qualité des paysages » dans les plans d'occupation des sols (POS) et dans les documents d'urbanisme régissant les zones d'aménagement concerté (ZAC) (le *Monde* du 5 décembre).

La modification majeure introduite par les sénateurs a consisté à supprimer l'article premier du projet habilitant l'Etat à « prendre des directives de protection et de mise en valeur des paysages ». M. Jean-François Le Grand (RPR, Manche), rapporteur de la commis-

sion des affaires économiques, a estimé que cet article était « contraire aux principes de la décentralisation ». « Nous attendions cette grande loi paysage que le battage médiatique permettait d'espérer », a-t-il ajouté. « Hélas, il n'est rien, ce projet est incohérent », a-t-il ajouté. « M. Royal a « regretté » la suppression de l'article habilitant l'Etat à prendre des directives, soulignant que « les élus ne sont pas parfaits, à preuve le spectacle de notre environnement ». « L'Etat a parfois un rôle régulateur à jouer, notamment pour résister à la pression spéculative », a poursuivi le ministre. Soucieux de ne pas alourdir les charges financières pesant sur les collectivités locales, les sénateurs ont conservé l'amendement introduit par l'Assemblée précisant que les enquêtes publiques seront à la charge de l'Etat.

F. B.

La lutte contre la corruption

Les députés modifient légèrement les dispositions sur le financement de la vie politique

Les députés ont commencé, mardi 15 décembre, l'examen en seconde lecture du projet de loi contre la corruption présenté par M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances.

Après le jeu de massacre sénatorial, qui s'était traduit par la suppression de trente-cinq articles sur cinquante-huit, les députés se sont efforcés de restaurer dans ses grandes lignes le projet de loi contre la corruption voulu par M. Pierre Bérégovoy. Ils ont tout d'abord reconstitué le service interministériel de lutte contre la corruption, supprimé purement et simplement par les sénateurs, avant d'en venir aux dispositions sur le financement des campagnes électorales et des partis politiques.

Concrètement à ce qui s'était produit en première lecture, la question de l'interdiction du financement des activités politiques par les personnes morales, soulevée par le premier ministre, n'a pas constitué une pomme de discorde entre le gouvernement et les socialistes, qui s'y étaient opposés. Le dispositif pénalisant mis au point à cette occasion – l'autorisation du financement par des personnes morales à condition que leurs dons soient publics – a été réintroduit presque à l'identique dans le texte du gouvernement.

Les députés ont pourtant précisé que ces dons ne pouvaient excéder 25 % du total des ressources d'un parti ou d'un groupement politique ou 2,5 % du montant total du financement public. Ce dernier plafond ne figurait pas dans le texte adopté en première lecture. Fixé initialement à 5 %, il a été réduit de moitié pour tenir compte du doublement de l'aide publique dans le dernier projet de loi de finances (voir notre encadré). Les députés ont également supprimé l'obligation de la centralisation des dons, qui figurait dans le texte à l'issue de la première lecture.

A l'unanimité, les députés ont également abaissé de soixante-quinze à cinquante le nombre de circonscriptions législatives dans lesquelles un parti doit présenter des candidats afin de bénéficier de la première tranche du financement public. Ils ont enfin interdit les dons aux candidats versés par les personnes physi-

ques étrangères, à l'exception des ressortissants de la Communauté européenne habilités à participer aux élections prévues dans le cadre du traité de Maastricht. En revanche, ils se sont opposés à une formule identique au profit des partis.

G. P.

Un amendement discret pour une année dispendieuse

Le débat sur le financement public ou privé des partis politiques et des campagnes électorales n'est pas encore tranché. Mardi 15 décembre, le gouvernement n'a pas saisi l'occasion de la deuxième lecture du projet de loi de lutte contre la corruption pour tenter d'imposer l'idée chère au premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, d'un financement exclusivement public de la vie politique. Pourtant, dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 décembre, le ministre du budget, M. Martin Malvy, a fait voter, dans la discrétion d'une deuxième lecture, un amendement abondant de 280 millions de francs la ligne budgétaire consacrée au financement des partis politiques (le *Monde* daté 13-14 décembre).

Ce doublement – en 1992, la somme que, depuis une loi de 1988, l'Etat alloue aux partis politiques était de 281 140 000 F – peut surprendre. Les députés socialistes au courant du dossier expliquent qu'il s'agit de compenser la fiscalisation totale des indemnités des parlementaires, qui devrait être décidée lors du vote du collectif budgétaire de fin d'année. Les partis pourraient,

ainsi, compenser l'arrêt du versement, par chaque élu, d'une cotisation au groupe politique auquel il appartient (de l'ordre de 10 000 F par an et par parlementaire au PS, par exemple).

En fait, l'année 1993 s'annonce fort dispendieuse pour les partis. Ils ont tous besoin d'une amélioration de leurs ressources. Surtout, à partir de 1994, la répartition de cette aide de l'Etat obéira à d'autres critères, fixés par une loi de 1990 : elle ne sera plus seulement attribuée, comme actuellement, en fonction du nombre de parlementaires, mais, pour la moitié de la somme, en fonction du résultat aux élections législatives. Cela veut dire que les « petits » partis, non représentés à l'Assemblée nationale, vont avoir droit à la même publique. Si celle-ci n'avait pas été augmentée, les « grands » auraient vu leur part diminuée. Perspective délicate dans une conjoncture difficile.

Est-ce pour cela que l'amendement gouvernemental a été adopté sans difficulté, et sans susciter la moindre question des députés présents dans l'hémicycle ?

G. P.

« La réforme supprimera 7 à 17 % des emplois »

Sondage AACC* – Novembre 1992

Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances, Mesdames et Messieurs les Députés et Sénateurs,

Représentants élus de ceux qui travaillent dans la publicité, nous sommes très inquiets des conséquences de la loi dont vous débâtiez en dernière lecture.

Bien sûr, nous sommes en accord avec la volonté de transparence de cette loi : vivant cette profession de l'intérieur, nous savons qu'il faut ne plus laisser place au soupçon.

Mais réformer ne veut pas dire mettre davantage encore en péril une profession déjà durement touchée par la crise. Or, sous sa forme actuelle, la loi en discussion ne peut aboutir qu'à accentuer les difficultés des entreprises qui nous emploient en leur déniaient leur mode universel de rémunération, la commission sur l'espace publicitaire, pratiquée dans le monde entier.

Les conséquences sur l'emploi ne sont que trop évidentes. Après une très mauvaise année 1992 qui a vu les dépenses publicitaires chuter de 5 %, de nombreuses agences cesser leur activité, subir de multiples restructurations, le tout avec les licenciements que vous devinez, on peut vraiment s'attendre au pire.

Et d'ailleurs trop d'agences anticipent déjà « par prudence » cette loi en commençant à licencier une partie de leur personnel.

Ayant pour mission de défendre les intérêts des salariés – et en premier lieu l'emploi – nous vous demandons de préserver les conditions de survie d'un métier que nous sommes fiers d'exercer.

* Associations des Agences Conseils en Communications

Les comités d'entreprise et les représentants du personnel de Audour, Soum & Larue,

BDDP, Callegari, Berville, FCA, Joker, Lintas, McCANN, Ogilvy, Publicis Conseil, Synergie, TBWA, Young & Rubicam

Adresse : 26, rue Vanquelin, 75005 Paris. Tél. : 43-36-16-16

et des 300 agences membres de l'AAMI.

Dans la Loire

Difficile « dialogue » pour M. Bérégovoy

SAINT-ETIENNE

de notre correspondant

M. Pierre Bérégovoy n'a pu inaugurer par la route comme prévu, mardi 15 décembre, le nouveau tronçon de la nationale 7 aménagée à deux voies au sud de l'agglomération roannaise. A l'appel du Centre départemental des jeunes agriculteurs (CDJA) et de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de la Loire, des barrages avaient été dressés, en effet, par des centaines d'agriculteurs en armement et en vue de l'inauguration. En début d'après-midi, deux engins de sautage de la direction départementale de l'équipement avaient été détruits, incendiés par des manifestants.

C'est donc par hélicoptère, et avec quelques minutes de retard, que le premier ministre a accédé au chapiteau dressé en bordure de la nationale 7 sur le commune de Saint-Vincent-de-Boisset, protégé par deux compagnies de CRS et quatre escadrons de gendarmes mobiles. Au cours de son intervention, ponctuée par des explosions de pétards, M. Bérégovoy a affirmé qu'il comprenait l'« impatience » manifestée par les agriculteurs. Il a préconisé toutefois « le dialogue et la concertation pour résoudre les problèmes ». M. Bérégovoy a réaffirmé la position de la France dans les négociations du GATT, déclarant : « Nous voulons un accord global et équilibré qui sauvegarde les intérêts de l'agriculture française. Car nous ne souhaitons pas que l'arme alimentaire soit dans les mains d'un seul pays ».

Auparavant, à la mairie de Roanne, le premier ministre avait défendu sa politique économique et rendu hommage, dans cette sous-préfecture de la Loire, à M. Antoine Pinay, ancien président du conseil général de la Loire, « un homme qui a attaché son nom à la stabilité monétaire, parce qu'il a compris qu'une dévaluation était toujours payée par les plus démunis ».

VINCENT CHARBONNIER

Françoise Berger

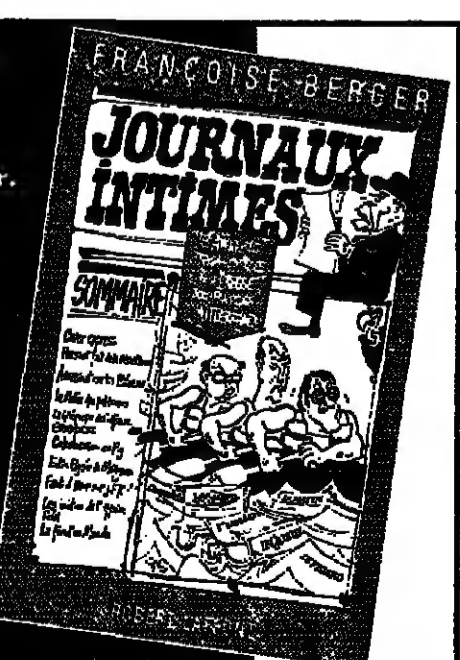
« Tout ou presque tout ce qui compte dans la presse parisienne se fait épingle. Il est peu probable qu'on pardonne à Françoise Berger, cette impertinente. Mais les lecteurs de ces journaux en seront, eux, fort divertis. »

Françoise Giroud/Le Journal du Dimanche

« Françoise Berger balance tout, sur les luttes de clans, les prises de pouvoir, les somptueux ratages... Un désopilant feuilleton. »

Alain Rémond/Télérama

ROBERT LAFFONT



JUSTICE

Acquittement demandé pour Richard Roman devant la cour d'assises de l'Isère

Le « chemin de croix » d'un avocat général

L'avocat général Michel Legrand a demandé, mardi 15 décembre, à la cour d'assises de l'Isère de prononcer l'acquittement de Richard Roman, accusé du viol et du meurtre de Céline Jourdan, commis le 26 juillet 1988 à La Motte-du-Caire. Contre son co-accusé, Didier Gentil, le magistrat a demandé la réclusion criminelle à perpétuité, qui serait exécutée avec une période de sûreté « maximale », soit trente ans en l'état actuel des textes.

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

Ce ne devait pas être une surprise. Depuis plusieurs jours, l'avocat général Michel Legrand avait multiplié les petites phrases qui révélaient clairement son intention d'abandonner l'accusation contre Richard Roman. Au début, il ne s'agissait que d'une menace adressée à Gentil : celui-ci ne pouvait pas continuer, sous peine d'invraisemblance, à accuser Richard Roman de lui avoir demandé « de lui fournir une jeune fille qui se prénomme Céline », sans prendre le risque d'assumer, seul, le viol et le meurtre d'une enfant de six ans.

Puis, devant les réponses confuses de Gentil, Michel Legrand avait fait part de ses doutes. Enfin, quand Gentil a formé une sorte de demi-reçu en demandant pardon à Roman, le magistrat n'avait pas caché la conclusion qu'il en tirait. Il se préparait, il préparait la famille de Céline et, au-delà du prétoire, il préparait l'opinion à un réquisitoire exceptionnel où, après quatre ans d'instruction, on entendrait un avocat général abandonner l'accusation.

« Les déclarations de Gentil étaient le pilier de l'accusation, affirme-t-il. Je parlais avec une certaine confiance. Je suis monté à la barre en pensant que l'affaire était plus solide. L'accusation a fait son chemin de croix (...). J'ai une responsabilité. Je pouvais m'en rapporter à votre décision, lance-t-il au jury, mais, en tant qu'accusateur public, je ne peux pas m'en rapporter. Ma parole est officielle. La protection de la société n'implique pas que la répression. »

La médiatisation de l'audience

Et le magistrat lâche, comme un aveu : « Les éléments de charge n'ont pas résisté au feu des débats. Le cas lui paraît un bon exemple pour dénoncer les informations « partielles et partiales » recueillies lors d'une instruction, « qui peuvent être l'objet de manipulations ». En revanche, il ne cache pas sa satisfaction devant la médiatisation de l'audience : « Si ce procès est transparent, c'est justement parce qu'il y a les médias. » Manifestement, cette circonstance rassure l'avocat général quand, revenant au dossier, il affirme : « Vous avez bien vu qu'il y avait une évolution. »

Car il lui faut argumenter la démolition progressive d'une accusation. Un art auquel les magistrats du parquet ne sont pas préparés. Est-ce pour cela que le propos semble haché, sans pourtant jamais être hésitant ? Dans ce dossier, on est parti d'une enquête qui, au début, était un modèle du genre. On arrête celui qui, pendant les recherches de Céline, en fait trop. Et il avoue, mais en rejetant la responsabilité sur quelqu'un que l'on attend au tournant. Car, bien avant que la gendarmerie ne songe à sa responsabilité dans le crime, certains à La Motte-du-Caire accusent déjà Roman de faire du saut dans sa tente indienne avec des enfants : « Une petite fille a disparu et le premier réflexe sur quatre cent vingt habitants, c'est d'aller chez lui. » Et puis, il y a l'enquête menée dans la colère soulevée par un crime odieux : « Il aurait peut-

être été opportun de saisir la police judiciaire ou la section de recherche de la gendarmerie. » Les aveux de Roman sont brutalement évoqués par l'avocat général : « N'importe quel officier de police judiciaire de ce pays sait que les aveux sont des indices comme les autres, qui doivent être épurés par des éléments matériels. » Or, ces éléments n'ont pas été trouvés. Certains n'ont pas été recherchés, et M. Legrand pense qu'il y a eu, au cours de la garde à vue, « un problème » : « C'est cette façon dont on transcrit la procédure. » Mais il n'en dira pas plus.

Sur la suite de l'enquête, c'est Gentil que l'on voit surtout, constate l'avocat général. Les empreintes génétiques démontrent indiscutablement qu'il est l'auteur du viol de Céline. Quant aux témoignages sur les horaires de passage de Roman, ils sont démentis par les changements d'avis : le magistrat souligne que « les divergences dans les horaires ne l'innocentent ni ne le condamnent ». Il y a enfin ce témoin qui accuse les gendarmes d'avoir fait pression sur lui pour modifier son horaire. « Je ne sais pas ce qu'il s'est passé, mais j'en ai pris le risque d'une subordination de témoin ou d'une faiblesse », se demande M. Legrand.

Additionnent tous ces éléments, l'avocat général conclut : « On ne condamne pas sur des hypothèses. Les aveux, ce n'est pas rien, mais ce n'est pas tout. Il se trouve que, pour Roman, il n'y a pas d'indices matériels du crime. Je dois vous le dire en face : je ne vois pas dans ce dossier des preuves ou des indices me permettant de soutenir l'accusation et je vous demande de prononcer son acquittement. »

« Les limites de l'abjection »

Il y a longtemps que la famille de Céline a quitté la salle ostensiblement pour montrer sa désapprobation envers un réquisitoire dont elle devinait l'issue. Elle n'a donc pas entendu M. Legrand ébaucher Gentil, qui regarde d'un air buté un objet imaginaire au-dessus des avocats de la partie civile. Le magistrat ne lui trouve aucune circonstance atténuante et demande la réclusion criminelle à perpétuité, assortie de la période de sûreté maximale contre « un homme qui a dépassé les limites de l'abjection et qui a essayé d'ajouter la mort civile d'un autre. »

Dans le couloir, le grand-père de Céline hurle : « Ce qui arrive là, je l'ai prédit depuis quatre ans. Je savais que ça se terminerait comme ça. » Il a presque oublié la plaidoirie de son avocat, Mr Jean-Michel Pesenti, qui avait tenté de reprendre le dossier pour en extraire une vérité plus acceptable pour la famille de Céline. C'est sur le ton du regret qu'il avait déclaré : « Je voulais offrir une relation des faits qui permette au Jourdan d'avoir le soulagement qui consiste à savoir enfin comme ça s'est passé. » Et, se tournant vers Gentil : « Je n'ai pas eu le plaisir d'entendre des aveux complets. »

Pour cet avocat, le doute subsiste donc, et il avait repris cette horaire pour en déduire que Roman pouvait avoir été présent aux lieux du crime. Mais lui aussi avait évoqué les anomalies révélées par l'audience : « C'est vrai qu'il y a dû se passer des choses honteuses... Ah si un procureur de la République n'avait pas été aussi ému pendant l'enquête, si les gendarmes n'avaient pas fait trop de zèle... » Il avait pourtant marqué sa conviction : « Rien n'est joué », avait-il rappelé. Pense-t-il aux aveux de Roman, à ceux de Gentil ou à sa propre plaidoirie lorsqu'il observait : « Cette affaire, c'est avant tout le procès des mots. Pour accuser Roman, il ne nous reste que les mots. »

MAURICE PEYROT

A la demande de la cour régionale des comptes

Un adjoint au maire de Grenoble fait l'objet d'une information judiciaire

GRENOBLE

de notre correspondant

M. Guy Névache n'a décidément pas de chance. Il y a tout juste un an, il reconnaissait, devant les douaniers qui venaient de l'intercepter à la frontière franco-suisse, avoir commis « une grosse bêtise ». L'homme grenoblois transportait illégalement une somme de 600 000 francs que lui aurait remis une amie travaillant en Suisse. Cette dernière, expliqua-t-il alors aux agents des douanes, souhaitait acquiescer un appartement à Marseille. C'est cependant pour une tout autre affaire que M. Névache sera entendu, prochainement, par M. Marc Baudou, juge d'instruction de Chambéry : il devra s'expliquer sur l'achat au Syndicat intercommunal d'étude, de programmation et d'aménagement de la région grenobloise (SIEPARG) d'un appartement d'une valeur de 1 million de francs.

Secrétaire général du SIEPARG de 1979 à 1989, M. Névache disposait d'un logement de 128 m² au cœur de la ville, qui lui était loué environ 2 500 francs par mois. Sollicité par le maire de Grenoble,

M. Alain Carignon (RPR), pour figurer, en quatrième position, sur sa liste aux élections municipales de mars 1989, M. Névache devait démissionner de son poste de secrétaire général du syndicat. Mais au préalable il obtint, le 24 février 1989, par un vote unanime du bureau et du conseil syndical du SIEPARG, la vente à lui-même de l'appartement que sa famille occupait depuis une dizaine d'années. L'acte ne fut toutefois signé devant un notaire qu'au mois de novembre 1989, soit huit mois après son élection comme conseiller municipal de Grenoble, puis comme vice-président du SIEPARG.

« Spirale »

Fixé par les Domaines, le prix de l'appartement devait être payé, en accord avec le syndicat, en deux versements de 500 000 francs. M. Névache s'acquitta du premier, mais, malgré son indemnité d'élu et ses émoluments personnels – il est notamment directeur général de l'organisme d'études et d'aménagements du département, Grenoble-Isère-Développement –, il éprouva les plus grandes difficultés à payer l'autre moitié. Aussi, à la demande de la cour régionale des comptes, la trésorerie générale décida-t-elle, au début de cette année, de saisir les indemnités versées à M. Névache par la ville de Grenoble.

Ce ne fut pas tout : la cour adressa au procureur de la République de Grenoble une lettre l'informant de faits « pouvant justifier une qualification pénale ». Le parquet devait saisir aussitôt la chambre criminelle de la Cour de cassation puisqu'un élu, de surcroît adjoint au maire, était mis en

cause. Cette dernière charge le tribunal de grande instance de Chambéry d'examiner le dossier. Le juge d'instruction devra dire si M. Névache peut être poursuivi pour délit d'ingérence au moment de la vente de l'appartement qu'il louait jusqu'alors au SIEPARG, et s'il a bénéficié de conditions particulièrement avantageuses pour le paiement des sommes qu'il devait au syndicat intercommunal de l'agglomération grenobloise.

Dans un communiqué diffusé le 10 décembre, l'adjoint affirme être « extrêmement serein ». « Tout s'est fait au grand jour, écrit-il, dans la plus totale régularité, dans la plus grande transparence, avec l'approbation de tous les élus concernés, au prix des Domaines et sans aucune observation de l'autorité de contrôle (le préfet de l'Isère). J'ai donc tout lieu de penser que je suis dans la plus stricte légalité. » Et M. Névache conclut : « Nous sommes en présence d'un élément qui concourt à la spirale juridico-médiatico-politique que connaît actuellement notre pays. »

CLAUDE FRANCILLON

DÉFENSE

La programmation militaire ne sera pas présentée au Parlement avant la fin de l'année

Le projet de loi de programmation militaire 1992-1994, adopté par le gouvernement en juillet, ne sera pas présenté à l'examen des députés au cours de la session parlementaire ordinaire d'automne, comme des rumeurs le laissaient déjà entendre en septembre (le Monde daté 20-21 septembre). Il ne reste plus assez de temps pour cet examen, non inscrit à l'ordre du jour fixé jusqu'à la fin de l'année, explique-t-on de source parlementaire sans cependant exclure totalement un examen du projet de loi lors d'une session extraordinaire ultérieure.

Il semble que le gouvernement n'ait pas voulu ajouter à cette fin de session un débat houleux qui l'aurait obligé à recourir à l'article 49-3 (adoption d'un texte sans vote) pour faire adopter un texte que seuls des socialistes auraient approuvé. De plus, certains élus socialistes, touchés dans leurs circonscriptions par les effets des restructurations, ne l'auraient pas voté. Cependant, les communistes avaient affirmé au ministère de la défense qu'ils ne joindraient pas leurs voix à celles de l'opposition, qui réclame une augmentation du budget militaire.

ÉDUCATION

Réactions divergentes à la rénovation du baccalauréat

Après l'annonce par le ministre de l'éducation nationale et de la culture, M. Jack Lang, de la rénovation du baccalauréat pour la session 1995 (le Monde du 16 décembre), les principaux syndicats d'enseignants expriment, unanimement, leur satisfaction de voir réaffirmé son caractère national. Autre motif de satisfaction : le réajustement des différentes séries et de la décision, prise par M. Lang, de doter toutes les disciplines « dominantes » de coefficients équivalents.

En revanche, les avis divergent sur les autres mesures envisagées : introduction du contrôle continu dans quelques disciplines et libération des élèves, en cas d'échec à l'examen, de conserver leurs notes supérieures à la moyenne pendant cinq ans. Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) rappelle son hostilité au contrôle continu, pour des raisons « d'équité, d'anonymat et de surcroît de travail pour les enseignants ». Pour le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC), cette disposition est « condamnable ».

et va à l'encontre de la qualité du baccalauréat ». Le Syndicat des enseignants (SE-FEN) souligne que « la prépondérance de l'examen terminal ne doit pas être remise en cause ». Seul le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) estime que le ministre ne va pas assez loin dans « l'allègement du contrôle terminal ».

Même s'il juge la mesure « intéressante », le SNES craint que la conservation des notes n'entraîne des « risques de tournisme scolaire » et ne « désorganise » les classes. Pour le SNALC, cette disposition est un « trait d'union » à la réforme, pour sa part, d'une « dénaturation » du bac.

De côté des parents d'élèves, la FCPE dénonce « une mention bien » à la réforme tandis que la PEEP, qui aurait souhaité des « modifications plus marquées », estime néanmoins que « la règle du jeu est plus claire ».

Lire page 15 le tableau des futurs coefficients des différentes disciplines dans les séries du bac

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NOUS EMETTONS UN EMPRUNT.

Notre action connaît chaque jour de nouveaux développements.

La Caisse Centrale de Coopération Economique est devenue la Caisse Française de Développement. Notre mission reste la même : financer le développement, les investissements publics ou privés, afin que tous bénéficient des grandes évolutions mondiales. Notre action connaît de nouveaux développements dans soixante pays différents et dans les départements et territoires d'outre-mer.

La CFD continue de mettre son savoir-faire financier au service de la politique française d'aide au développement.

Les émissions domestiques de la CFD sont garanties par l'Etat et ses émissions internationales bénéficient d'un triple A décerné par Standard & Poor's.



CAISSE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT



L'AFFAIRE

DU SANG CONTAMINÉ
Un entre

Les socialistes acceptent la mise en accusation de M^{me} Dufoix et de M. Hervé pour non-assistance à personne en danger

L'Assemblée nationale devait se prononcer, mercredi 16 décembre en séance publique, sur la proposition de mise en accusation de M. Edmond Hervé et de M^{me} Georgina Dufoix devant la Haute Cour de justice dans l'affaire du sang contaminé. La commission ad hoc adoptée, mardi, un amendement socialiste qui modifie le texte du Sénat en supprimant les incriminations d'homicide involontaire, coups et blessures involontaires et tromperie aggravée du contractant dans le cadre de la loi de 1905 sur les fraudes, pour ne retenir que celle de non-assistance à personne en danger. Au cours de la réunion du groupe socialiste dans l'après-midi, M. Laurent Fabius n'a pas demandé à être associé à cette mise en accusation aux côtés de ses deux anciens ministres.

Ce fut peut-être la journée la plus douloureuse de la législature pour les socialistes qui devaient décider du renvoi devant la Haute Cour de justice de certains de leurs. Ce fut surtout la journée du non-dit. A 17 heures, de l'issue de près de trois heures de débat, M. Yves Durand vient rendre compte de la réunion «longue et épuisante» de la Haute Cour, les socialistes ne bloquant pas le mécanisme de la Haute Cour, ils veulent à la fois la vérité et la justice», indique le président par intérim du groupe PS, en l'absence de M. Jean Auroux. Puis, en une formule elliptique, il livre l'information décisive de la journée : «Laurent Fabius a été innocenté, non par les socialistes, mais par le Sénat lui-même. Nous utiliserons cette position pour faire reconnaître l'innocence de nos deux autres camarades.» Autrement dit, sans le dire, M. Edmond Hervé et M^{me} Georgina Dufoix iront seuls devant la Haute Cour de justice. En quelques phrases, M. Durand traduit le ton général de la réunion des députés PS.

Une réunion à mots voilés. De M. Fabius, on attendait cet après-midi qu'il se prononce expressément sur son éventuelle demande de mise en accusation. Depuis que le Sénat a choisi de la clôture de sa proposition de résolution, l'ancien premier ministre se tait. Il a laissé à d'autres, dont certains de ses proches comme M. Paul Quilès, le soin de commenter la décision sénatoriale et d'affirmer que les cas des trois anciens ministres ne sauraient être dissociés. Pour la plupart des socialistes, à l'évidence, le premier secrétaire demandera lui-même sa mise en accusation puis, comme il l'avait souligné lui-même lors du comité directeur exceptionnel du PS le 15 novembre,

«il est extraordinairement difficile de faire valoir son innocence en dehors des voies de justice».

«Je n'ai pas la corde au cou»

Or, mardi matin, M. Laurent Fabius a «changé d'avis». Sa décision est définitivement arrêtée au cours d'un petit déjeuner qui réunissait à la Maison de l'Amérique latine, les principaux chefs de courant du PS ou leurs représentants. Pourquoi reviendrait-il aux socialistes de faire à l'Assemblée nationale ce que la droite n'a pas osé au Sénat? A la suite du premier secrétaire, tous les participants, MM. Pierre Mauroy, Lionel Jospin, Henri Emmanuelli,

Michel Charzat, Alain Richard et Yves Durand, s'y refusent. Absent de la réunion, M. Michel Rocard a exprimé le même sentiment lors d'une conversation téléphonique avec M. Fabius. C'est donc fort de ce consensus que ce dernier se présente dans l'après-midi devant les députés du groupe socialiste.

Ses mots, pourtant, ne sont pas explicites : invitait ses collègues à ne pas «bloquer» la procédure de mise en accusation, M. Fabius souligne que «l'intérêt des socialistes est de ne pas donner le sentiment que l'on rose avec la vérité». Puis il ajoute : «Nous avons obtenu une certaine victoire devant le Sénat, il s'agit maintenant d'en obtenir une seconde, l'innocence de nos amis.» Là encore, tout est dit sans le dire : M. Fabius se «détache» de ses deux anciens ministres.

M. Hervé le sait, qui s'en est entretenu avec lui-même. De son sentiment à cet égard, il ne laisse rien paraître. Mais c'est un député tendu, profondément meurtri par sa mise en accusation et décidé à se battre «à bras armés», qui se lève alors pour prendre à son tour à la parole devant ses collègues. «Le rapport du Sénat, déclare-t-il, est profondément ignoble et inacceptable.» Dénonçant une «relation faussée des faits» où «toutes les références sont à charge», l'ancien secrétaire d'Etat à la Santé proclame : «Je défends mon honneur et ma liberté. Je ne ruserai pas, je ne bloquerai pas. Mais j'espère marquer la vérité. Je n'ai pas devant la Haute Cour la corde au cou.»

Implicite, mais aussi, M. Hervé lance un avertissement : si le PS vient à manquer à la solidarité en retenant finalement, dans la proposition de résolution, d'autres incriminations que celle, tolérée, de

«non-assistance à personne en danger», le maire de Rennes reprendra alors sa liberté. Sur ce point, il obtient de fermes assurances du premier secrétaire, qui qualifie de «totallement inacceptables» les motifs retenus par le Sénat. Cette détermination est confirmée par d'autres orateurs, dont M. Jean-Marie Le Gues, qui observe que le groupe socialiste ne peut pas se prononcer favorablement sur un texte que M. Hervé ne voterait pas. Mandat est donc donné par le groupe aux membres socialistes de la commission ad hoc de déposer un amendement modifiant tant l'exposé des faits de la proposition de résolution que les motifs de renvoi devant la Haute Cour.

Le PC change d'avis

Du débat sur les personnes — qui doit aller devant la Haute Cour? — tranché au début de la réunion par M. Fabius lui-même, la réunion du groupe est donc circonscrite à un débat sur les motifs — sur quelle base juridique M. Hervé et M^{me} Dufoix doivent-ils être jugés? Seuls deux parlementaires, M. Jean-Pierre Michel et M^{me} Huguette Bouchard, ont osé bousculer ce non-dit qui met mal à l'aise un certain nombre de socialistes depuis le début de la réunion. Si la simple incrimination de «non-assistance à personne en danger» est retenue, soulignent-ils, le débat ne se pose plus dans les mêmes termes. M^{me} Bouchard fait valoir que, contrairement à l'homicide involontaire qui peut renvoyer à la responsabilité individuelle, la non-assistance soulève la question de la responsabilité de l'Etat et de son fonctionnement.

Dès lors, indique-t-elle, «on aurait tout intérêt à ne pas dispo-

ser» M. Fabius des deux autres ministres du gouvernement. M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, était allé un peu dans le même sens en relevant que, sur ce motif, c'est l'ensemble du gouvernement de l'époque qui devrait demander à être déféré devant la Haute Cour.

Mais, à l'exception de M^{me} Bouchard et de M. Michel, la majorité du groupe estime qu'il ne lui appartient pas de se prononcer à la place de M. Fabius sur cette mise en accusation. Après trois heures de débat, les députés socialistes se séparent sans que le sentiment de malaise ne se soit pourtant dissipé.

La procédure, elle, est en route. A peine la réunion du groupe est-elle levée que la commission ad hoc reprend ses travaux. Le rapporteur, M. Didier Migault, présente un amendement socialiste qui réécrit entièrement l'exposé des faits et ne retient que l'incrimination de «non-assistance à personne en danger».

Il ne subsiste qu'un seul doute : la position du député communiste, M. Louis Pierra, dont la voix est décisive au sein de la commission pour assurer une majorité au PS. Dans les couloirs du Palais Bourbon, le président du groupe communiste, M. André Lajoinie, avait été formel : «Nous ne comprenons pas qu'on dissocie le premier ministre des autres ministres.» Mais, entre-temps et après quelques échanges téléphoniques avec les dirigeants du PS, le PC a, lui aussi, changé d'avis. Par huit voix contre sept, la nouvelle proposition de résolution est adoptée par la commission. Seuls y figurent M^{me} Dufoix et M. Hervé. Cette fois, c'est dit.

GILLES PARIS
et PASCALE ROBERT-DIARD

Le texte de la proposition de résolution

Le texte de la proposition de résolution adoptée mardi 15 décembre par la commission ad hoc de l'Assemblée nationale chargée de se prononcer sur la mise en accusation de M. Edmond Hervé et de M^{me} Georgina Dufoix devant la Haute Cour de justice dans l'affaire du sang contaminé, et sur lequel l'Assemblée devait se prononcer mercredi en séance publique, indique :

«M^{me} Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale chargé de la santé, ont été mis en cause dans le drame du sang contaminé à propos des arrêtés interministériels du 23 juillet 1985, signés par leurs directeurs de cabinet respectifs, rendant obligatoire le dépistage du virus du sida dans les dons de sang, à compter du 1^{er} août 1985 et non-rembourser les dons de sang chauffés, à compter du 1^{er} octobre 1985.

Il convient donc que soit exa-

miné si les faits ci-dessus sommairement énoncés constituent ou non des infractions à l'article 63 du Code pénal (non-assistance à personne en danger).

«Il importe dans ces conditions que la commission d'instruction (...) procède à tous les actes qu'elle jugera utiles à la manifestation de la vérité et ordonne, s'il y a lieu, le renvoi de M^{me} Georgina Dufoix (...) et de M. Edmond Hervé (...) devant la Haute-Cour de justice.»

Pour être adoptée, cette proposition de résolution doit recueillir une majorité absolue de 286 voix. Les dix-huit juges de la Haute Cour ne peuvent pas prendre part au scrutin. Mercredi, après l'intervention du rapporteur et éventuellement du gouvernement, seuls peuvent prendre la parole un orateur «pour» et un orateur «contre» ainsi que le député intéressé. M. Hervé n'exclut pas, mercredi matin, de s'expliquer devant ses collègues. Le vote à la tribune devait intervenir en début de soirée.

devant la Haute Cour et que «ses amis les plus proches le lui ont demandé avec insistance, encore, mardi au cours d'un déjeuner». Le député de Seine-Saint-Denis, membre du secrétariat national du PS, a souligné que les socialistes entendent «maintenant démontrer l'innocence des deux autres anciens ministres».

Cependant, à l'appui de la décision prise par M. Fabius, l'argumentation la plus forte, par son contenu et du fait de la personne de son auteur, est venue de M. Hervé. L'ancien secrétaire d'Etat à la Santé a expliqué, devant le groupe socialiste de l'Assemblée, réuni mardi après-midi, que le vote du Sénat, ayant renoncé à mettre en accusation M. Fabius, représentait une première victoire, dont le bénéfice aurait été perdu si les socialistes avaient décidé eux-mêmes de le réintroduire dans la procédure. Au contraire, selon M. Hervé, c'est en s'appuyant sur ce recul de leurs adversaires que les socialistes pourront défendre le plus efficacement les deux anciens ministres. N'y a-t-il pas dans le vote du Sénat de quoi nourrir un sérieux soupçon de manœuvre politicienne à l'encontre de la droite? Ce qu'une première offensive est parvenue à lui imposer en faveur de M. Fabius, une seconde ne pourrait-elle l'obtenir pour les deux autres?

Fortes des déclarations de tous les dirigeants de l'opposition — de M. Jacques Chirac à M. Valéry Giscard d'Estaing, en passant par MM. Gérard Longuet, François Léotard, Raymond Barre et les centristes — qui créditaient M. Fabius d'avoir fait, dans le dossier qui lui était soumis en mai-juin 1985, le bon choix, les socialistes pouvaient-ils demander sa mise en accusation sans que leur comportement devienne «illisible», selon l'expression d'un proche de M. Fabius? A l'inverse, la décision qu'ils ont prise peut-elle être lue autrement que comme l'aveu d'un doute au sujet de M^{me} Dufoix et de M. Hervé? Certains le craignent parmi les députés socialistes et, lors du vote de mercredi après-midi, des défections n'étaient pas à exclure au moment de mettre dans l'urne un bulletin d'infamie à l'encontre du maire de Rennes et de la déléguée interministérielle à la lutte contre la drogue.

PATRICK JARREAU

Ce qui se disait en 1985

Dès le début de cette année-là, des informations publiques permettaient de comprendre que les transfusés couraient un danger

Les politiques savaient-ils? Et, s'ils ne savaient pas, n'auraient-ils pas dû être plus curieux? Lors du procès du sang contaminé, le 24 juillet, M^{me} Georgina Dufoix, ancienne ministre des affaires sociales, et M. Edmond Hervé, qui fut secrétaire d'Etat à la Santé, s'étaient répétés avec force : ils ignoraient tout à l'époque où certains savaient, c'est-à-dire à la mi-1985, du danger réel que couraient les transfusés.

Un citoyen ordinaire en sait-il plus qu'un ministre prisonnier de sa bulle? Autrement dit, que connaissait du sida et de ses modes de transmission la personne qui n'était à l'époque ni ministre ni médecin, mais se voulait simplement à l'écoute de son temps? De cette réponse dépendent les reproches que l'on peut, rétrospectivement, faire aux ministres de l'époque. Tenus dans l'ignorance par leur administration des dangers que couraient les transfusés — c'est leur thèse, n'auraient-ils pas dû se montrer plus sensibles à la rumeur alarmante que colportait l'air du temps?

Nous sommes au début du printemps 1985. C'est la période qu'a retenue le tribunal de Paris pour trancher de la culpabilité du docteur Michel Garretta et de ses collègues. Ce que les ministres affirment n'avoir pas su, le directeur du Centre national de transfusion sanguine, lui, n'en ignore rien comme le jugement de la troisième chambre correctionnelle l'a confirmé. Début mai 1985, le docteur Garretta estime probable la contamination de tous les lots de produits non chauffés dont dispose le CNTS. Il affirme aussi que 50 % des hémophiles français sont séropositifs, ce qui ne l'empêche pas de persévérer, au même moment, dans les termes du jugement, «dans une politique restrictive des importations en maintenant jusqu'à épuisement des stocks la distribution de produits non chauffés», c'est-à-dire potentiellement contaminés.

Tandis que le CNTS continue d'écouler des stocks de sang qu'il sait dangereux, le docteur Garretta croit que 10 % seulement des hémophiles contaminés développeront un sida fatal dans les cinq ans. C'est l'hypothèse basse, celle qui est la plus couramment admise à l'époque. Mais elle n'est pas la seule. Comme l'a relevé, dans son réquisitoire définitif, le parquet de

Paris, des chercheurs du CNTS estiment, depuis novembre 1983, que le taux de mortalité des transfusés contaminés pourrait être, non de 10 %, mais de 70 %. D'autres spécialistes, plus alarmistes encore, parlent de 100 %.

Et l'homme de la rue, que peut-il savoir, à la mi-1985, du sida? Ce que ne leur disent pas leurs services, ce que les canaux administratifs censés les informer ne leur ont pas appris, les ministres peuvent-ils pour autant l'ignorer?

Clairvoyance

A la mi-mai 1985, l'Agence France-Presse diffuse, de Grande-Bretagne, une dépêche faisant état de la mort dans ce pays d'un bébé atteint du sida. L'AFP précise que, selon un porte-parole de l'hôpital où l'enfant est décédé, celui-ci «aurait eu contracté le sida à la suite d'une transfusion sanguine». Sur un ton et avec des formules qui traduisent les incertitudes de l'époque, l'AFP ajoute : «Le ministère britannique de la santé a souligné que les donneurs de sang en Grande-Bretagne sont soumis à des tests rigoureux pour éviter toute contamination par le sida, dont le virus peut être transmis par le sang.»

Tout est dit, avec prudence certes, mais clairvoyance. La nouvelle n'a pas fait la «une» des journaux dans la mesure où, depuis un certain temps déjà, d'autres articles jettent sur le sida et les dangers que courent les transfusés une lumière tout aussi inquiétante. La dépêche de l'AFP est parue dans le Monde du 13 avril 1985, en première page. Le 22 février précédent, à la une, cette fois, le Monde avait publié un article qui avait provoqué un certain effroi, car il annonçait, en raison de la situation, la mise en œuvre d'un «dépistage systématique pour les donneurs de sang». En réalité, le feu vert à cette opération ne sera donné que le 19 juin par M. Laurent Fabius, alors premier ministre. Mais l'article alléguait l'essentiel. «Le sang et tous ses dérivés, largement utilisés en thérapeutique, devraient le Dr Ecoffier-Lambiotte, pourraient (...) devenir une source incontrôlable de contamination de masse.»

Ce que les lecteurs du Monde apprennent ce jour-là, les ministres n'en auraient-ils été informés que plus tard? S'il faut éviter de juger les comportements d'hier avec les connaissances d'aujourd'hui, il est indéniable que ces articles n'ont pas résonné dans la tête des gouvernants comme il l'aurait fallu.

Le sida a, à cette époque, un statut singulier, qui n'en fait pas une maladie comme les autres. La mort au mois d'octobre 1985, des suites du virus, de l'acteur américain Rock Hudson venu se faire soigner à Paris, témoigne de la place que ce mal inédit occupe depuis déjà quelque temps à la «une» de l'actualité, entre l'accès au pouvoir de Gorbatchev, l'affaire Breznev et le conflit Irak-Iran, qu'on appelle alors «la guerre du Golfe». Cette mort suscite davantage d'émotion que la disparition, huit jours plus tard à New-York, de Yul Brynner, des suites d'un fléau beaucoup plus familier, celui-là, le cancer du fumeur.

Si on en redoute le pire, on ne sait cependant pas tout du sida. L'opinion commune, rappellent-ils, dont le Monde se fait l'écho le 13 juin 1985, est que «la majorité des patients porteurs d'anticoagulant-LAV ne seront jamais atteints de sida». Le 12 octobre, le Figaro Magazine, publie un sondage réalisé auprès de deux cents médecins généralistes, qui, à 87 %, jugent que la peur du sida est «exagérée». Ils sont davantage encore (91 %), ces généralistes, à estimer que le nouveau fléau représente un danger «moins grand» que le cancer.

Certes, quelques spécialistes ont donné l'alarme il y a longtemps. Mais ils ne sont pas écoutés. L'un des premiers à avoir sonné le tocsin, le professeur Willy Rozenbaum, explique rétrospectivement pourquoi il n'a pas réussi à communiquer son effarement d'alors : «Une connaissance qui n'est pas partagée n'existe pas.»

Bien entendu, la responsabilité d'un ministre ne peut être mesurée à ce qu'il savait et disait le professeur Rozenbaum. Du brouillard d'alors, il ressort, malgré tout, que leurs services n'étaient pas, loin de là, la source unique des informations dont auraient pu disposer les ministres. Le danger était décelable.

BERTRAND LE GENDRE

Haute Cour : les députés se prononcent

Suite de la première page

La droite s'y refusant, le président de la République en prenant acte le 9 novembre, M. Fabius doit se résoudre à la seule procédure possible, celle de la Haute Cour.

Son entourage indique, alors, que si le Sénat, où la droite est majoritaire, ne le met pas en accusation aux côtés de ses deux anciens ministres, il demandera au groupe socialiste de l'Assemblée nationale de l'inclure lui-même dans la résolution. Le 15 novembre, le premier secrétaire réunit le comité directeur du PS, qui l'assure de sa solidarité et accepte la Haute Cour, tout en refusant les termes de la mise en accusation rédigée au Sénat. «Je revendique la procédure judiciaire et la Haute Cour», résume M. Fabius, de façon on ne peut plus claire, le même jour, sur TF1. Un mois plus tard, il s'en exempte.

Comment ne pas donner le sentiment que toute cette offensive n'avait pour objectif, finalement, que de dissocier le cas de M. Fabius de celui de ses deux anciens ministres? Car de deux choses l'une : ou bien la procédure de Haute Cour est une machine de guerre politique — elle l'est, — une «machine infernale», comme dit M. Pierre Mauroy, utilisée par la droite pour ajouter le déshonneur à la probable défaite électorale des socialistes et pour disposer d'une arme pendant la cohabitation à venir : dans ce cas, les socialistes, qui peuvent empêcher la procédure d'aboutir à l'Assemblée nationale, doivent refuser de voter la mise en accusation. Ou bien cette juridiction est malgré tout acceptable, faute de mieux, comme instance de jugement des responsables politiques dont le pays veut qu'ils rendent des comptes, et, alors, ce sont les trois responsables en question qui doivent y comparaître.

Ou bien M. Fabius, M. Hervé et M^{me} Dufoix sont tous les trois présumés innocents par les socialistes, et le même traitement doit leur être appliqué à tous les trois ; ou bien les socialistes paraissent eux-mêmes établir une distinction entre l'un et

les autres, en s'avouant certains de l'innocence de M. Fabius, mais moins sûrs de celle des deux anciens ministres.

Lorsque le premier secrétaire a réuni, mardi matin 15 décembre, les principaux responsables du Parti socialiste, il les a informés des conclusions qu'il tirait de ses réflexions, nourries, pendant le week-end précédent, par des conversations avec des juristes. Alors que, la semaine dernière, après le vote par le Sénat d'une mise en accusation dont il était exclu, certains, dans son entourage, envisageaient que le groupe socialiste de l'Assemblée présente une résolution ou propose d'amender celle du Sénat — afin de modifier les chefs d'accusation et d'y inclure M. Fabius, celui-ci a, selon ses propres termes, «changé d'avis» (lire notre article ci-dessus). Convaincu que la procédure à laquelle il s'exposait pourrait durer de trois à cinq ans, selon les experts qu'il a consultés, et prenant acte du fait que la droite a elle-même renoncé à le mettre en accusation, il estime qu'il n'a plus lieu de le réclamer. Ses interlocuteurs indiquent que son choix doit être, en tout état de cause, respecté par les parlementaires socialistes.

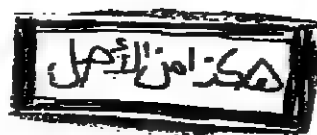
Opposer des contre-feux

Le premier secrétaire a finalement jugé qu'il valait mieux, pour lui, subir pendant une semaine ou un mois le reproche de se dispenser une fois de plus d'une épreuve périlleuse, plutôt que d'encourir plusieurs années d'un harcèlement pseudo-juridique entièrement maltraité, à partir de mars prochain, par la droite. Conscients du problème, les amis de M. Fabius tentent d'opposer des contre-feux. Mardi soir, M. Claude Bartolone, l'un des ses principaux lieutenants, faisait savoir qu'il avait fallu «plaidar fermement» auprès du premier secrétaire pour qu'il «accepte de ne pas demander, comme il l'avait souhaité, d'être mis en accusation

CADEAUX :
Le grand livre de
la Haute Cour
MAGNIFIQUE
avec 1985
Illustrations
de
Philippe
Gautier
41221

CLASSIC 2/40
Le grand livre de
la Haute Cour
MAGNIFIQUE
avec 1985
Illustrations
de
Philippe
Gautier
41221

COMPUTER BUREAU
Le grand livre de
la Haute Cour
MAGNIFIQUE
avec 1985
Illustrations
de
Philippe
Gautier
41221



POINT / LES ÉTRANGERS ET L'EMPLOI

Le chômage, une menace pour l'intégration

Les étrangers répétés « simplification » de l'immigration depuis 1974 n'y peuvent rien. L'immigration n'est pas une « volonté ». Elle n'a jamais cessé en France, mais pour des motifs économiques et pour des motifs humains.

Bon an, mal an, quelque 100 000 étrangers sont chaque année autorisés à entrer en France. Il s'agit principalement de familles rejoignant un ressortissant étranger régulièrement installé dans le cadre du « regroupement familial » (en 1990, 65 000), d'étrangers mariés à des Français (en hausse), des réfugiés, mais aussi des travailleurs. Au total, 102 483 étrangers sont venus vivre régulièrement en France en 1991, soit légèrement plus que l'année précédente, qui avait vu l'installation légale de 97 000 personnes.

Si curieux que cela paraisse, ce flux continu de nouveaux arrivants n'aurait pas la statistique des étrangers en France. Par le jeu de l'acquisition de la nationalité française, un nombre équivalent d'étrangers deviennent français chaque année, par naturalisation, mariage, ou accession à l'âge de la majorité. Cela explique que les ressortissants étrangers en France en 1990 comptaient un nombre sensiblement égal d'étrangers : 3,6 millions en 90 contre 3,5 huit ans plus tôt.

Les entrées d'immigrants étrangers, soixante correspondant à une immigration de type familial, quinze concernent des réfugiés politiques, mais vingt-cinq relèvent d'une immigration de travailleurs de main-d'œuvre étrangère. C'est sur cette frange de l'immigration que 25 600 travailleurs étrangers permanents en 1991, dont 18 000 provenant de pays hors CEE, — la moins connue car la plus sujette à polémique, que le Haut Conseil à l'Égalité des Territoires et à l'Emploi a choisi de porter ses efforts de transparence.

Le nombre de ces autorisations de

travail a évidemment chuté spectaculairement depuis la suspension de l'immigration de travail en 1974. Au début des années 70, entre 100 000 et 200 000 étrangers étaient, chaque année, autorisés à travailler. Ils n'étaient plus que 60 000 en 1991.

Parmi eux, une petite moitié sont des Européens (Polonais, Portugais, Turcs), l'autre partie se répartit également entre Asiatiques et Africains, s'ajoutant à un faible pourcentage (10 %) d'Américains.

Une autre catégorie d'étrangers est autorisée à séjourner, et parfois à travailler pour une durée inférieure à un an, si sont censés repartir ensuite. Il s'agit de saisonniers (54 000 en 1991, Espagnols ou Portugais à 78 %), de demandeurs d'asile en France (47 000 en 1991), de réfugiés (22 500 en 1991), dont la moitié viennent du Maghreb et d'Afrique noire.

« L'hypocrisie est reine »

Selon le Haut Conseil à l'Égalité des Territoires et à l'Emploi, un étranger entrant en France pour exercer une profession salariée doit être titulaire d'un contrat de travail. Mais l'administration peut s'opposer à la délivrance d'une autorisation de travail en invoquant « la situation de l'emploi » dans la profession et la zone géographique concernée. En clair, le préfet refuse l'autorisation de travail au motif que les chômeurs français ont le même droit.

Par exception, certaines catégories d'étrangers ne peuvent pas voir leur situation de l'emploi. Outre les citoyens de la CEE, qui sont exemptés de l'autorisation préalable et disparaissent des statistiques à partir de 1992, il s'agit d'une partie des ressortissants de certains pays — Liban, Cambodge, Laos, Vietnam, Togo, Gabon et Centrafrique — mais aussi des conjoints et enfants venus au titre du « regroupement familial », ainsi que des « étrangers de haute qualification » si leur rémun-

Créé en mars 1990, en pleine polémique sur l'immigration, le Haut Conseil à l'Égalité des Territoires et à l'Emploi (HCE) publie, mercredi 16 décembre, son rapport statistique sur les étrangers (1), qui témoigne de sa capacité à aborder le front des questions épineuses, dans un contexte, il est vrai, plus serein. Composé de neuf membres représentant l'ensemble de l'échiquier politique, du RPR au PCF, présidé par M. Marceau, vice-président du Conseil d'État, le HCE livre dans son rapport des observations sur les apports de l'immigration, et sur les modalités d'acquisition de la nationalité française. Cette étude de sa-

lité publique fait apparaître, en creux, les insuffisances de l'appareil statistique français et la persistance d'idées reçues qui alimentent les discours xénophobes.

A propos de la relation emploi-immigration, le HCE estime qu'il n'est pas possible d'affirmer que l'économie française pourrait se passer de l'apport d'étrangers. Plutôt que masquer l'évidence d'une immigration de travailleurs, il propose d'en rationaliser la pratique, en l'adaptant aux besoins de l'économie. Les « sages » montrent cependant à quel point les ravages du chômage chez les étrangers (avec un taux double de celui des Français)

compromettent l'intégration. Les propositions du HCE vont dans le sens d'une fermeté accrue à l'égard de toutes les manifestations d'illégalité, des suggestions d'efficacité de l'efficacité de reconquête de la frontière, à réprimer les trafics de faux papiers et les mariages « blancs », pourraient inspirer les prochains gouvernements.

Ph. Be.

(1) Le rapport statistique et les documents intitulés « Les étrangers et l'emploi » et « L'emploi illégal des étrangers » sont rendus publics par le secrétariat du Haut Conseil à l'Égalité des Territoires et à l'Emploi. Tél. : (16-1) 47-55-64-77.

L'immigration de travailleurs n'a jamais cessé

Moins d'ouvriers, plus de cadres

Supérieur à 90 % en 1968, le taux d'activité des étrangers était, en 1990, à peine inférieur à 80 %, suivant ainsi, avec retard, la même évolution que la courbe pour les Français. Parallèlement, le taux d'activité des étrangers progressait et dépassait les 40 % en 1990.

Ces deux tendances dissimulent les mutations intervenues dans l'emploi de la population immigrée, depuis 1975. En nombre d'actifs, elle s'est d'abord stabilisée autour de 1,6 million. Mais, tandis que les effectifs masculins baissent, du fait de leur vieillissement et de leur ancienneté, ceux des femmes augmentent.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Un double niveau d'appréciation. Chaque semestre, les services du travail, l'ANPE et les services professionnels fixent, aux échelons régional et départemental, les secteurs ouverts ou non à l'immigration de travailleurs. Au plan local, l'ANPE vérifie que chaque offre de travail satisfait entièrement les avis des commissions dans le département, afin d'en assurer la cohérence. La procédure de régularisation serait alors réservée « aux cas humanitaires ».

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques, afin de rompre avec la dualité entre les services du travail et ceux des préfectures.

Le HCE propose enfin d'améliorer les moyens des services des étrangers des préfectures pour en faire des guichets uniques,

EDUCATION • CAMPUS

L'alchimie délicate de la formation des maîtres

Entre savoirs et savoir-faire, connaissances académiques et recettes pratiques, l'équilibre reste à trouver

NANCY

de notre envoyé spécial

ELLE a le sourire quand elle annonce les kilomètres. Soixante aller-retour, trois fois par semaine pour se rendre de Metz, elle dit, Verdun, où elle enseigne. Professeur stagiaire, CAPES d'histoire-géographie en poche, elle étudie de deuxième année de l'Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) de Lorraine n'est plus tout à fait étudiante et déjà un peu prof.

Bâton de pèlerin et crâne blanche à la main, elle arpente l'académie pour les besoins de sa formation. A Metz, à la fac, elle suit des « compléments de formation » dans sa discipline. A l'IUFM (dans les locaux d'une ancienne école normale), elle peaufine sa formation dite « générale ». A Verdun, où elle a été affectée pour effectuer un « en responsabilité » de six heures hebdomadaires, elle enseigne sans filet, on presqu, à des classes de sixième et quatrième.

Réparti sur quatre départements, cinq sites (anciennes écoles normales de Bar-le-Duc, Epinal, Metz-Montigny, Metz-Paichon et Nancy-Maxéville), rattaché à quatre établissements d'enseignement supérieur (universités de Nancy-I, Nancy-II, Metz et Institut national polytechnique de Lorraine), l'IUFM de Lorraine est un bon exemple de la diversité géographique de la formation des maîtres.

Car à la diversité géographique s'ajoute l'ambition de rassembler dans un module commun, et sur deux ans, la formation de tous les enseignants de demain, de la maternelle au baccalauréat. En Lorraine, ce sont près de trois mille étudiants qui suivent aujourd'hui une formation à l'IUFM. En première année, 43 % d'entre eux bénéficient pour cela d'une allocation d'études annuelle de 50 000 francs (70 000 francs pour les disciplines techniques).

Ainsi, grâce aux compétences conjuguées d'universitaires, d'an-

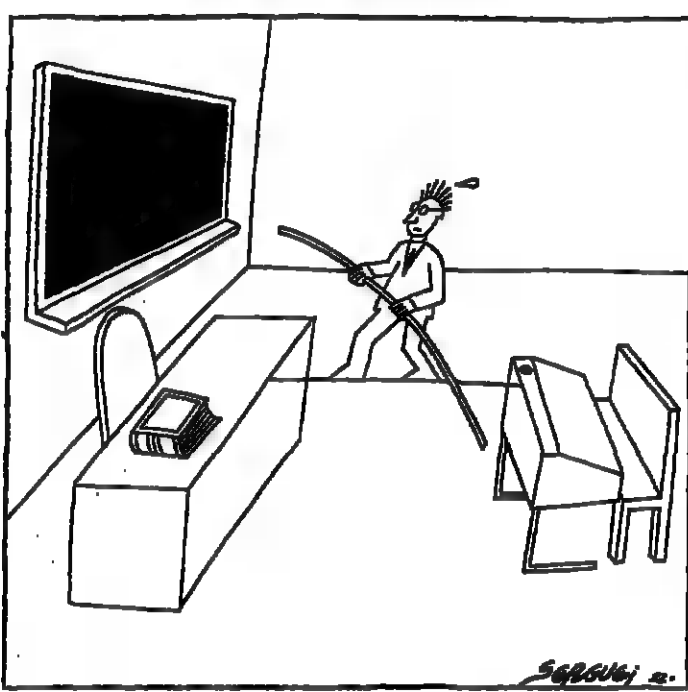
ciens professeurs d'école normale, d'enseignants du premier et du second degré, de membres des corps d'inspection, l'IUFM de Lorraine forme à la fois des futurs professeurs d'école, des futurs enseignants de lycée ou de collège, de lycées professionnels, futurs enseignants spécialisés dans les filières techniques, comme la filière bois - une école régionale - accueillie dans les locaux de l'Ecole supérieure des sciences et techniques industrielles du bois (ESSTIB) d'Epinal.

Patchwork de modules, de stages et d'apprentissages disciplinaires, la formation des futurs enseignants, qu'ils se destinent au professorat des lycées et collèges (PLC), comporte une partie strictement disciplinaire (nettement renforcée pour les PLC) et une partie professionnelle, unanimement souhaitée et appréciée par les étudiants. Bref, un cocktail incertain de savoirs et de savoir-faire, de connaissances académiques et de recettes pratiques.

Entre la fac et la classe

Qu'y apprend-on ? En première année, la formation disciplinaire des futurs enseignants du secondaire - le gros morceau de la formation - comporte, selon les disciplines, de 250 à 450 heures de cours ou de travaux dirigés. « C'est la fac, ni plus ni moins », indique un petit groupe de scientifiques. « La première année, explique Patrice, étudiant en lettres, est une année de pur bachotage, concours en fin de première année obligés. » Une année universitaire classique, menée essentiellement en université, même si, avouent-ils, « on se sent déjà un peu prof, puisque les enseignants eux-mêmes nous considèrent déjà comme de futurs collègues ». 50 à 150 heures de compléments disciplinaires peaufinent par ailleurs à ceux qui le souhaitent, préparer une maîtrise ou, parallèlement, l'agrégation.

A l'IUFM, l'apprentissage des savoirs joints à l'apprentissage des savoir-faire : formation pédagogique disciplinaire (pour environ 40 heures) dispensée par des profes-



seurs « de terrain » et surtout stages d'observation en lycée et en collège (40 heures au total). « Cela rend la formation plus humaine, explique Hélène, M. Georges Mayeur, maître de conférences de géographie à Nancy-II et responsable du groupe de formation en histoire-géographie. Elle permet aussi de confronter les étudiants à la réalité. Et de découvrir ceux qui n'auraient pas été faits pour le métier. »

Pour le retour en classe, les étudiants sont répartis en deux groupes : « les étudiants contents d'être au lycée », explique Hélène, « et les étudiants qui ne veulent pas aller en classe ». « On se sent déjà un peu prof, puisque les enseignants eux-mêmes nous considèrent déjà comme de futurs collègues », 50 à 150 heures de compléments disciplinaires peaufinent par ailleurs à ceux qui le souhaitent, préparer une maîtrise ou, parallèlement, l'agrégation.

l'année, la part professionnelle prend naturellement le dessus. « On se sent déjà un peu prof, puisque les enseignants eux-mêmes nous considèrent déjà comme de futurs collègues », 50 à 150 heures de compléments disciplinaires peaufinent par ailleurs à ceux qui le souhaitent, préparer une maîtrise ou, parallèlement, l'agrégation.

Une fois les concours en poche, en deuxième année, la part professionnelle prend naturellement le dessus. « On se sent déjà un peu prof, puisque les enseignants eux-mêmes nous considèrent déjà comme de futurs collègues », 50 à 150 heures de compléments disciplinaires peaufinent par ailleurs à ceux qui le souhaitent, préparer une maîtrise ou, parallèlement, l'agrégation.

formation. Plutôt à la manière d'un prof magistral ?

Sur le plan de la responsabilité de six heures par semaine (quatre pour le technique, où les professeurs stagiaires doivent suivre un cursus en entreprise), la formation est complétée par une série de modules de compléments disciplinaires (entre 40 et 60 heures) et de didactique de la discipline (une centaine d'heures). Méfiant, Xavien, en deuxième année de génie mécanique, a apprécié « le côté pratique » des stages en situation en première année. Il estime, en revanche, que la didactique « c'est du blabla ». Ce qu'il cherche ? « Du concret : comment corriger une copie ? Comment se déplacer dans la classe ? Mais en même temps, pour ces futurs enseignants des séries générales au contraire, la didactique disciplinaire a du bon et la formation plus concrète, car elle est dispensée par des enseignants en prise directe avec les réalités de la classe. »

Donnant plutôt satisfaction, la formation des professeurs de sciences (sciences de la vie et de la terre, sciences physiques et chimiques) est la plus appréciée. Héritier des systèmes de formation antérieurs (écoles normales pour le primaire, centres pédagogiques régionaux pour le secondaire), « l'IUFM a aussi hérité de la tradition de la formation des maîtres », note M. Jean-Marc Gebier, directeur de l'IUFM de Lorraine. Et tout, dans les faits, a bousculé les habitudes bien ancrées des anciennes écoles normales intégrées bon gré mal gré à l'IUFM : la hausse du niveau de recrutement des étudiants à bac+3 et non plus à bac+2 comme auparavant, ou encore les candidatures nombreuses des salariés attirés par l'enseignement.

Résultat : « On s'ennuie », lâche une étudiante d'Epinal. « On régresse, on ne cesse de nous infantiliser », ajoute un petit groupe de Bar-le-Duc. « Sans compter l'ineptie de certains programmes : à quel point peut-il nous servir d'ingénieur du Platon, comme si l'on repassait notre terminale ? »

N'ayant parfois pas de mots assez durs pour qualifier les professeurs d'année normale, les étudiants sont aussi sceptiques sur la formation des maîtres communs aux futurs enseignants du premier et du second degré. « Cela devrait nous permettre de ne pas trop rester dans notre petit monde », confie un futur professeur de polytechnique en première année à Bar-le-Duc. Mais ces critiques sont souvent liées à des apprentis maîtres qui ne sont pas encore pleinement conscients de la réalité de leur formation.

A Nancy, la question a été tranchée : « Ce n'est pas en rajoutant une poignée d'heures de disciplines d'option, ajoute un petit groupe de Bar-le-Duc, que l'on peut améliorer la formation. Il faut remettre en question tout le système de formation. Il faut penser qu'on peut rendre des étudiants réellement polyvalents en deux ans. Il faut leur donner des outils didactiques à un étudiant avant qu'il puisse transposer son savoir-faire, d'une discipline qu'il connaît bien, à une autre qu'il ne connaît pas. Il faut leur donner la formation continue. »

A Nancy, les futurs professeurs d'école sont donc des enseignants « à dominante ». Un système optionnel permet déjà aux étudiants de choisir la matière qu'ils veulent approfondir. Mais le système connaît des limites. Pour le jeu des options, les étudiants sont amenés à choisir les matières où ils se sentent le plus forts... en vue du concours, puis en vue de la formation de leur deuxième année, per-

que elle aussi comme « année concours ». Les sciences, l'éducation physique font partie des « personnels ».

En même temps, le volume global de formation disciplinaire ayant été amputé d'un tiers par rapport à ce qu'il était à l'école normale, certains formateurs ne manquent de critiquer, de dénoncer une formation au rabais et de stigmatiser le « didactisme disciplinaire ».

Quelle culture commune ?

La formation à l'IUFM, degrés confondus, est ponctuée par la rédaction d'un mémoire professionnel, qui théoriquement permettrait aux étudiants de prendre quelque recul par rapport à leurs pratiques professionnelles : en lettres, ce sera par exemple l'étude d'un monologue théâtral en classe de seconde ou l'adaptation d'une œuvre à deux niveaux d'enseignement (quatrième et seconde) ; en géographie, l'apprentissage de la lecture de diapositives en sixième ou en cinquième ; en génie mécanique, l'étude d'un moteur à pompe hydraulique. « J'en profite, explique un étudiant en histoire-géographie. C'est comme une année de laboratoire, on l'on peut faire des choses. Je pense qu'on n'aura plus vraiment le temps par la suite. » Encore flou à deux yeux, le mémoire n'est que la matérialisation d'un dossier préparé en première année. Voilà une redite.

Afin d'élargir cette formation, des étudiants de première année de lettres, l'objectif est d'aider les futurs professeurs à mieux connaître le milieu éducatif, ses acteurs, ses enjeux, son évolution, surtout au second degré. « On ne peut pas trop interférer avec les concours. Les étudiants sont trop théoriques », estime un PLC deuxième année en histoire-géographie. « Bar-le-Duc, un peu tard, même si l'on peut être utile à la décoration du paysage de l'éducation nationale », ajoute un étudiant en sciences naturelles.

Sur la formation générale, les étudiants restent également sceptiques sur la possibilité de mettre sur pied une formation commune aux futurs enseignants du premier et du second degré. « Cela devrait nous permettre de ne pas trop rester dans notre petit monde », confie un futur professeur de polytechnique en première année à Bar-le-Duc. Mais ces critiques sont souvent liées à des apprentis maîtres qui ne sont pas encore pleinement conscients de la réalité de leur formation.

Pour l'heure, à l'IUFM de Lorraine, la culture commune est en marche, mais elle est encore à l'état de projet. Les barèmes enseignants et les points d'entrée. Aux concours, quand on parle des concours, on parle facilement d'allocations d'études, puis premier salaire, affectation, inscription au « mouvement national ». Certains syndicats ont pointé leur nez à l'inscription, tout comme l'armada des mutuelles. Une manière, aussi, de plonger dans le bain des nouveaux adhérents au club des enseignants.

JEAN-MICHEL DUMAY

Le plan social étudiant au rapport

Le ministère de l'éducation nationale va dresser le bilan des actions engagées depuis deux ans. Mais dans la discrétion

Le ministère de l'éducation nationale avait prévu, lors de la rentrée universitaire, d'organiser une vaste manifestation mettant en scène le monde universitaire. Elle aurait dû être l'occasion d'établir un bilan de l'action de l'Etat en présence des étudiants. Le lieu avait été annoncé, La Villette à Paris ; la date retenue, les 15 et 16 décembre ; un programme organisé autour de quatre débats, le premier sur la protection sociale, le deuxième sur le budget, le troisième sur le logement, le quatrième sur la restauration, le dernier enfin sur les maisons d'étudiant.

Ce rendez-vous vient d'être annulé. Sans explication. Ici ou là, on évoque des questions d'opportunités politiques ou encore le risque d'enclencher une vague de protestations au sujet des promesses non tenues par le gouvernement, qui avait signé en mars 1991 un plan social contraignant. A la place, le ministère a convoqué, mercredi 16 décembre, les quatre syndicats d'étudiants signataires de cet accord (l'UNEF s'est abstenue et ne sera

donc pas présente). Un bilan du plan social étudiant se tiendra donc, à huis clos.

Certains se félicitent de ce changement de programme. Le ministère de l'éducation nationale, tout d'abord, qui est fort embarrassé par un rapport du CREDOC rendu public par l'Observatoire de la vie étudiante. Cette enquête devait servir de base aux discussions tenues à La Villette. Or, les conclusions ont déclenché une série de contestations. Le rapport évaluait en effet les dépenses mensuelles des étudiants à 5 300 francs, soit plus que le SMIC. Cette estimation d'un budget annuel de 63 600 francs est en effet bien supérieure aux ordres de grandeur utilisés jusque-là, qui situaient le coût d'une année universitaire à environ 30 000 francs (Le Monde du 7 novembre).

Le syndicat UNEF-ID (indépendant et démocratique) se félicite lui aussi de cette modification. Son président, M. Philippe Campitelli, n'avait pas caché, lors d'une conférence de presse à la rentrée universitaire, que la rencontre de La Vil-

lette présentait de nombreux risques si le gouvernement ne prenait les mesures contenues dans le plan social. L'UNEF déplore ce changement, mais espère que les discussions avec le ministère seront constructives.

D'autres enfin s'en affrangent, comme la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF). Son directeur général, M. Olivier Spitz, déplore que les débats sur la protection sociale - auxquels il devait participer - soient, une fois de plus, ajournés. « Alors que l'augmentation du nombre d'étudiants exige que l'on connaisse leurs besoins en matière de santé pour définir clairement une politique en la matière. »

Bilan mitigé

Mais, même à huis clos, la rencontre de mercredi entre les organisations étudiantes et le ministère de l'éducation nationale ne devrait être de tout repos. S'ils examinent point par point le texte de référence du plan social, les syndicats d'étudiants ne pourront que mettre en avant les insuffisances de la politique gouvernementale. En effet, certains engagements ont été tenus - augmentation du nombre et du montant des bourses allouées, constructions nombreuses de logements étudiants, augmentation de la capacité d'accueil des restaurants universitaires - sur d'autres mesures, en revanche, le bilan est largement insuffisant.

Ainsi, le retour à la parité entre l'Etat et les étudiants sur le prix du repas universitaire n'a pas été rétabli. Le dossier social unique, qui devait centraliser les demandes de bourses et de logement des étudiants, n'a pas dépassé le stade expérimental. Les commissions sociales d'établissement, qui devaient réunir des représentants de l'université, des étudiants, des Centres régionaux des

services universitaires et des collectivités territoriales et des milieux socio-économiques, n'ont pas à trouver leur rythme. La création des maisons de l'étudiant est restée un vœu pieux et la « carte orange étudiante », pour la région parisienne, lettre morte. Enfin et surtout, le système de financement des études par des prêts bancaires est un échec cuisant. Soixante-quatre prêts ont été accordés, alors qu'on en proposait trente-six mille pour la première année de mise en œuvre.

A la rentrée, l'UNEF-ID a rendu publique une proposition de loi visant à transformer le statut du Centre national des œuvres universitaires (CNOUS). « Il est temps de passer de la loi de 1955 fondant le CNOUS à une nouvelle loi offrant aux étudiants de l'an 2000 une aide sociale et des services adaptés à leurs besoins », indique le syndicat, proche du pouvoir, qui propose aussi une nouvelle dénomination pour cet organisme : Centre national de la vie étudiante.

Outre des modifications juridiques du régime du CNOUS, le dernier chapitre de ce texte intitulé « objectifs fixés par la nation » place la barre très haut : il réclame la mise en place d'un plan pluriannuel pour atteindre 25 % d'étudiants boursiers en 1995, un rendez-vous social annuel. Il demande aussi la majorité sociale à dix-huit ans pour les étudiants, réclamée depuis longtemps, avec insistance, par la MNEF, une carte d'étudiant européenne donnant droit à 50 % de réduction sur les réseaux de chemin de fer et le réseau aérien et une carte de transports en commun à tarif réduit.

MICHEL AULAGNON

Avec Le Monde sur Minitel

ÉPARGNEZ AVANT LE 31/12 ET PAYEZ MOINS D'IMPÔTS

Arcalis, l'assurance-vie sur Minitel

36.15 LE MONDE

Tapez I M P

ISTH.ES

Plus qu'un Institut, une Institution

Admissions directes

- HEC - ESCP - ESC 1^{re} et 2^{es} années
- SCIENCES PO PARIS 2^{de} année

Sessions semestrielles et intensives

- Cours élargi d'anglais et prépa orale complète
- Prépas personnalisées et adaptables aux besoins de chacun

6, avenue Léon-Henry 75016 PARIS - Tél. : 42.24.10.72 - 45.27.10.15

5 , 4 , 3 , 2 , 1 ...

N O Ë L !

[illegible]

ÉCONOMIE

Les suites judiciaires de la catastrophe de la gare de Lyon

Sanction inadaptée
riposte excessive

Une grave erreur a-t-elle été commise ? La justice se pose inévitablement la question de la légitimité de la sanction infligée à la SNCF, qui a paralyté le trafic ferroviaire pendant plusieurs jours. Le 14 décembre, après la condamnation à quatre ans de prison, M. Daniel Saulin, le conducteur du train de la catastrophe de la gare de Lyon, a été libéré. Comme M. Jacques Fournier, M. Martin Aubry, ministre du travail, a déclaré : « comprendre » la réaction de la SNCF, mise sur le compte de l'émotion, tandis que M. Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, légitimait leur « indignation » et leur « colère ».

Les cheministes ont réagi par leur mouvement d'insubordination. La justice reconnaissant la culpabilité d'un homme, on pourrait légitimement s'indigner. Peut-on reprocher au même plan des conducteurs du métro parient conduisant sauvagement le travail à la suite d'une agression et des cheministes débroyant pour protéger un train leur ayant causé des conséquences dramatiques ? Le problème est plus complexe. Un qui a été mis en cause n'est pas la responsabilité ni même la culpabilité du conducteur, mais plutôt la réalité de la peine. Or le tribunal correctionnel de Paris a été plus sévère que les juges de la cour d'appel de Paris en 1992, où un jugement de car avait provoqué 63 morts, principalement des enfants, qui n'avaient entraîné que des peines avec sursis.

M. Saulin a commis des erreurs dans le cadre du système de sécurité de la SNCF et il ne présentait pas les caractéristiques habituelles du chauffard. C'est la perspective informationnelle de la prison qui a fait le feu aux poudres. Le fait que la SNCF ait été condamnée civilement et non pénalement — il faut attendre le nouveau procès pénal pour que la responsabilité pénale des entreprises puisse être engagée — a allumé la colère des cheministes.

La réaction des cheministes rend-elle pour autant la grave légitime ? En France, la loi de 1983 sur le statut des fonctionnaires publics, comme la SNCF, est un statut de droit public. Il avait, en l'occurrence, été déposé par la CFDT. Spontanément, la grève était légale et non sauvage. Mais la légitimité est sujette à débat. La justice ne peut pas se poser la question d'un droit au travail, et il est normal de pénaliser les usagers qui ont subi le sentiment que leur profession se situe sur leur tête. Il est urgent que les syndicats des cheministes publics réfléchissent à la légitimité de leur action.

MICHEL NOBLECOURT

Le volume des accidents du travail s'est stabilisé en 1991. Avec un nombre estimé officiellement à 1 551 en 1991, le volume des accidents du travail a diminué de 1,9 % par rapport à 1990, les derniers chiffres diffusés mardi 15 décembre par la CNAM. La nature de ces accidents a tendance à s'aggraver, le nombre de ceux qui entraînent un arrêt de travail (estimé à 327 en 1991) ayant augmenté de 1,5 % en un an. De même l'évolution des accidents de trajet (139 524) enregistré-t-elle une hausse de 1,9 % par rapport à 1990. En ce qui concerne les dossiers d'accidents du travail ou de maladie professionnelle réglés en 1991 par l'assurance-maladie, la CNAM a enregistré une diminution sensible (-12,1 %) du nombre des accidents mortels : 174 ont en effet été indemnisés en 1991 contre 1 244 en 1990. En revanche, le nombre d'accidents ayant entraîné une incapacité permanente partielle est totale (69 331 contre 65 951) a augmenté de 5,1 %.

La condamnation du conducteur de la SNCF
est sans précédent en France

Le trafic ferroviaire était encore perturbé mercredi matin 16 décembre, bien que les juges aient, à l'exception de la CGT, appelé à une reprise du travail. M. Daniel Saulin, le conducteur de la SNCF condamné à quatre ans de prison, dont six mois d'emprisonnement ferme, lundi 14 décembre, au tribunal correctionnel de Paris, a décidé d'attendre jusqu'à jeudi après-midi, 17 décembre, avant d'être arrêté définitivement et d'être interrogé, ou non, appel du jugement.

Le jugement de l'accident de la gare de Lyon (24 morts et 21 blessés le 27 juin 1988 à Paris) n'a pas de précédent en France : c'est la première fois qu'un agent de la SNCF est condamné à une peine de prison ferme, confirme la section nationale, la quatorzième chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné le conducteur du train à quatre ans de prison dont six mois d'emprisonnement ferme.

Ce jugement a suscité l'indignation des syndicats de la SNCF, qui, à l'exception de la CGT, avaient appelé à un mouvement de grève. Le 15 décembre, et a relancé le débat sur la sécurité au sein de l'entreprise. On attend pour le 8 février le jugement dans l'affaire de la gare de l'Est, où un accident avait fait six morts et soixante-six blessés le 4 mai 1988. Quinze mois de prison avec sursis ont été infligés pour « erreur humaine » contre le conducteur du train impliqué dans la catastrophe.

Dans les cas d'accidents ferroviaires, la responsabilité pénale qui peut être établie, personnelle et directe, se limite à la faute du conducteur. Il n'y a pas de responsabilité pénale des entreprises, on ne peut pas leur reprocher de ne pas avoir pris les mesures nécessaires. Cette dernière peut être reconnue civilement responsable, ce qui permet d'indemniser les victimes.

Ces limites expliquent le sentiment des cheministes de la SNCF que les juges ont été « trop faciles » avec le conducteur. Les cheministes ont alors les dirigeants de l'entreprise ne seraient pas inquiétés. Le nouveau code pénal mettra un terme à ces limites puisqu'il permettra de rechercher la responsabilité pénale des entreprises, notamment au cas d'accidents. Dans le passé, les juges ont entraîné que des peines de prison dont on ne parle plus dans la hiérarchie de la SNCF.

Démissions
de présidents

En revanche, deux présidents de conseil d'administration de la SNCF ont démissionné à la suite d'accidents graves. La catastrophe la plus ancienne, qui est une des plus meurtrières de l'histoire des chemins de fer français (108 morts et 102 blessés), s'est produite à Vézère (Aisne) le 14 juin 1972. Deux trains se sont percutés les éboulements provoquant l'effondrement d'un tunnel. Les peines ne dépassaient pas un an de prison avec sursis ou un an de prison lors annulations par la loi de juillet 1988.

En 1985, deux catastrophes ferroviaires qui s'étaient produites en août à Flaujac (Lot) (33 morts et 120 blessés) et à Argenton-sur-Creuse (Indre) (43 morts, 37 blessés) avaient été suivies par la démission du président de la SNCF de l'époque, M. André Chadeau. Le jugement de l'accident de Flaujac, annulé depuis lors, avait entraîné des peines de principe qui s'expliquaient par des attitudes jugées « humaines » pour la SNCF.

Le tribunal de grande instance de Caen avait estimé que le comportement des dirigeants en cause « relevait plus de la faute que de la négligence » et que la SNCF, qui est une entreprise de droit public, ne peut pas être poursuivie en responsabilité pénale. Le tribunal a donc annulé les peines de prison avec sursis infligées aux dirigeants de la SNCF.

De même, l'accident d'Argenton-sur-Creuse, la responsabilité de l'agent condamné puis annulé avait été relativisée. Avant le

départ du train, « l'exécution de toutes les opérations réglementaires prévues pour la prise de service » avait été faite deux fois plus de cinq minutes avant le départ réglementaire imparti.

La complexité de la signalisation aux chemins de fer a été également invoquée. Par conséquent, les juges ont conclu que « quelle que soit la gravité de l'accident, il ne faut pas en tirer des conclusions qui entraînent la responsabilité pénale des dirigeants de la SNCF ».

En 1988, deux autres accidents entraînant la démission du président de la SNCF, M. Philippe Rouvillois. Il s'agit de la catastrophe de la gare de l'Est. L'ensemble des condamnations antérieures à 1988 ont depuis lors fait l'objet d'une amnistie. En novembre de la même année, un accident à Ay avait causé la mort de neuf personnes et fait trois blessés. Le tribunal correctionnel de Reims a condamné en février 1993 à deux mois d'emprisonnement avec sursis les deux cheministes reconnus coupables d'erreurs involontaires.

Après l'accident de la catastrophe de la gare de l'Est, M. Rouvillois, président de la SNCF, avait déclaré dans son discours du 9 novembre 1988 : « Qu'il y ait erreur humaine ne change rien. Notre entreprise est responsable de ce qui s'est passé, ses règles, ses règlements et son fonctionnement ont été remis en cause et il faut y remédier ».

La condamnation du conducteur de l'origine de l'accident de la gare de Lyon est une première en France. En Grande-Bretagne, la catastrophe de Purley, survenue en mars 1989, a entraîné la condamnation du chauffeur du train à dix-huit mois de prison avec sursis. En Allemagne, des agents de la Bundesbahn ont été condamnés à une peine de prison ferme en 1988.

MARTINE LARONCHE

La phase ultime de l'Uruguay Round

Paris éprouve des difficultés à retarder
la confirmation de l'accord agricole CEE-Etats-Unis

Les ministres de l'agriculture Douze ont examiné, mardi 15 décembre à Bruxelles, le sort d'un accord agricole conclu le 13 novembre à Washington entre la Commission européenne et les Etats-Unis. Ils ont continué à négocier sur une base à Genève avec les autres parties contractantes du GATT ou fait-il que les Douze aient terminé leur accord sur la compatibilité de l'accord avec la réforme de la politique agricole commune (PAC) ? Sur ce point, les Français se heurtent surtout à la situation demeure quelque peu confuse, M. Jean-Pierre Soisson, ministre de l'agriculture, n'a pas encore l'appui de quelques délégations, à approuver un accord de conclusions préparé par la présidence anglaise.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

M. Ray MacSharry, commissaire chargé des affaires agricoles, continue à affirmer que le préaccord de Washington est compatible avec la réforme de la politique agricole commune. M. Soisson le conteste, pose des questions supplémentaires à la Commission et met l'accent sur un aspect de l'accord, à savoir l'accès au marché, c'est-à-dire l'obligation pour les parties contractantes d'importer l'équivalent de 3 % à 5 % de leur consommation de produits agricoles. M. Soisson s'interroge sur la manière dont s'appliquera cette contrainte à la CEE.

Les Etats-Unis acceptent la possibilité de s'acquiescer par

engagement par grandes catégories de produits (céréales, viandes...). Mais, ajoute le ministre français, il est évident que l'accord ne peut pas porter sur une spécificité, s'appliquant à chaque produit pris individuellement. L'exercice sera beaucoup plus complexe pour les producteurs européens. « A titre indicatif, un raisonnement viande par viande conduirait à un accès minimum de plus de 500 tonnes de viande porcine », a-t-il fait valoir. Une perspective évidemment peu rassurante pour les producteurs européens.

M. Soisson a souligné à un titre important, il est évident qu'effectivement Américains et Européens ont une interprétation différente de ce que signifie l'accord. Vouloir se prémunir contre d'autres déceptions de ce type, M. Soisson suggère donc de poursuivre ces investigations sur l'impact du préaccord.

Plusieurs autres Etats membres (les Italiens, les Espagnols), mais aussi inquiets, croient également nécessaire d'y regarder de plus près. Mais ils n'en estiment pas pour autant que l'accord est incompatible avec la réforme de la PAC. Ils ne s'opposent pas pour autant à la mise en œuvre officielle de l'accord avec les autres parties du GATT. Leur souci est d'éviter que le long processus de négociation de la CEE n'entraîne Washington à ne pas faire ressurgir la menace d'une guerre commerciale.

Une autre question n'est pas tranchée. M. David Curry, le secrétaire d'Etat à l'Agriculture britannique, a expliqué en substance, mardi, qu'il ne faut pas considérer ce problème de la compatibilité de l'accord avec la réforme de la PAC trop rigide, que celle-ci n'était pas intangible, que pour certains produits, telle la viande bovine, elle était notoirement insuffisante, même, pour d'autres (fruits et légumes) par

exemple) inexistant. De cette réflexion, il ressortait un texte préparé par la présidence britannique expliquant qu'il fallait continuer à négocier sur l'agriculture à Genève — où le texte du compromis de Washington pourrait être déposé dès le 16 décembre — et que, à l'issue de pourparlers, on

examinerait les conséquences sur la PAC, le sous-entendu, on amènerait celle-ci pour l'adapter aux résultats de la négociation. Une démarche qui n'est pas opposée.

PHILIPPE LEMAITRE

L'Europe et la télévision haute définition

Les Britanniques rejettent l'idée
d'une aide à la norme D2 MACBRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Pour la première fois en un mois, les Britanniques se sont opposés à l'adoption d'un plan d'action communautaire visant la promotion de la télévision haute définition (HDTV) en 1994. Les raisons de l'opposition anglaise sont technologiques : ils croient de moins en moins à la norme européenne D2 MAC (norme intermédiaire vers la télévision haute définition développée par Philips et Philips), mais que les travaux de mise au point d'une norme pleinement numérique n'ont pas avancé. Les Britanniques ont la promotion de la norme PAL, mais la promotion commerciale de D2 MAC.

Les Français, la critique n'est pas recevable : il est vrai que dans l'état actuel de la technologie, seule la norme D2 MAC permet d'utiliser le format 16/9, mais le plan communautaire prévoit que d'autres technologies, telle la norme PAL+, pourront bénéficier de l'aide communautaire dès lors qu'elles seraient en mesure d'être commercialisées en 1994.

Les raisons de l'opposition anglaise sont technologiques : ils croient de moins en moins à la norme européenne D2 MAC (norme intermédiaire vers la télévision haute définition développée par Philips et Philips), mais que les travaux de mise au point d'une norme pleinement numérique n'ont pas avancé. Les Britanniques ont la promotion de la norme PAL, mais la promotion commerciale de D2 MAC.

Les Français, la critique n'est pas recevable : il est vrai que dans l'état actuel de la technologie, seule la norme D2 MAC permet d'utiliser le format 16/9, mais le plan communautaire prévoit que d'autres technologies, telle la norme PAL+, pourront bénéficier de l'aide communautaire dès lors qu'elles seraient en mesure d'être commercialisées en 1994.

« La bataille n'est pas perdue, loin de là, le débat devient maintenant politique », a estimé M. Zuccarelli. Les Onze ont invité les ministres des affaires étrangères à inscrire le dossier à l'ordre du jour de leur réunion du 15 décembre.

Ph. L.

La crise de l'informatique mondiale

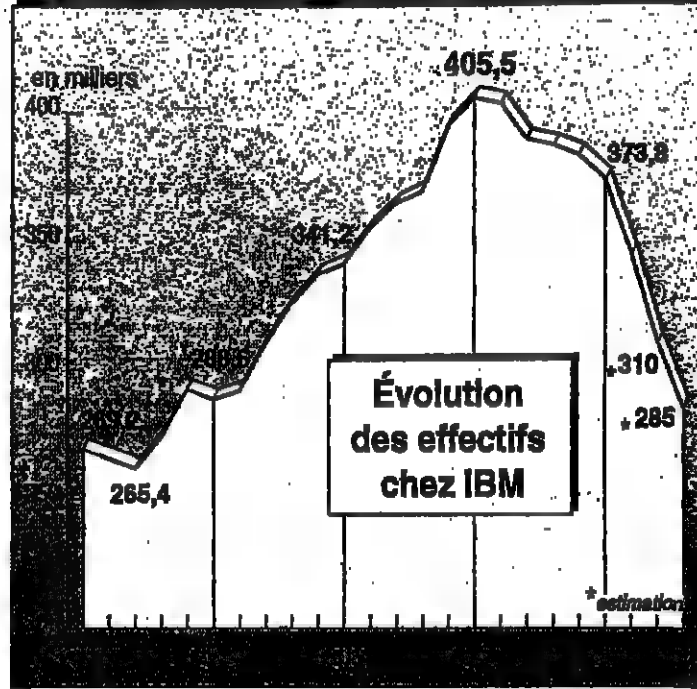
IBM annonce
25 000 suppressions d'emplois
supplémentaires pour 1993

Engagée, comme l'ensemble du secteur informatique, dans une course aux gains de productivité, IBM a procédé à 25 000 suppressions d'emplois supplémentaires en 1992, après avoir réduit à 40 000 ses effectifs totaux en 1992. Cela fait une moyenne de 1 000 par an, soit l'équivalent des effectifs mondiaux du groupe Bull.

Les suppressions spectaculaires de suppressions d'emplois annoncées par IBM ont été prises à l'issue d'un conseil d'administration

pour couvrir le coût d'effectifs et de l'abandon de tâches actives.

En un mot, l'« épuratoire » continue. Sans qu'il soit possible d'en prévoir une pause prochaine. Pour la première fois, l'histoire du groupe, le président d'IBM, M. John Akers, évoquant mardi 15 décembre la possibilité de licenciements en 1993, si les départs volontaires et le non-renouvellement des salariés mis en retraite n'allaient pas les faire suffisamment. Pour le président, IBM pourrait réduire sa dividende. Cette nouvelle a violemment ému Wall



Street, le titre IBM perdant 6,75 dollars, soit 11 % de sa valeur, en une seule séance mardi au New York Stock Exchange, et atteignant à 56,125 dollars son plus bas niveau en dix ans.

IBM a annoncé l'intention de réduire de 1 milliard de dollars ses dépenses de recherche et d'un montant équivalent ses frais généraux. Trois unités sont particulièrement touchées : Enterprise System, responsable de l'ensemble des ordinateurs, Technology Products, qui développe les composants et Adstar, qui produit des disques magnétiques. Parallèlement, IBM accélère son redéploiement vers les logiciels, les réseaux, la multimédia et les services.

La logique
du plan Akers

IBM poursuit donc, en l'intensifiant, la logique du plan Akers. En décembre 1991, le président du groupe avait lancé un plan visant à redonner agilité et souplesse à un groupe trop lourd pour s'adapter aux évolutions de plus en plus rapides de l'industrie informatique. Les unités à forte croissance, les mini-ordinateurs, les logiciels, les réseaux, la multimédia et les services.

La guerre des prix fait rage. Et IBM semble s'être engagé dans un processus sans fin de rattrapage, qui, s'il permet de protéger les performances financières du groupe, ne lui permet pas pour autant de reprendre l'initiative. Les gains de productivité nécessaires à l'industrie ne sont plus atteints par un acteur leader, mais par les « coups » réalisés, tour à tour, par les constructeurs qui se battent pour leur survie. C'est comme une course de crickets qui serait devenue folle, à la suite d'une catastrophe, d'un accident climatique. On ne semble pas vouloir l'arrêter, à part, peut-être, un choc qui ramène les choses à la normale. Comment, on, mardi soir, un peu traumatisé, au siège d'IBM France, les salariés, le redéploiement des unités en forte croissance ne permet pas encore de compenser l'érosion des positions dans le hardware, le cœur de métier du groupe.

Les dirigeants d'IBM Corp n'ont pas donné de précisions sur la façon dont les économies à réaliser sur les unités à forte croissance, les logiciels, les réseaux, la multimédia et les services, les unités à forte croissance, les logiciels, les réseaux, la multimédia et les services.

CAROLINE MONNOT

Publicité pour EUREBIL CAPITALIS, un service de gestion de portefeuille. Le texte annonce une offre de 100 millions de francs et mentionne des investisseurs comme la Caisse d'Allocations Familiales et la Caisse d'Allocations Familiales. Le logo EUREBIL CAPITALIS est visible en haut à droite.

ÉCONOMIE

Selon un rapport de l'inspection des finances sur la « crise » du cinéma

Les producteurs de films ne se soucient pas assez du public

Après une large consultation des professionnels, l'inspection des finances vient de remettre un rapport sur la crise du cinéma. Leur constat est sans appel : il n'y a pas une crise financière, mais un divorce culturel. Les producteurs ne se soucient pas assez du public.

Le cinéma français en crise... L'antenne du monde vécue que le cinéma lui-même, une industrie ayant toujours eu le sentiment de vivre chaque jour sa dernière heure. Le cinéma français trait-il bien ? Non plus. Deux inspecteurs des finances, MM. Jean-Paul Cuzel et Christian Caput, viennent de remettre à M. Jean Lang, ministre de l'éducation nationale, de la culture et de la communication, un rapport sur les propositions de mesures destinées à sortir le septième art de la position paradoxale qu'il occupe aujourd'hui.

Alors que les pouvoirs publics ont mis en place des mécanismes de soutien qui fonctionnent à plein régime, le nombre de films produits chaque année a diminué de moitié (105 films par an au lieu de 210 en 1982). Les spectateurs boude. En 1991, le cinéma français a perdu les deux tiers de son audience en salle : le marché de la vidéo, les films tricolores ont représenté que 20 % des recettes.

Deux types de responsabilités

Quant à l'exportation, les recettes, qui atteignaient 413 millions de francs en 1985, sont tombées à 312 millions en 1991. Pire que tout, le film français à la télévision a stérorisé : en 1992, sur les quinze meilleures chaînes, huit sont allées à des films étrangers (américains, japonais, anglais, etc.). Bref, si il y a, elle résulte d'abord d'un divorce entre les productions et les attentes du public.

Au-delà de ces constatations, le rapport des inspecteurs des finances met en évidence deux types de responsabilités : celle de l'Etat mais aussi celle des producteurs. Le premier a été le plus assujéti, les chaînes de télévision au régime de l'industrialisation cinématographique (422 millions de francs en 1991). L'obligation de ces mêmes chaînes de consacrer une part de leur budget à la production de films a été pré-achetée de films, soit Canal Plus, principal diffuseur de films français, et le dernier (le Monde) 13-14 décembre) une parafiscale sur les ventes vidéo. Agissant ainsi à l'insu des producteurs, le politique a créé une situation paradoxale : la déconcession des producteurs, ce qui doit leur permettre de faire référence, à leur cinéma.

C'est pourquoi, l'inspection des finances a eu « deux défauts majeurs » : les coûts de production sans rapport avec les perspectives d'amortissement, et une part des producteurs en conclusion qu'ils pouvaient se désintéresser des résultats de leurs films, tant que le système leur permettait de se préfinancer. L'inflation a

fait le prix de revient moyen d'un film a été multiplié par trois en dix ans) à nouveau été le fait des producteurs désargentés, désireux d'augmenter leurs recettes en augmentant un peu plus les prix. Quant aux chaînes de télévision, dont l'obligation a été citée comme la première mesure de soutien du cinéma français, il n'y a pas un caractère « spéculatif » dans la mesure où « plus un comédien français a de succès, plus il attire son public en public en salle significative ».

Concernant le plan financier de la production, les producteurs ont pu se désintéresser de l'amortissement de leurs films. En 1991, les recettes des films français en salles couvraient 83 % du budget d'un film, en 1992, les recettes des films français en salles couvraient 74 % du budget d'un film. Rien d'étonnant si un film ne s'amortit plus aujourd'hui qu'à l'époque où les producteurs ne se soucient pas de la chaîne hertzienne, mais de son environnement après sa sortie en salle. Cet écartement des recettes dans le temps crée un « déficit » qui doit être intégré dans le budget de production.

Le prix de revient moyen d'un film a été multiplié par trois en dix ans) à nouveau été le fait des producteurs désargentés, désireux d'augmenter leurs recettes en augmentant un peu plus les prix. Quant aux chaînes de télévision, dont l'obligation a été citée comme la première mesure de soutien du cinéma français, il n'y a pas un caractère « spéculatif » dans la mesure où « plus un comédien français a de succès, plus il attire son public en public en salle significative ».

Trois catégories de films

Les grands films, dont le budget dépasse les 100 millions de francs, sont, en revanche, très rentables. Même en cas de succès, il ne faut pas au-delà de 3 millions de francs pour prétendre à un amortissement rapide. En cas d'échec, le budget est amorti par la chaîne hertzienne. Les films de moyenne gamme, dont le budget est compris entre 50 et 100 millions de francs, sont en perte de rentabilité. Les petits films, dont le budget est inférieur à 50 millions de francs, sont en perte de rentabilité.

Les principales propositions

Voici les principales propositions formulées par les auteurs du rapport remis à M. Lang :

- Inciter les producteurs à la promotion de leurs films dans le plan de développement de la culture.
- Accroître l'aide au développement des films par les entreprises plutôt que par le projet.
- Réserver l'avance sur recettes aux films à petit budget.
- Fixer le neuf mois le délai de sortie d'un film en vidéo.
- Réduire le trente mois le délai de diffusion d'un film par les chaînes hertziennes.
- Mettre le Centre national du cinéma (CNC) en position de contrôler les devis.

YVES MAMOU

Le CNPF s'oppose à une remise en question de la politique monétaire de M. Bérégovoy

Nouvel accès de faiblesse du franc

La journée du 15 décembre s'est terminée sur une nouvelle révélation : la Banque de France, contrainte d'intervenir, de concert avec la Bundesbank, pour défendre la parité de la monnaie française. Tout comme fut le cas à plusieurs reprises, notamment vendredi 11 décembre, l'institut d'émission français est intervenu pour défendre le franc. Le cours du franc a approché le cours de 3,4180 francs. Le mécanisme de change du SME autorise une progression du franc jusqu'à 3,4305 francs, mais compte tenu du climat très spéculatif, les banques centrales interviennent pour maintenir bien avant ces niveaux.

Mercredi 16 décembre au matin, le marché avait retrouvé un peu de calme, même si le mark se négociait au-dessus de 3,4150 francs. Les taux d'intérêt à court terme demeuraient très tendus : celui de l'argent au jour le jour franchissait la barre de 10 %, tandis que les taux d'intérêt à trois mois avoisinaient 11 %.

Mal remis de la crise monétaire de septembre, un fait perceptible depuis la mise en flottement de la couronne suédoise, le 19 novembre, puis de la couronne norvégienne, le 10 décembre, le franc est régulièrement victime de crises de confiance.

de la part des investisseurs internationaux. En fin d'année, les fluctuations de valeur de l'argent plus fortes que le volume des transactions se réduisent.

L'incertitude qui prévaut quant à l'avenir du système monétaire européen (SME) et aux orientations de la politique monétaire du futur gouvernement français, pousse les investisseurs à arbitrer en faveur du mark. Car si le franc était dévalué après les élections législatives, ils empêcheraient des gains importants. Pourtant, lors de son assemblée générale tenue mardi 15 décembre, le CNPF a réitéré son soutien à la politique du franc fort menée par l'équipe de M. Pierre Bérégovoy. « Il n'y a aucune raison d'ajuster le change du franc vis-à-vis du mark », a déclaré M. Ernest-Antoine Solière, président de la commission économique, dans son intervention.

Jusqu'à présent, la Banque centrale allemande a honoré l'engagement, pris le 23 septembre, de défendre le cours du franc, considérant, dans le communiqué publié à l'époque, que « les conditions actuelles du franc et du mark reflètent correctement la situation réelle de leurs économies ».

F. L.

ÉTRANGER

Selon la présidente de la Treuhand

L'extrême droite allemande inquiète les investisseurs étrangers

Les investisseurs étrangers s'inquiètent de la montée de l'extrême droite en Allemagne, a indiqué M. Brigitte Breuer, qui préside la Treuhand, l'office chargé de la privatisation des firmes de l'ex-RDA. Les délégués de son organisation dans les capitales étrangères doivent répondre à « des coups de question », a-t-elle déclaré.

Les interrogations se font jour surtout aux États-Unis. Ainsi, selon la Frankfurter Allgemeine Zeitung du 13 décembre, deux responsables d'un fonds de pension de la ville de New York, qui a investi 265 millions de dollars dans des valeurs allemandes, dont 110 millions en valeurs d'Etat, ont écrit au chancelier Kohl pour le menacer de retirer les fonds. Il semble aussi que les grandes banques japonaises soient tentées d'accroître les niveaux de garanties qu'elles exigent pour les investissements en Allemagne.

Les étrangers représentent 14 % des investissements en Allemagne à l'Ouest et 10 % à l'Est. Les États-Unis sont les premiers investisseurs avec 2,7 milliards de deutschemarks, l'an passé, devant la France. (Correspondant)

AÉRONAUTIQUE

Malgré la récession mondiale

Une compagnie américaine de location-vente commande 107 avions dont 28 Airbus

International Lease Finance Corp (ILFC), une société américaine de location-vente d'avions, a annoncé, mardi 15 décembre, une commande de 107 appareils pour un montant total de 4,1 milliards de dollars (22,7 milliards de francs), dont 28 Airbus et 53 Boeing.

ILFC a aussi placé 25 options sur 17 Boeing et 8 Airbus, ce qui représente un montant potentiel de commandes supplémentaires de quelque 1,5 milliard de dollars.

Ces commandes viennent à point pour les deux premiers constructeurs mondiaux au moment où les compagnies aériennes, en plein marasme, reportent ou annulent leurs commandes : United Airlines (UAL), premier client de Boeing, a annoncé des réductions importantes de ses commandes ; Northwest Airlines a annoncé l'annulation de 3,5 milliards de dollars de commandes (75 appareils) au consortium européen Airbus.

On précise chez Airbus que ILFC est une « compagnie très sérieuse qui est cliente du consortium européen depuis 1987, avec l'achat de 11 appareils ».

La Chine va réduire ses importations de l'importation. La Chine va diminuer ses importations de l'importation de plus de 300 produits, dont 7,3 % en moyenne le mouvement de réduction le plus important jamais décidé par Pékin, a rapporté mardi 15 décembre l'agence de presse officielle Chine nouvelle. Les importations qui devaient entrer en vigueur à partir du 31 décembre, « ont pour objectif de conformer les règles du commerce aux conventions internationales GATT », que la Chine espère prochainement réintégrer. Elle a fait pour cela un balai de 15 % le niveau général de ses importations.

IMMOBILIER

M. Sapin rejette les propositions des assureurs

On ne peut pas dire que les propositions des compagnies d'assurances soient faibles à la crise de l'immobilier de l'automne 1992 soient reçues avec enthousiasme par les pouvoirs publics. Répondant, le 15 décembre, à la clôture des « Entretiens » de l'assurance, les suggestions de l'assurance de ce même colloque, M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, leur a opposé une fin de non-recevoir. « La création d'un plan d'épargne immobilière ferait très largement double emploi avec des dispositions existantes, et la mise en condition d'achat d'une mise en œuvre complexe », a notamment déclaré le ministre.

Les pouvoirs publics devraient annoncer dans les prochains jours un certain nombre de mesures, mais qui devraient viser à soutenir le secteur du bâtiment.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ECUREUIL CAPITALISATION

SICAV OBLIGATIONS FRANCE AISEES pour la valorisation d'un capital à long terme

CLOTURE DE L'EXERCICE COMPTABLE 1991-1992

Le Conseil d'administration de la Sicav, réuni le 6 novembre 1992, a approuvé la présidence de M. Jean-Pierre Lafaurie, a approuvé les comptes de l'exercice social clos le 30 septembre 1992. Il sera présenté à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui tiendra le 22 janvier 1993.

Conformément aux statuts, il sera proposé à l'assemblée de capitaliser les revenus distribuables de l'exercice.

PERFORMANCES AU 30.09.1992

	sur 1 an	sur 3 ans
Ecureuil Capitalisation	+7,61 %	+27,41 %
Moyenne la catégorie (Europeperformance)	+7,75 %	+25,26 %

Valeur de l'action au 30.09.92 : 2 585,64 F.

ORIENTATION DES PLACEMENTS

Capitalisation sur une Sicav d'obligations françaises. Elle convient à la personne souhaitant valoriser un capital moyen/long et profiter des avantages fiscaux de la capitalisation.



Sicav gérée par Ecureuil Gestion - Filiale des Caisse d'Épargne et de Prévoyance et de la Caisse des Dépôts et Consignations.

CAISSE D'ÉPARGNE

DANS UN MONDE OÙ TOUT EST STANDARDISÉ, NOUS INVENTONS LE SUR-MESURE.

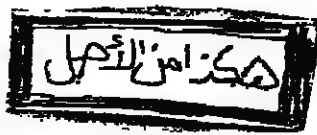
Le Réseau Eurisys conçoit et met en œuvre une solution dimensionnée à votre projet, quelle qu'en soit la taille. Le Réseau Eurisys accompagne votre projet, depuis l'expression des besoins jusqu'à l'assistance à l'exploitation. Dans le monde, il rassemble cinq mille personnes au sein de pôles d'activités complémentaires : conseil, ingénierie, informatique, mécanique, maintenance, documentation, essais, assistance technique.

EURISYS

INGENIERIE ET SERVICES

C'est parce que nous sommes plusieurs que nous sommes unique.

14-25, PLACE GEORGES-POMPIDOU, MONTROUGE-LEZ-PARIS (92) SAINT-QUENTIN-EN-YVELLINES (77) TEL. 01 55 51 51 51



Le Monde

REPRODUCTION INTERDITE

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

3^e arrdt
MARSAIS
Sur verdu, 60 m², long + 2 ch.
Rénovation standing, 3^e ét. sec.
Prix: 1 500 000 F.
Tél.: (1) 48-04-94-30

4^e arrdt
4 AU CŒUR DU VILLAGE
ST-LOUIS-EN-L'ÎLE
Imm. avec 2 ch. indép. superbe
duplex 82 m², luxueux, calme,
cave, piscine, 45-24-63-65.
le soir à part de 21 h et
week-end 42-43-55-94.

5^e arrdt
CENSIER 4 P.
LUXEMBOURG BEAU 8 P
115 m², parc, bois, s. d'eau,
dressing, nombreux rangements.
Tél.: (1) 48-81-21-82 (jour et WD)

15^e arrdt
M^e CAMBONNE 885 000 F
Dans imm. p. de tal. BEAU 2 P
et ch. indép. 45-24-63-65.
NIVE GAUCHE: 45-66-43-43

16^e arrdt
AVENUE JENA
Où stand, 350 m² + serv.
à l'usage de bureaux.
42-86-33-83

17^e arrdt
JARDIN RANGLAGH
App. de réception, ancien
2 chères 120 m² env.
Tél.: (1) 48-81-21-82 (jour et WD)

92
Hauts-de-Seine
A VENDRE BOULOGNE
Rue calme et résidentielle.
App. 3 PCEs, 48 m² env.
Cave, parking fermé.
S'adresser M^e GAUMONDE,
notaire à Boulogne (16)
Tél. 54-78-58-90

ASNIÈRES MAIRIE
Séjour, route
d'élégance, 150 m² et 50 m²
garantie locative et
garantie de 20 000 F
à partir de 440 000 F

CABINET EDGAR QUINET
SOTRAFIM
43-33-15-04

6^e arrdt
M^e VANEAU 2 PCEs
RUE D'ORLÈANS
CHIFFONNIER, 100 m², 100 m²
env. 340 000 F + CASSI.
NIVE GAUCHE: 45-66-43-43

7^e arrdt
CHAMPS DE MARS
LUXEMBOURG BEAU 8 P
115 m², parc, bois, s. d'eau,
dressing, nombreux rangements.
Tél.: (1) 48-81-21-82 (jour et WD)

93
Saint-Denis
Part. v. à Neuilly-sur-Seine
10 m de la gare de l'Est, rue
P2, 55 m², 55 m² rés. priv. et
cette belle et neuve, 1^{er} ét.
phone, garage, cave, 45-24-63-65.
Tél. 48-81-21-82, sp. 20 h

95
Val-d'Oise
88-81 CUREN L'AUMONNE
cette ville, tous comm.
projeté 2 garages, 100 m²
110 m² + 100 m² + 100 m²
Notaire: 42-60-63-97

non meublées
demandes
Paris
EMBAISSY SERVICE
recherche APPARTS
DE GRANDE CLASSE
VUES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
Tél.: (1) 45-62-30-00

UNIVERSITAIRE
Un 3 p. très calme, clair, l'air
raisonnable, 4, 5, 6,
13^e arrdt, 45-24-63-65.
Tél.: 42-78-30-30 (épist.)

pavillons
VENDS MAFFIERS (95)
20 m Carré - 23 m Parc
PAVILLON TRADITIONNEL
6 PIÈCES - 100 m² habit.
Compartiment:
R.-d.-ch.: 1 ent., s. de bns,
wc, 2 ch. v. placards, cuis.
60 chène, double living avec
cheminée, terrasse.
1^{er} étage: 2 ch. + combles
aménag. (possib. 1 pièce).
S'agit d'un 1^{er} venant.
Superficie totale: 700 m².
Pensez à visiter.
Prix: 980 000 F.
Tél.: 34-73-98-40

8^e arrdt
M^e VANEAU 2 PCEs
RUE D'ORLÈANS
CHIFFONNIER, 100 m², 100 m²
env. 340 000 F + CASSI.
NIVE GAUCHE: 45-66-43-43

9^e arrdt
M^e VANEAU 2 PCEs
RUE D'ORLÈANS
CHIFFONNIER, 100 m², 100 m²
env. 340 000 F + CASSI.
NIVE GAUCHE: 45-66-43-43

18^e arrdt
5 PIÈCES 150 m²
Imm. 115 m² L.V.
2 chères, bur. Dans imm. de
100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

19^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

locations
meublées
offres
Paris
BEN MEUBLES 2^e ét.
s/cour, Kitchen équipée, gde
s. de bns, 4-400 C.C.
CASSI. R.S. 45-66-43-43

locations
non meublées
offres
Paris
11^e BASTILLE BEAU 5 P.
JARDIN PLEIN SUD
Balcons, Ascens. Cuv.
Parking, C.C. 750 C.C.
Tél.: 42-60-63-97

20^e arrdt
EXCEPTIONNEL
à 300 m place Gambetta,
dans résidence très calme
dormant sur jardin intérieur,
grande appartenance neuve
de 170 m² L.V.
Tél.: 42-60-63-97

21^e arrdt
RUE DE BAGNOLET
2/3 pièces, neuve,
jardins, 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

22^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

23^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

24^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

25^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

26^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

27^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

28^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

29^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

30^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

31^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

32^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

33^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

34^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

35^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

36^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

37^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

38^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

39^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

40^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

41^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

42^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

43^e arrdt
MONTMARTRE, BEAU 5 P.
21 m² au 1^{er} étage, vue sur St.
Venant, imm. p. de t. 3^e et 4^e
ét. 100 m², 100 m², 100 m²
Tél.: 42-60-63-97

LE MONDE DES CARRIÈRES

COLLABORATEUR
Jeune femme en anglais
ou technique supérieure du
bâtiment, quelques
années d'expérience
en région parisienne.
Envoyer CV
et prétentions à:
M^e YVES TREPOUR
42, rue des Martyrs-de-la-
Libération
CONFLANS-SAINTE-HONORINE

ASSISTANT(E) JURIDIQUE
Droit
Quelques années
d'expérience
Envoyer
CV, photo et
prétentions à:
M^e YVES TREPOUR
42, rue des Martyrs-de-la-
Libération
CONFLANS-SAINTE-HONORINE

STÉ DE FORMATION
DES COMMERCIAUX
de tout niveau
Rémunération motivante.
Tél. 40-18-03-09

VERITABLE OPPORTUNITÉ
GROUPEMENT D'INTERET
ECONOMIQUE
diffusant des produits
performants
RECHERCHE
PARTENAIRES (M/F)
Pour développer un réseau
indépendant, France et étranger.
Idée prêt, avec exp. dans la
recrutement, la formation et
l'animation.
Gains substantiels.
Envoyer au Monde Publiée
sous le 5809
15-17, r. du Col.-P.-Ave
75002 Paris Cedex 18
Importance sociale
croissante et formation
M^e Cédric
recherche
FORMATEURS CONSEILS
ASSURANCE QUALITE
2 certifications récentes
permanent ou vacataires.
Env. CV, photo et
prétentions à CSP
66, rue La Fayette, Paris-8

DEMANDES D'EMPLOIS

J.P. dynamique, 35 ans, comptable, 3 ans exp. 34-53-02-34.

M. 24 ans, diplômé, 1^{er} adj. communication, expériences professionnelles (USA, Allemagne), anglais courant, maîtrise de l'anglais, 20 ans d'expérience en relations publiques, agences de presse, disponibilité immédiate, contactez: M^e YVES TREPOUR, 42, rue des Martyrs-de-la-Libération, 75002 Paris. Tél.: 43-41-12-16.

J.F. 40 ans, vendeuse qualifiée en mercerie, bilingue français-anglais, 20 ans d'expérience en boutique de luxe, recherche emploi à temps partiel, laissez vos coordonnées à: M^e YVES TREPOUR, 42, rue des Martyrs-de-la-Libération, 75002 Paris. Tél.: 43-41-12-16.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs:
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

TECHNICIEN ELECTRONICIEN - 39 ans - Formation CNAM - 1U fonction réussie dans production installation, maintenance, électromécanique, bloc opératoire, radiologie polyvalence commerciale, encadrement - parfaite connaissance technique.
ETUDE: propositions pour postes de technicien commercial (Section BCO/JC 2340).
DIRECTEUR MARKETING ET VENTES - DG - PME - HEC/CFA - 38 ans - anglais, allemand - 20 ans d'expérience: banque, édition, produits prof., grande public, CEE, du Sud-Est.
OFFRE: maturité prof., expertise marketing, pratique de la direction hommes, management financier au service d'une ou de plusieurs filiales, et animer son développement - Temps partagé accepté (Section BCO/JC 2341).
ASSISTANT DE DIRECTION - 45 ans - Organisation réunions, séminaires - interface clients internes/externes, gestion RDV planning (direction générale, commerciale administrative, financière) (connaissances steno TTX Word 4 - anglais).
RECHERCHE: emploi sur Paris, proche banlieue Nord-Ouest (Section BCO/JC 2342).
Allemande - 35 ans - trilingue anglais, français - diplômée - cadre assistante DG - 15 ans d'expérience de l'industrie multinationale (dont 4 ans en France) - responsable de gestion de budget - d'animation de délégués commerciaux, traduction, TTX Word.
RECHERCHE: poste à responsabilité dans entreprise d'environnement international à Paris, proche banlieue (Section BCO/JC 2343).
GROUPE INGENIEURS - grande expérience industries cellulose et papiers.
SOUHAITENT: prendre en charge des études, coordination et supervision de projets tels que: amélioration de production, modification d'installations existantes, étude réaménagement ateliers, préparation et machine à papier, étude et installation ateliers de décoration de finition et transformation (Section BCO/JC 2344).
CADRE SUPERIEUR administrateur civil - disponible à mi-temps.
PROPOSE: une entreprise de tourisme social (idéale pour les jeunes) la réalisation d'un projet porteur sur l'Afrique (Section BCO/JC 2345).
H. CADRE - 35 ans - Solides connaissances droit immobilier et droit des assurances - 15 ans d'expérience dans la négociation, suivi affaires, instructions dossiers, procédure, tenue CEE, des assemblées - copropriétés - Exo charges + prime (Section BCO/JC 2346).
DIRECTEUR d'une grande Sté. de services internationaux - 39 ans - Trilingue - responsable de marketing - grande expérience commerciale, des créations d'équipes et de gestion des affaires de profit - logistique intégrée - Excellentes connaissances marketing direct et VPC - longue pratique de la vente aux entreprises.
RECHERCHE: direction générale, ventes, marketing (Section BCO/JC 2347).
INGENIEUR CENTRALE PARIS - MIA Stanford - 44 ans - Bilingue.
OFFRE: compétences opérationnelles en développement international et en management de centres de profit: négociations, animation d'équipes, technique et gestion - mobile en France - 1^{er} étranger (Section BCO/JC 2348).
J. F. - 35 ans - bilingue anglais - bonne maîtrise de l'informatique - dynamique - expérience en gestion, coordination et en secrétariat, suivi de clientèle.
RECHERCHE: poste d'assistante emploi stable - Paris - R.P. (Section BCO/JC 2349).
PROFESSIONNEL VENTE PRODUITS INDUSTRIELS hauts niveaux - bilingue anglais 28 ans d'expérience milieu industriel sidérurgie, métallurgie, non ferreux, céram, réfract, chimie, pétrole, - animateur équipe, formation, motivation, force de vente - rompu négociation grands comptes - goût du challenge, créateur centre de profit.
OFFRE: compétences à l'entreprise désirant développer nouveaux marchés - déplacements France et étranger (Section BCO/JC 2350).
ASSISTANTE DE DIRECTION - 32 ans - Polyvalente - très grande expérience secrétariat classique (ITX) gestion du personnel, secrétaire commerciale (facturation), Relance clients - notion comptabilité.
RECHERCHE: poste sur Paris - région sud-est de la France (conservation charges possible) (Section BCO/JC 2351).

ANPE
ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER:
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél.: 42-85-44-40. 27.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

PHENIX GESTION

vacances
tourisme
Hôtel résidence Anglet.
70 ans, TV satel, tal.
direct, pcc, tennis, piscine, golf.
Rég. aquaparc, hammam, sauna,
s. muscul., rest. bar. Tél.
Fax: 59-63-58-19.
Boîtes étapes: 250 F.

SKI DE FOND
Hauts de la Vierge 3 h de Paris
Vous et votre famille dans une
maison de 180 m², 180 m², 180 m²
composée de 10 pièces, 10 pièces,
rénovée, chaudière 2 personnes
avec s. de bns, wc. Ambiance
conviviale, détente, repos.
Accès 14 pers. max., tables
d'hôte. Cuisine équipée (produits
marqués et pain fait au four à
bois). Pcc, rand. pédestre,
piscine à glace, sauna, VTT. Par-
cours complet + ven + matériel de
ski + accompagnement 2 400 F à
3 000 F par semaine.
Personnel et renseignements
Tél.: 42-60-63-97
LE CHATELAIN
La Chapelle - 93500 MONTREUIL

automobiles
de 7 à 12 CV
A VENDRE
GOLF GTI M. 1100 cc
gros moteur, 1100 cc
dés. 1 000 F
42-33-81-49, poste 243

LA FRANCE

CIGIT

مركز النصح

IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Jeudi 17 décembre 1992 11

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			16^e ARRONDISSEMENT			92 HAUTS-DE-SEINE		
5^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 76 m², balcon.	12, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	10 340 + 1 263 8 594	PAVILLON 4 PIÈCES 115 m², R-d-J.	LONGJUMEAU 2, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	6 470 + 346 4 605
3 PIÈCES 111 m², 2 ^e ét. park., cave cuis. équipée	4, rue de la Collégiale GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	9 200 + 740 8 930	PIÈCES DUPLEX 134 m², 1 ^{er} ét. parking	4, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	11 500 + 2 467 15 025	PAVILLON 6 PIÈCES 137 m², jardin	VERRIÈRES-LE-BUISSON 1, allée des Lises SAGGEL VENDÔME - 48-08-80-38 Frais de commission	8 750 + 570 8 300
7^e ARRONDISSEMENT			5 PIÈCES 111 m², 1 ^{er} ét. parking	27/29, rue de la Montreuil AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	18 677 + 3 497 14 003	17^e ARRONDISSEMENT		
STUDIO 111 m², 1 ^{er} ét.	13, rue de la Ch.-de-Mers AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	4 650 + 595 3 640	STUDIO 111 m², 1 ^{er} ét. park.	6/10, rue de la Bourdon SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	4 800 + 928 3 458	4 PIÈCES 81 m², 1 ^{er} ét.	BOULOGNE 24, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	3 940 + 804 3 224
PIÈCES DUPLEX 141 m², 1 ^{er} ét. 2 park.	90, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 45-51-01-83 Frais de commission	18 694 + 3 270 13 303	3/4 PIÈCES 111 m², 1 ^{er} ét.	4/6, rue de la Bourdon SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44 Frais de commission	8 210 + 1 680 5 811	PIÈCES 82 m², 1 ^{er} ét. parking	BOULOGNE 33/35, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	8 200 + 1 774 5 835
4 PIÈCES 128 m², 1 ^{er} ét.	12, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	14 708 + 1 720 6 711	4 PIÈCES 81 m², 1 ^{er} ét.	10, rue de la Bourdon LOC-INTER - 47-45-16-08 Frais de commission	8 980 + 850 6 397	STUDIO 44 m², 1 ^{er} ét. park.	COURBEVOIE 3, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	3 638 + 338 2 589
8^e ARRONDISSEMENT			PIÈCES 77 m², 1 ^{er} ét. parking	75, avenue de la Bourdon CIGIMO - 40-67-34-30 Frais de commission	8 340 + 744 6 318	5 PIÈCES 133 m², 1 ^{er} ét. park., terrasse	SAINT-DENIS 6, rue de la Bourdon CIGIMO - 40-67-34-30 Frais de commission	11 250 + 1 300 8 370
2 PIÈCES 40 m², 1 ^{er} ét. 4 étages	65/67, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	4 800 + 832 3 418	18^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 77 m², 1 ^{er} ét. parking	LEVALLOIS 30, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	7 200 + 700 4 100
5 PIÈCES 166 m², 2 ^e ét.	7, avenue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	19 819 + 1 000 14 103	4 PIÈCES 107 m², 1 ^{er} ét.	175, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	5 100 + 710 3 629	6 PIÈCES DUPLEX 166 m², 6/7 ^e ét.	NEUILLY 5/7, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	15 437 + 2 200 10 985
4 PIÈCES 128 m², 2 ^e ét.	19, rue de la Bourdon LOC-INTER - 47-45-16-08 Frais de commission	16 500 + 1 575 11 430	PIÈCES 51 m², RC	175, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	6 200 + 880 4 828	2 PIÈCES 58 m², 1 ^{er} ét. parking	NEUILLY 5/7, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	6 490 + 785 357
PIÈCES 110 m², 1 ^{er} ét.	44, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	11 575 + 880 4 777	19^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 77 m², 1 ^{er} ét. parking	PUTEAUX 1, rue de la Bourdon SOLVEG - 40-67-34-30 Frais de commission	6 400 + 930 5 200
12^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 107 m², 1 ^{er} ét.	175, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	12 600 + 1 200 8 985	6 PIÈCES DUPLEX 135 m², 1 ^{er} ét. parking	PUTEAUX 2, rue de la Bourdon SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	10 650 + 1 061 7 888
2 PIÈCES 63 m², 1 ^{er} ét.	11, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	5 412 + 1 180 3 851	78 YVELINES			3/4 PIÈCES Imm. récent 88 m², 2 ^e étage parking	BUREBES 27, av. de la Bourdon SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	7 270 + 1 218 5 234
4 PIÈCES 95 m², 2 ^e ét. balcon	107, avenue de la Bourdon CIGIMO - 40-67-34-30 Honoraires de location	7 440 + 828 5 827	PAVILLON 6 PIÈCES 130 m², jardin garage	126/130, rue de la Bourdon GERER - 40-67-34-30 Frais de commission	7 500 + 680 4 275	3 PIÈCES 111 m², 1 ^{er} ét. parking	SAINT-CLOUD 1, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	10 412 + 1 642 7 409
13^e ARRONDISSEMENT			91 ESSONNE			94 VAL-DE-MARNE		
PIÈCES 54 m², 5 ^e étage parking	16, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	4 930 + 807 3 860	PAVILLON 6 PIÈCES 154 m², jardin 2 parkings	22, allée des Érables SAGGEL VENDÔME - 48-08-80-38 Frais de commission	7 700 + 541 5 544	3 PIÈCES 111 m², 1 ^{er} étage parking	VINCENNES 1, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	5 617 + 688 4 140
4 PIÈCES 93 m², 4 ^e étage parking	67, rue de la Bourdon SOLVEG - 40-67-34-30 Frais de commission	7 705 + 1 020 5 422	15^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 77 m², RC park.	VINCENNES 31, av. de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	8 084 + 758 4 328
PIÈCES 68 m², 4 ^e étage parking	11, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	6 837 + 752 4 885	4 PIÈCES 110 m², 4 ^e étage parking	69, rue de la Bourdon SOLVEG - 40-67-34-30 Frais de commission	16 825 + 1 585 10 768			
14^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 111 m², 1 ^{er} ét.	44, rue de la Bourdon LOCARE - 40-67-34-30 Frais de commission	5 700 + 808 4 978			
2 PIÈCES 48 m², 5 ^e étage parking	199/201, av. de la Bourdon LOC-INTER - 47-45-16-08 Frais de commission	5 635 + 419 4 338						
4 PIÈCES 93 m², 4 ^e étage parking	199/201, av. de la Bourdon LOC-INTER - 47-45-16-08 Frais de commission	10 737 + 788 8 190						
PIÈCES 68 m², 4 ^e étage parking	11, rue de la Bourdon AGIFRANCE - 40-67-34-30 Frais de commission	6 837 + 752 4 885						

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

PHENIX
GESTION

CIGIMO
GROUPE GTF

gerer
Le Service Immobilier

GENERALI

LOC INTER
Tél. : 01.45.19.97

AGIFRANCE
GROUPE C&S DES DÉPÔTS

LOCARE
CONSEIL EN IMMOBILIER

SOLVEG
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMOBILIER

SAGGEL
VENDÔME
GROUPE UAP

Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)

Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise

Professionnels : 46-62-73-43 - Particuliers : 46-62-72-02/46-62-73-90

nos annonceurs
les lettres qui
traversent les documents

BOURSE DU 16 DÉCEMBRE

Cours relevés à 13 h 30[illegible]**COMPTANT** (sélection)

(sélection)

SICAV (sélection)

(reflection)

15/12

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emission Prix Int.	Rachet net	VALEURS	Emission Prix Int.	Rachet net	VALEURS	Emission Prix Int.	Rachet net
Obligations																				
Emp. 100% 7 1/2 %	100 10	9 25	C.I.T. R.A. ES	2810		Prontex (CA)	381		Action	198 13	198 88	France-Région	1040 88	1010 94	Privat. Euroall...	118 88		118 88		
100% 7 1/2 %	101 06	3 04	Comapex	608		Publicis	820	814	Air-gas	7828 18	7525 17	Fruct-Associat...	37 02	37 02	Fruct-Associat...	30986 32	30986 32			
Emp. 100% 13 1/4 %	102 11	12 21	Cot Lyon Alimant...	286	286	Reichelt	118	118	Amalgam	516 87	588 71	Fruct-Cap	44 58	43 92	Proline	877 88				
100% 12 1/4 %	100	12 16	Com. M. P. M.	480	480	Reichelt	122	128	Assolac	1188 81	1188 81	Fruct-Fin	238 45	235 91	Quart...	117 78	118 11			
100% 10% 8 1/2 %	110 13	7 84	Gold. S. C. S.	340		S.A. C. S.	167 80	160	Alcat. P...	408 98	387 08	Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	684 72	684 72			
DAT 10% 5 1/2 %	108 78	8 08	Cot Unilever (CA)	612		S.A. C. S.	180		Aurac	1085 22	1024 43	Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	122 18	159 76			
DAT 5 1/2 % 12/1987	106 78	8 08	Dalme Vallée	3000		S.A. C. S.	348	348	Amaz. Bro...	173 85		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	6343 88	6343 88			
FTT 11 2 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Adm...	341 10		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Autonome In...	83		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	887 11	823 28			
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Banco Popul. Esp...	512	486	Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Blagovest	18710	18880	Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Com. P...	80	80 20	Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000	3000	S.A. C. S.	180		Cyber Corp	178		Fruct-Fin	880 78	880 78	Revalor	1137 12				
100% 10% 8 1/2 %	108 08	8 08	Dalme Vallée	3000																

PUBLICITÉ

FINANCIÈRE

Renseignements :

Marché des Changes

Marché libre de l'or	

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 16/12	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		préc.	16/12
			achat	vente				
Etats Unis (1 uch.)	5 368		51	56				
Bol.	8							
Argentine (100 dm.)	341 640		330	380			58000	57400
Bahamas (100 f.)	598		136	160			58050	67800
Pays-Bas (100 fl.)	303 800		252	312			336	336
Indes (1000 tris.)	3	3 6						
Danemark (100 kr.)	88 800		83	91				
Gde-Bretagne (1 £)	8 401		7 9	8 7				
Grèce (100 drachmes)	2 582		2 0	2 3				
Suisse (100 fr.)	388	306	366	386				
Norvège (100 kr.)	79 130		73					
Autriche (100 sch.)	48 552		45	5				
Espagne (100 pes.)	4 797		4	4				
Portugal (100 esc.)	4 201		4	4				
Croade (15 car.)	4 329		4	4				
Japon (100 yens)								
Fin (100 en barre)								
Or fin (en lingot)								
Napoléon (20 fr.)								
Pièce Fr 10 fr.								
Pièce Suisse 20 fr.								
Pièce Litone 20 fr.								
Souverain								
Pièce 20 dollars.								
1000 10 dollars.								
Pièce 5 dollars.								
500 50 pesos.								
100 florins.								

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

CULTURE

Mort de la comédienne Yolande Laffon

La comédienne Yolande Laffon, qui avait appartenu à la troupe de Louis Jouvet, est décédée mardi 15 décembre à Paris. Elle avait quatre-vingt-dix ans. Elle était la femme de Pierre Brissson, ancien directeur du Figaro.

Le 24 août 1895, Yolande Laffon n'a pas évolué entre boulevard avant-garde, passant de Lugné-Poe à Bernstein, d'Achard à Bourdet, interprétant aussi le rôle du Cyrano de Rostand à Pierre Frenay.

Avec Jouvet, elle créa en 1924

Malbrough s'en va-t-en guerre. Marcel Achard. Puis ce fut, en 1932, la Fleur du pois d'Edouard de Victor Boucher. Jouvet la rappela pour être dans la reprise d'Amphitryon 38 et pour la création de Tovaritch de Gershwine. Après la guerre, elle épousa Pierre Brissson, directeur de la Comédie-Française.

Yolande Laffon est apparue dans une vingtaine de films signés, entre autres, Robert Bresson, Jacqueline Audry, Robert Florey, Guy Lefranc.

M. Lang confirme que le budget de la danse augmentera de près de 6 % en 1993

Le ministre de l'éducation nationale a confirmé, lors d'un point de presse, le 14 décembre, que le budget de la danse restera prioritaire en 1993 : il sera de 323 millions de francs, soit une augmentation de près de 6 %. En 1992, il avait été de 305 millions de francs. M. Lang a ensuite annoncé une série de mesures en faveur de la danse, notamment l'assouplissement de la loi du 10 juillet 1985 relative au diplôme d'Etat, la création de bourses pour préparer le diplôme et son homologation au niveau d'un bac-2.

Le Centre d'information et d'orientation du danseur en pleine expansion : en 1992, il a donné lieu à 150 rendez-vous, problèmes de formation, de droits sociaux, et aussi de santé. M. Lang a affirmé la volonté de Mme Martine Aubry, ministre du travail, de faire aboutir les discussions en cours afin que soient protégés les droits des professionnels de la danse.

AUTOMOBILE

La Twingo de Renault tient ses promesses

La Twingo de Renault, présentée triomphalement au Mondial de l'automobile, a tenu ses promesses. Elle est une voiture moderne, sûre, économique, agréable à conduire. Elle a été conçue pour répondre aux besoins des jeunes et des familles. Elle est équipée de nombreux équipements de série, tels que la climatisation, la radio, les vitres teintées, etc. Elle est aussi très sûre, avec une structure renforcée et des airbags de série.

Dans le cas précis de cette petite voiture monocorpore, dont la silhouette a porté au monde entier, elle est une véritable œuvre d'art. Elle est conçue pour être agréable à conduire, avec une direction précise, une suspension souple, et un moteur puissant. Elle est aussi très économique, avec une consommation réduite et une maintenance simple.

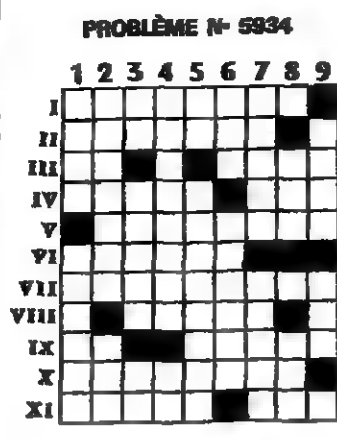
Les considérations peu justifiées d'une marque ne peuvent pas être le seul critère de choix. D'abord, une firme automobile ne peut plus se permettre de proposer une voiture sans offrir une garantie de qualité. Renault, qui a toujours été une marque de qualité, ne déroge pas à cette règle.

Quoi qu'il en soit, voici donc la petite Twingo en train de tourner. Elle est une véritable œuvre d'art, conçue pour répondre aux besoins des jeunes et des familles. Elle est équipée de nombreux équipements de série, tels que la climatisation, la radio, les vitres teintées, etc.

Car, après tout, la première réflexion que l'on fait à l'achat d'une voiture est que la voiture est gaie.

CLAUDE LAMOTTE.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
1. Inventeur de l'automobile. - II. Qui se comporte en poète en prose. - III. Le premier degré. - IV. Enthousiasme. - V. Dans la cuisine. - VI. Se faire plaisir. - VII. Succès. - VIII. Rigole des marais. - IX. On y va pour se faire plaisir. - X. Un mot qui se répète. - XI. Quand il est de conduite, peut nous mener loin. Un merveilleux pays.

VERTICALEMENT
1. Un homme qui peut être qualifié de poète. - II. Qui se comporte en poète en prose. - III. Le premier degré. - IV. Enthousiasme. - V. Dans la cuisine. - VI. Se faire plaisir. - VII. Succès. - VIII. Rigole des marais. - IX. On y va pour se faire plaisir. - X. Un mot qui se répète. - XI. Quand il est de conduite, peut nous mener loin. Un merveilleux pays.

Solution du problème n° 5933
HORIZONTALEMENT
1. A. B. C. D. E. F. G. H. I. J. K. L. M. N. O. P. Q. R. S. T. U. V. W. X. Y. Z. - II. A. B. C. D. E. F. G. H. I. J. K. L. M. N. O. P. Q. R. S. T. U. V. W. X. Y. Z. - III. A. B. C. D. E. F. G. H. I. J. K. L. M. N. O. P. Q. R. S. T. U. V. W. X. Y. Z. - IV. A. B. C. D. E. F. G. H. I. J. K. L. M. N. O. P. Q. R. S. T. U. V. W. X. Y. Z. - V. A. B. C. D. E. F. G. H. I. J. K. L. M. N. O. P. Q. R. S. T. U. V. W. X. Y. Z. - VI. A. B. C. D. E. F. G. H. I. J. K. L. M. N. O. P. Q. R. S. T. U. V. W. X. Y. Z. - VII. A. B. C. D. E. F. G. H. I. J. K. L. M. N. O. P. Q. R. S. T. U. V. W. X. Y. Z. - VIII. A. B. C. D. E. F. G. H. I. J. K. L. M. N. O. P. Q. R. S. T. U. V. W. X. Y. Z. - IX. A. B. C. D. E. F. G. H. I. J. K. L. M. N. O. P. Q. R. S. T. U. V. W. X. Y. Z. - X. A. B. C. D. E. F. G. H. I. J. K. L. M. N. O. P. Q. R. S. T. U. V. W. X. Y. Z. - XI. A. B. C. D. E. F. G. H. I. J. K. L. M. N. O. P. Q. R. S. T. U. V. W. X. Y. Z.

PARIS EN VISITES
JEUDI 17 DÉCEMBRE
« Exposition Sully », 10 h 30, Musée d'Orsay, 1, rue de la Harpe, au pied de l'édifice de la Tour Eiffel.
« L'Opéra de Paris », 10 h 30, Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe, au pied de l'édifice de la Tour Eiffel.
« L'Opéra de Paris », 10 h 30, Musée de la Ville de Paris, 1, rue de la Harpe, au pied de l'édifice de la Tour Eiffel.

CONFÉRENCES
Cinéma-théâtre, 11, rue Jacques-Belin, 10 h 30 : « L'Opéra de Paris », par S.E. Faréydon Hoveyda (Maison de l'Europe).
18 h 30 : « L'Opéra de Paris », par S.E. Faréydon Hoveyda (Maison de l'Europe).
20 h 30 : « L'Opéra de Paris », par S.E. Faréydon Hoveyda (Maison de l'Europe).

CARNET DU Monde

Naissances
est né, le 11 décembre 1992, pour le grand bonheur de ses parents.
Isabelle JOURDAN
Yves SCHMIDT.
78, rue de la République,
75011 Paris.

Mariages
NISSET
et
SCHNEEGANS
ont la joie d'annoncer leur mariage qui aura lieu, le 19 décembre 1992, à la mairie du quinzième arrondissement.
57, rue d'Alger,
Paris.

Décès
- Claudine Brunen, son épouse, Jean-Louis, Marie-Agnès, Marie-Laure, ses enfants, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de
Pierre BRUNEAU, journaliste, fondateur de la Lettre de l'Industriel, survenu le 9 décembre 1992, dans sa soixante-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 18 décembre, à 10 heures, en l'église Saint-Antoine-des-Quinze-Vingts, 66, avenue Ledru-Rollin, Paris-12.
L'inhumation aura lieu dans l'intimité de la famille.
Cet avis tient lieu de faire-part.
(Le Monde des 13-14 décembre.)

M. Patrice DAMIANI, sous-directeur de la banque, survenu à Luxembourg le 7 décembre 1992.
- M. Jean-Pierre Guyot, son épouse, Isabelle Lagro-Guyot et ses enfants, M. Nicolas Guyot, le professeur et M. Olivier Sabouraud et leurs enfants, M. et Mme Jean-François Guyot, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Hervé Rouvillat et leurs enfants, M. et Mme Jean-Dominique Guyot et leur fille, Stéphane et Aurélie Guyot, les familles Guyot et Massé, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre GUYOT, ambassadeur de France dans le sultanat d'Oman, chef de la Légation d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 10 décembre 1992, à Mascate (sultanat d'Oman).
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Germain-des-Prés, le 17 décembre, à 10 h 30, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Montparnasse.
Cet avis tient lieu de faire-part.
(Le Monde du 12 décembre.)

M. Claude Jactel, son épouse, ses enfants et petits-enfants, M. Jean-Baptiste Jactel, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M. Michèle JACTEL, née Bégé, survenue en son domicile le jeudi 14 décembre 1992, à l'âge de soixante ans.
Les obsèques auront lieu le samedi 19 décembre, à 11 h 30, au cimetière du Père-Lachaise, entrée par le boulevard de Ménilmontant.
- M. Gertraud Betz, son épouse, Lioba, Nadia, Azeddine, Sakry, Hela, ses enfants, Stéphane, Olivier, Nicolas, Timothé, ses petits-enfants, ont la profonde douleur de faire part du décès de
M. Bonclan OUBRAHAM, administrateur de société, survenu à Paris le 5 décembre 1992, à 16 heures.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
51, boulevard Desmousses, 8-1420 Braine-l'Alleud (Belgique).

Le président du conseil d'administration
Le directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, ont le regret de faire part du décès, survenu le 13 décembre 1992, de
M. Pierre PIPET, chevalier de l'Ordre national du Mérite, directeur des hôpitaux, Louis-Maurice et Henri-Moïse.

Le président
Et les membres du conseil d'administration de la Mairie de Paris ont le regret de faire part du décès, survenu le 13 décembre 1992, de leur collègue,
M. Pierre PIPET, directeur de l'hôpital, chef de service de la Mairie.

Un hommage officiel lui sera rendu à l'amphithéâtre de l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil, le vendredi 18 décembre, à 10 heures.
- M. Virgile Besson, son épouse, M. et Mme Jacques Besson, M. et Mme Bertrand Besson, M. et Mme Anne Besson, ses enfants, ses petits-enfants, ont la très grande peine de faire part du décès de
M. JOURNÉE D'HERVILLE, officier de la Légion d'honneur, survenu le 15 décembre 1992, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Tournay, à Marigny (Seine-et-Marne), le jeudi 17 décembre, à 14 h 30.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Chamiray, 71640 Marigny.

Le Père Jean Dejardin, supérieur général de l'Ordre de France, Les Pères de l'Ordre, Sa famille, Ses amis, font part du décès de
Père Daniel MILON, prêtre de l'Ordre, survenu à Juan-les-Pins, le 13 décembre 1992.

Les obsèques seront célébrées en l'église de la Vierge, 1, rue Montmartre, Paris-1^{er}, le vendredi 18 décembre, à 13 h 45.
L'inhumation aura lieu au cimetière de la Vierge (Val-d'Oise).
Qu'il repose en paix.
Le Père Milon est né le 10 juillet 1936, à Paris. Entré dans la congrégation de l'Oratoire, il est ordonné prêtre le 27 mars 1961. Vicaire à l'Oratoire (Val-d'Oise), il en est le curé de 1971 à 1975. Il participe à la création de la Congrégation nationale pastorale liturgique à partir de 1975. Il est nommé directeur de l'Oratoire à Paris en 1981. Assistant du supérieur général de l'Oratoire, il le devient lui-même de 1989 à 1994. Il fut curé de Saint-Bric (Val-d'Oise) de 1985 à 1992.

M. Pierre PIPET, chef de service du service d'urgence à l'hôpital Henri-Mondor, survenu le 13 décembre 1992, à l'âge de cinquante-huit ans.
Cet avis tient lieu de faire-part.

leur époux, père, grand-père, grand-oncle, frère, beau-frère, oncle, tonton, ont la douleur de faire part du décès de
M. Pierre PIPET, chef de service du service d'urgence à l'hôpital Henri-Mondor, survenu le 13 décembre 1992, à l'âge de cinquante-huit ans.
Cet hommage officiel lui sera rendu à l'amphithéâtre de l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil, le vendredi 18 décembre, à 10 heures.

Des dons peuvent être versés aux différentes associations de l'hôpital Henri-Mondor au profit des malades.
20, rue du Général-Sarrail, 94000 Créteil.
- Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, maire de Créteil.
Le conseil municipal de Créteil. Ses collègues du conseil municipal de Créteil d'Etat, ont la douleur de faire part du décès de
M. Pierre PIPET, chef de cabinet du secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, survenu à Paris le 13 décembre 1992, à l'âge de cinquante-huit ans.

Un hommage officiel lui sera rendu à l'amphithéâtre de l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil, le vendredi 18 décembre, à 10 heures.

Le président
Et les membres du conseil d'administration de la Mairie de Paris ont le regret de faire part du décès, survenu le 13 décembre 1992, de leur collègue,
M. Pierre PIPET, directeur de l'hôpital, chef de service de la Mairie.

Un hommage officiel lui sera rendu à l'amphithéâtre de l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil, le vendredi 18 décembre, à 10 heures.
- M. Virgile Besson, son épouse, M. et Mme Jacques Besson, M. et Mme Bertrand Besson, M. et Mme Anne Besson, ses enfants, ses petits-enfants, ont la très grande peine de faire part du décès de
M. JOURNÉE D'HERVILLE, officier de la Légion d'honneur, survenu le 15 décembre 1992, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Tournay, à Marigny (Seine-et-Marne), le jeudi 17 décembre, à 14 h 30.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Chamiray, 71640 Marigny.

Le Père Jean Dejardin, supérieur général de l'Ordre de France, Les Pères de l'Ordre, Sa famille, Ses amis, font part du décès de
Père Daniel MILON, prêtre de l'Ordre, survenu à Juan-les-Pins, le 13 décembre 1992.

Les obsèques seront célébrées en l'église de la Vierge, 1, rue Montmartre, Paris-1^{er}, le vendredi 18 décembre, à 13 h 45.
L'inhumation aura lieu au cimetière de la Vierge (Val-d'Oise).
Qu'il repose en paix.
Le Père Milon est né le 10 juillet 1936, à Paris. Entré dans la congrégation de l'Oratoire, il est ordonné prêtre le 27 mars 1961. Vicaire à l'Oratoire (Val-d'Oise), il en est le curé de 1971 à 1975. Il participe à la création de la Congrégation nationale pastorale liturgique à partir de 1975. Il est nommé directeur de l'Oratoire à Paris en 1981. Assistant du supérieur général de l'Oratoire, il le devient lui-même de 1989 à 1994. Il fut curé de Saint-Bric (Val-d'Oise) de 1985 à 1992.

M. Pierre PIPET, chef de service du service d'urgence à l'hôpital Henri-Mondor, survenu le 13 décembre 1992, à l'âge de cinquante-huit ans.
Cet avis tient lieu de faire-part.

leur époux, père, grand-père, grand-oncle, frère, beau-frère, oncle, tonton, ont la douleur de faire part du décès de
M. Pierre PIPET, chef de service du service d'urgence à l'hôpital Henri-Mondor, survenu le 13 décembre 1992, à l'âge de cinquante-huit ans.
Cet hommage officiel lui sera rendu à l'amphithéâtre de l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil, le vendredi 18 décembre, à 10 heures.

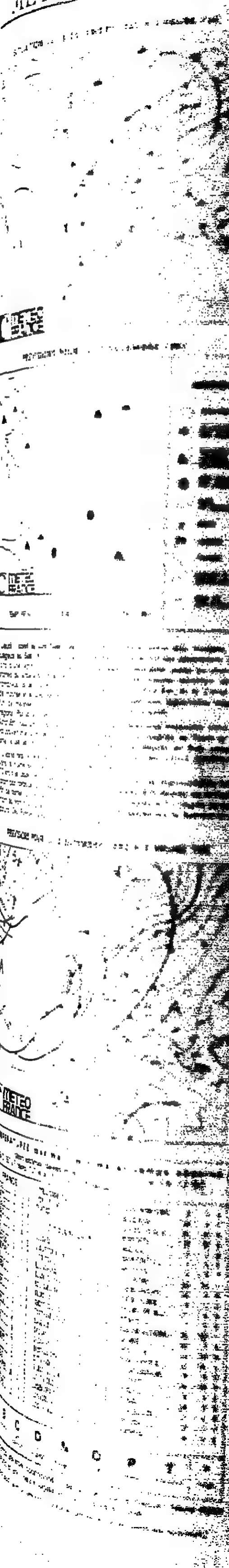
Des dons peuvent être versés aux différentes associations de l'hôpital Henri-Mondor au profit des malades.
20, rue du Général-Sarrail, 94000 Créteil.
- Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, maire de Créteil.
Le conseil municipal de Créteil. Ses collègues du conseil municipal de Créteil d'Etat, ont la douleur de faire part du décès de
M. Pierre PIPET, chef de cabinet du secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, survenu à Paris le 13 décembre 1992, à l'âge de cinquante-huit ans.

Un hommage officiel lui sera rendu à l'amphithéâtre de l'hôpital Henri-Mondor, à Créteil, le vendredi 18 décembre, à 10 heures.

Messies annivaires
- Tous ceux qui ont connu
Gabriel LUCAS, professeur de géologie historique à l'université Pierre-et-Marie-Curie, Paris-VI, rappelés à Paris le 25 décembre 1991, nous invitent à s'unir d'intention à la cérémonie religieuse qui aura lieu le samedi 26 décembre 1992, à 11 heures, en l'église Saint-Etienne de Montmartre, à Paris.

En cette solennité mémoire sera faite de M. Gabriel Lucas à la messe paroissiale.
Communications
- Le jeudi 17 décembre 1992, à 19 h 30, au CBL, 10, rue Saint-Claude, 75014 Paris : « L'Etat en Israël », Ed. L'Harmattan. Analyses de M. Doris.

METEOROLOGIE

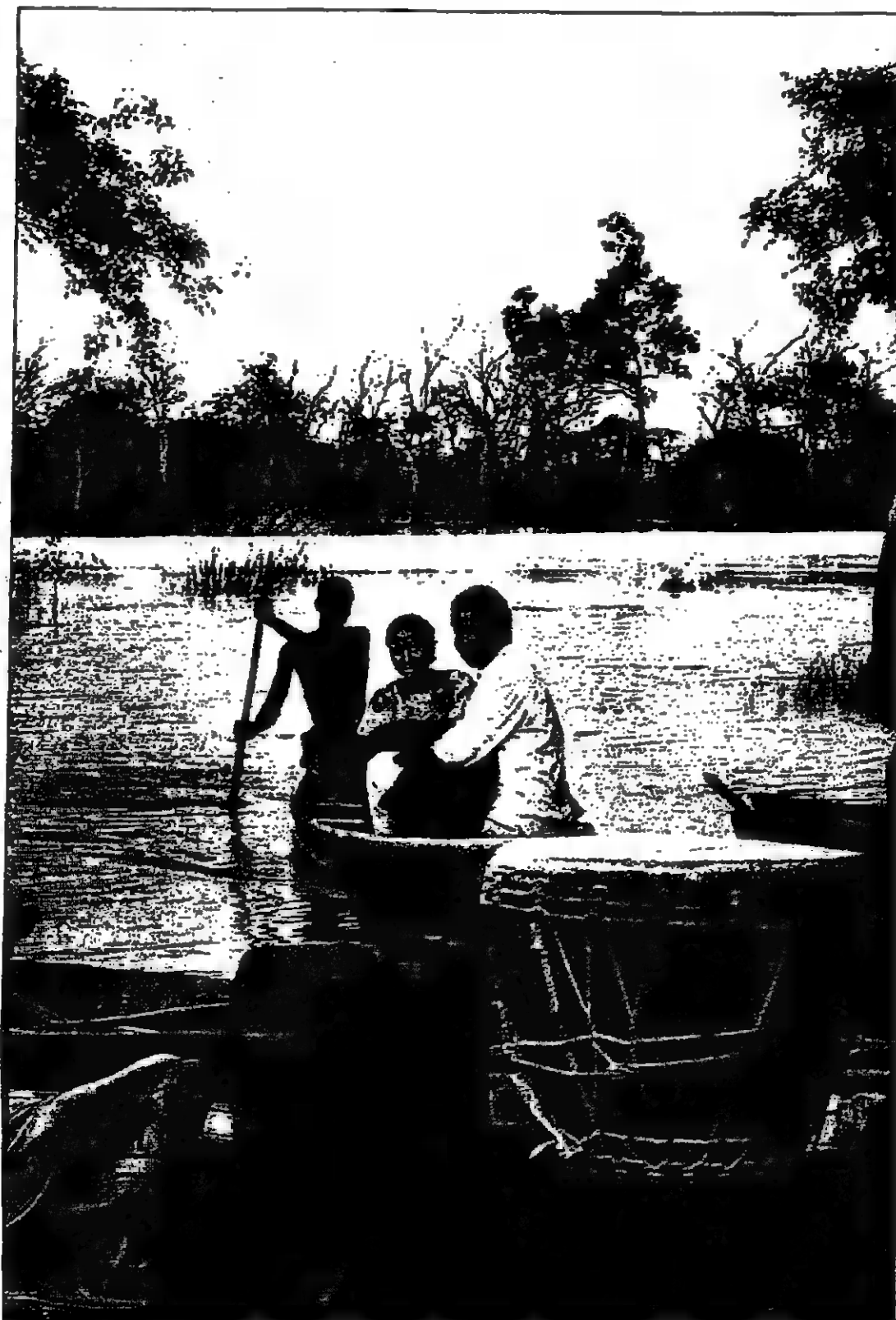


ARTS • SPECTACLES

Le Festival Africolor
au TGP de Saint-Denis

GRIOTS DES VILLES GRIOTS DES CHAMPS

Point de départ obligé des musiciens maliens en France, le Festival Africolor de Saint-Denis a, depuis sa création il y a trois ans, toujours fait la place belle aux griots. Cette année, Diabate, Mariam Kouyate, Tata Bambo chanteront pour les Maliens de France. A Bamako ou à Kita, en pays mandingue, les griots ne sont pas seulement chanteurs ou musiciens mais historiens, héraldes, médiateurs, porte-parole. Ces traditions sont menacées par les mutations des sociétés d'Afrique de l'Ouest. Entre le mercantilisme et l'art, le franc CFA et la Kora, les griots survivront-ils ?



Sur la route de Biliko, les griots traversent le fleuve Bakoye.

BILIKO (MALI)

de notre envoyé spécial

POUR arriver à Kita, il suffit de prendre le train au départ de Bamako. En saison des pluies, la route est impraticable. Le convoi des chemins de fer maliens met cinq heures à franchir les cent cinquante kilomètres du trajet. Il faut encore cinq heures pour faire en Land Rover les cinquante kilomètres qui nous séparent de Biliko. Biliko, un village du pays mandingue, est le village natal de Bamba Dembélé, percussionniste, organisateur de concert, fonctionnaire du ministère des Affaires publiques maliennes. Depuis que le Festival Africolor existe, Philippe Conrath, directeur artistique, établit la partie malienne de sa programmation avec Bamba Dembélé. C'est dans son village que nous a rencontré le musicien avec son orchestre, le Bamba Dembélé.

La nuit est déjà tombée lorsque le convoi arrive à Biliko. La cérémonie de bienvenue a lieu dans une case commune, à la lueur des lampes à pétrole. Sekou Kanouté, le griot du chef du village, prend la parole en malinké. C'est un vieil homme à barbe blanche, il parle dans un silence absolu, rompu par les répons de son acolyte qui dit « namou » (c'est vrai) à intervalles réguliers. Sekou Kanouté accueille Bamba « ses étrangers, qui sont ceux du village ». Il ajoute : « C'est vrai, des Blancs sont déjà venus, mais c'est la première fois qu'il en vient par amitié pure et simple. » Le griot chante les louanges de Bamba, dont le père fut le chef de Biliko. Lorsqu'il a terminé, Djelimady Diabate, le joueur de balafon du groupe de Bamba Dembélé, mais aussi griot du village, se lève pour répondre. Il affirme avoir trouvé à Biliko des maîtres de la parole supérieurs à ceux de Bamako, se félicite de la reconnaissance que le village accorde aux entreprises de Bamba et termine sur un proverbe : « Si tu appâtes avec un taureau, tu ne peux pêcher moins qu'un hippopotame ». Manière de dire que les efforts de Bamba ont été tels (le griot se doit de louer son maître) qu'ils ne pouvaient qu'aboutir à un résultat mirifique.

Biliko est un village prospère, que les sécheresses de ces vingt dernières années ont relativement épargné. Les champs de cases rondes qui réunissent une famille sont séparés par des lopins de maïs. Autour du village, les champs de mil et d'arachides s'étendent à perte de vue. Leur culture est progressivement mécanisée : depuis deux décennies, c'est-à-dire que la charrue et les bœufs ont remplacé la houe. Lorsque Bamba Dembélé était enfant, les Pères blancs avaient ouvert une école à Biliko, au grand dam de l'imam de la petite mosquée. C'est là que Bamba a commencé à lire et à apprendre le français. Les parents partis depuis longtemps et l'école la plus proche est maintenant à Kokofatta, le chef lieu d'arrondissement, à une vingtaine de kilomètres. A peine une dizaine de jeunes de Biliko vont à l'école, alors que le village compte huit cents habitants.

Les familles ont besoin de tous les bras pour les champs et l'exemple trop fréquent des jeunes diplômés qui vivent à Bamako ou à Conakry convaincues que l'alphabétisation était un investissement à court terme. Pendant la saison des pluies, de fin août et de septembre, les griots sont nombreux à partir pour travailler dans le village, quelques postes de radio qui captent tout bien que mal l'émission nationale. Pour l'instant, les citoyens ont tenu à apporter un générateur pour pouvoir amplifier leur musique et impressionner les villageois.

Le lendemain, la pluie avait cessé et le village s'est réuni sous un arbre sacré. A chaque fois que le village change de place (après une épidémie, un incendie, une guerre), on le reconstruit autour d'un arbre sacré, souvent un fromager. Les emplacements successifs de Biliko couvrent plusieurs kilomètres carrés autour du village actuel. Tout le monde a contribué à ses champs pour maintenir l'orchestre de Bamba Dembélé (deux djembés, un tama, un flûtiste, un balafoniste et deux chanteuses, griotes mâles deux) et les musiciens du village. Dans ce village malinké, la musique est partout. Dans les cérémonies de chasseurs, dans les tra-

vaux des champs. Quand l'arachide commence à pousser, on installe dans chaque parcelle une structure en branches à laquelle sont suspendues trois pièces de bois qui rendent chacune un son différent. Les enfants s'amusent à califourchon et jouent toute la journée pour éloigner les singes et les oiseaux. Le soir, quand les jeunes ont fini de travailler dans les champs commencent à chanter. Les griots chantent. Lorsque Bamba Dembélé s'est promené dans le village, il a été accueilli au détour d'une concession par des femmes qui se sont mises à chanter ses louanges d'une voix puissante.

Les dieux qui bien voulu arrêter la pluie ont glissé quelques impuretés dans l'essence du générateur du Bamba Percussions. Du coup, les musiciens des villages des champs ont une égalité ; le mélange est encore plus facile. La plus jeune des deux griottes a de la peine à concurrencer ses cousins villageois, en volume comme en énergie. Comme les jeunes musiciens, elle a du mal à se faire à la bouillie de mil et subsiste grâce aux baguettes de pain industriel qu'elle a amenées à Bamako. En revanche, on voit que les plus vieux musiciens bamakois n'ont jamais vraiment oublié la manière de jouer tout de suite les mains et les gestes d'une villageoise, l'abandon total, la brutalité des rythmes (des hommes armés de branches cinglent les jambes des griottes et les femmes qui s'approchent trop des musiciens), la joie qui y président.

Lorsque le monde a joué, le griot Sekou Kanouté prend la parole. Il est accompagné par deux guitares, un instrument introduit en pays mandingue par les travailleurs saisonniers qui allaient cueillir l'arachide au Sénégal. Pendant qu'un griot, presque aussi vieux que lui, psalmodie une mélodie très simple, Sekou Kanouté raconte l'histoire du village. Il commence par les griots ou quelques familles, puis par la parole, qui quitté la plaine mandingue pour la montagne, où elle est finie le village de Kita. Au bout de quatre-vingt ans, lorsque les griots mandingues ont pris fin, les villageois sont

redescendus en plaine et ont fondé Biliko, il y a trois cent trente ans.

Le récit de Sekou Kanouté n'est pas linéaire, il est composé pour l'essentiel de différents chefs qui se sont succédé à la tête de Biliko. Il parle d'anciens villages des alentours, fondés en même temps que le sien. Il évoque une guerre contre un chef peul ; le fils du griot, qui est devenu instituteur enseigne à Kokofatta, traduit au fur et à mesure. Parce qu'il est parti étudier à la ville, il n'a pas reçu l'enseignement des griots. En revanche, il assure que plusieurs jeunes du clan Kanouté sont en train de devenir d'excellents griots. Lorsque le vieil homme a fini, les griotes entonnent la chanson du chef. Le vieil homme se lève alors, brandit sa lance et commence à danser.

Tata Bambo Diabate est d'une famille de griots. Elle a aujourd'hui une quarantaine d'années et chante professionnellement depuis plus de trente ans.

THOMAS SOTINEL
Lire la suite page 26

MUSIQUE	27
Le 250 ^e anniversaire du Staatsoper de Berlin	
CINÉMA	28
Rétrospective Jonas Mekas	
DISQUES	33
L'« Anthologie de la chanson française »	
ARCHITECTURE	34
Londres et ses promoteurs	

Publicité et santé

Reprise difficile du trafic

Le Monde

LA CRISE DES PÊCHES

JEUX SUR M

CAHIER PRATIQUE

les astuces pour aller loin avec votre Mac

PRIMANTES COULEURS

A MOINS DE 50 000

SYNMac

LE FESTIVAL AFRICOLOR
de Saint-DenisGRIOTS DES VILLES
GRIOTS
DES CHAMPS

Suite de la page 1

Tata Bambo avait à peine huit ans en 1962 (elle n'est pas tout à fait sûre de la date) lorsque le responsable de son cercle de pionniers la choisit pour interpréter *Bambo*, l'un des premiers de ses titres qui est devenu pour elle un sobriquet. L'ironie de l'histoire veut que, en ce temps de progressisme, où le Mali avançait vers l'indépendance, elle ne soit ni plus ni moins la direction du Modibo Keita, le responsable d'une organisation de jeunesse ait choisi une petite griote pour chanter un titre qui remettait en cause les mariages arrangés.

A l'époque, la chanson connaît un succès extraordinaire, passant d'un seul coup du domaine de l'agit-prop à celui de la musique pop. Au Mali, aujourd'hui, les mariages arrangés existent toujours. Tata Bambo a épousé Modibo Kouyaté, un griot. Elle enregistre régulièrement des titres qui ne font pas toujours justice à son rôle de griote, mais elle n'a pas l'air de s'en soucier. Elle a son énergie et essaie de contenir les générations successives de griots qui lui succèdent à l'âge du succès. Car, c'est avant tout d'argent qu'il s'agit. Celui qui ne manque pas, mais celui qui est innombrable. Les griots ont toujours été, et sont encore, les artisans de la vie sociale. Ils ont toujours été, et sont encore, les artisans de la vie sociale. Ils ont toujours été, et sont encore, les artisans de la vie sociale.

Les griots chantent, accompagnés d'un petit orchestre, les hommes chantent les louanges des organisateurs et des invités. Ces oraisons adressées à des inconnus ne sont plus que le lointain écho des louanges qu'adressait le griot à son *diatigi*, le « noble » auquel il était lié, de famille à famille, depuis des générations. Dans une ville de Bamako, un griot se fait de généralités ampoulées, incapable d'être la voix de son peuple. Les griots chantent souvent des titres tradi-

tionnels qu'ils adaptent aux circonstances. A chaque fois qu'un griot, homme ou femme, s'adresse à quelqu'un, celui-ci est tenu de le récompenser en argent. La perspective de devoir se séparer d'un billet de 1 000 francs CFA (1) mêlée au plaisir de ses mérites proclamés sur la place publique, donne au visage d'un « louangé » une expression particulière, entre gêne, appréhension et fierté rentrée.

Les conversations, les griots font l'objet de tous les sarcasmes. Tout le monde leur reproche leur cupidité, plus les pieds, les mariages pour éviter la ruine financière. Les griots plus traditionalistes reprochent aux jeunes de ne chanter, de ne jouer que pour l'argent. Mais le désintéressement n'a jamais été

éveiller la conscience de chacun, dans la société, dit Sidiki Bamba Dembélé traduit, dans son français typique de celui qui se parle au Mali, où l'on retrouve aussi bien la langue de l'école des pères que celle du marxisme-léninisme. « Les Noirs n'écrivaient pas à l'époque, donc les griots jouaient le rôle de journalistes, ils étaient les dépositaires de la tradition orale, ils gardaient dans la tête. S'il t'arrivait de faire une bêtise, tout de suite, le griot était là pour te rappeler ce que tu as fait. L'arrière-grand-père te met sur le droit chemin. Il disait : « Tu n'as pas le droit de faire ça, parce que ton grand-père, ton père, n'ont jamais fait ça. Et toi, en signe de respect à ta lignée, tu ne peux pas le faire. »

Ce rôle de conseiller, qui n'est pas noble à tenir

baté, « chez nous, les guerres pouvaient avoir trois objectifs : les femmes, ou les griots ». Certains griots supportaient de changer de seigneur, d'autres préféraient se donner la mort.

Pendant la conversation, dans le salon de Sidiki, un enfant de neuf ans joue de la kora. Il ne dit jamais rien ; de temps en temps, le vieux ou Mariam Kouyaté lui font reprendre le bon rythme en claquant des doigts. L'enfant s'appelle Mamadou, les deux griots l'ont adopté. Il apprend la kora, ainsi que des rudiments des quatre instruments des griots : le djembé, tambour qui se tient entre les jambes et se frappe des mains ; le tama, tambour qui se tient sous le bras et se frappe avec une baguette ; le balafon ; et le ngoni, guitare à trois cordes tendues sur une calabasse.

Voici l'histoire de la kora de Sidiki Diabaté : « La kora vient de ce qui est aujourd'hui la Guinée-Bissau. Il y avait une grotte qui habitait un djinn. Et le diable a donné la kora à Toramora qui était un général de Soundjata Keita (empereur du Mandingue au XIII^e siècle). Toramora s'est marié avec la fille du djinn et a eu trois fils dont Sané qui est parti au Sénégal. Comme il était noble et qu'il ne pouvait se servir de la kora, il l'a donnée à un griot qui s'appelait Djélémadi Oulé Diabaté. Et Djélémadi Oulé a appris à Teli Makana Diabaté, qui avait pour femme Mamadou, qui a eu un fils, Sara. Et Sara a eu pour fils Bougari, père de Djelboulou. Djelboulou a eu pour fils Noroma Mamadi, qui a eu Amadou. Amadou était le père de Djelboulou, qui a donné naissance à Bala. Et c'est Bala qui était mon père. » Le droit de Sidiki à jouer de la kora est irréfutable.

A Paris, Youssouf T. est chercheur CNRS, enseignant à l'école pratique des hautes études. Depuis 1959, il s'est consacré à la collecte et à l'interprétation des traditions griottes. Lorsqu'on lui rapporte l'histoire de Sidiki Diabaté, il dit : « Il raconte que la kora est descendue du ciel au bout du fil tissé par une gigantesque araignée. D'autres encore que c'est un nain qui en jouait. Mais en fait elle a été inventée au XIII^e siècle par Baragi Ng, un cousin de Soundjata Keita qui habitait en Gambie, près de l'emplacement actuel de Banjul au bord de la mer. »

Il avait demandé à son griot de fabriquer un instrument en doublant le nombre de cordes de la harpe traditionnelle des chasseurs qui en comptait sept. Lorsque Soundjata en a entendu parler, il a fait venir le griot à sa cour, mais comme celui-ci avait l'habitude de chanter et de jouer avec le bruit des vagues, l'empereur a fait diminuer la taille de la caisse de résonance. Plus tard, on a encore ajouté sept cordes. Voilà la vraie histoire, tous les griots la connaissent, mais pour qu'ils la disent, il faut payer le bon prix. »

A la fin de l'entretien avec les griots, Mariam Kouyaté, qui a retrouvé tout son français, prend le journaliste à témoin : « Ce que j'ai dit là, je ne le dis qu'à toi. Je ne veux pas que d'autres journalistes viennent me le demander. Ce sont des choses que normalement nous ne transmettons que de père en fils. » Quand on lui fait remarquer que la confidentialité est incompatible avec la publication d'informations dans un quotidien, elle répond : « Je le sais, ce n'est pas un problème. Je veux l'aider. Mais toi, tu paieras de l'argent en racontant ce que nous t'avons dit. Quand vous voulez connaître l'histoire de votre pays, vous achetez un livre d'histoire. Notre histoire est dans notre tête, et il faut la payer pour nous connaître. »

THOMAS SOTINEL

(1) 1 000 francs CFA équivalent à 1 franc français.



Tata Bambo Kouyaté au Carrefour des jeunes de Bamako.

de place chez les griots. Leur travail de chanteur, d'historien, de médiateur, a toujours été rémunéré, mais loin que l'on fasse attention à la tradition.

Sidiki, le « Vieux »

Bamba Dembélé l'appelle le « Vieux ». Sidiki Diabaté a soixante-dix ans. C'est un maître de la kora, un historien, un sage. Mariam Kouyaté, son épouse, est plus jeune, mais imposante. Ils parlent tous deux un malinké mais comprennent parfaitement les questions posées en français.

« Le griot a un rôle de catalyseur, de liaison, il doit

leur rang, n'a pas disparu. Voilà comment Sidiki Diabaté raconte la résolution de la « petite guerre » frontalière qui opposa le Mali de Moussa Traoré et la Libéria. Moussa du général Lamizana, en 1974 : « Lorsque le Mali a connu son premier conflit avec le Burkina, Sekou Touré (alors président du Mali) a envoyé Sory Candia Kouyaté (l'un des plus grands griots de la région et griot de Sekou Touré) chez moi, pour parler pendant une semaine. Sory est reparti en Guinée ensuite et Sekou a emmené Moussa Traoré à Lamizana en Guinée, au Palais du peuple. Les griots ont chanté. Sory Candia a chanté le thème de Moussa jusqu'à ce que celui-ci soit complètement apaisé. Après, il a pris Lamizana dans le bras et a dit : « Vous êtes unis, vous êtes les mêmes. » Sekou Touré s'est mis entre les deux, il leur a pris les mains et a dit : « C'est fini, complètement. »

Mariam Kouyaté intervient : « Quand Sory Candia est venu voir le vieux (Sidiki Diabaté), il lui a dit ce qu'il fallait dire à Moussa, ce qu'il fallait savoir de Moussa. Il ont répété en chœur. Sory Candia a dit à Moussa (en parlant de Lamizana) : « Vous êtes le même père, même mère. » Et Moussa savait intimement que c'était la vérité. »

Mais aux temps des guerres entre empires, le griot était aussi un boute-feu. Il parlait la bataille avec son seigneur, sans protection autre que ses armes d'apparat. En général, il participait au combat sans y participer, mais faisait partie du butin. Comme le dit Sidiki Dia-

Des bords du Niger à l'océan Indien

Depuis 1989, le Festival Africolor a réuni le meilleur du théâtre en nuit mandingue. Les Malinkés de Paris, en général musulmans, prennent chaque 24 heures le chemin du Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis. Mais la programmation du festival ne se limite pas au Mali. On y a aussi des Zaïrois, des Malgaches et des Français, du wassoulou malien, de la soukouss zaïroise, du wassoulou malien, de la soukouss zaïroise, du wassoulou malien. En plus, depuis deux ans, Africolor a essaimé. En région d'abord : à Marseille, Marseille accueille le festival. Mais aussi ailleurs, en Afrique, à l'océan indien. Le 4 décembre, la première réunionnaise d'Africolor, qui présentait les groupes de l'océan indien, a connu un succès populaire. Le 27 et 28 novembre, à Bamako même, les Malinkés ont pu voir des compatriotes qui ne sont pas allés à Paris. Philippe Coussy, qui avait maintenant impuissant un moyen qui permettait à des artistes français de se produire en Afrique, à la Réunion...

« Un CD, paru chez Météo, rassemble les artistes présentés au festival : une sélection de leurs précédentes œuvres. »

Africolor à Marseille

le 18 décembre à 20 h 45 : TI Fock (Réunion), 42-43-17-17.

Chabrier (Réunion), Bamba Tattane (Maurice), Jean

Emilien (Madagascar), Patrick Perrot (Réunion).

le 19 décembre à 20 h 45 : Nuit malienne avec Tata Bambo, Bamba Tattane, Coumba Sidibé (chanteuse du wassoulou, musique du Mali), Sory Bamba (musicien dogon qui se produit pour la première fois avec un wassoulou traditionnel), Sidiki Diabaté et Mariam Kouyaté.

* Théâtre de Moulins, 47, bd Perrin. Tél. : 03-47-11-11.

Africolor à Saint-Denis

le 18 décembre à 20 h 45 : Nuit des voix avec Department E (rap), Papa Wemba (Congo), Bony Bkaye (Congo), de Paris, Bamba Tattane (Maurice), Sory Bamba (musicien dogon qui se produit pour la première fois avec un wassoulou traditionnel), Sidiki Diabaté et Mariam Kouyaté.

le 19 décembre à 20 h 45 : Nuit des voix (célébrée à la Réunion le 20 décembre, dans le cadre de l'abolition de l'esclavage) avec TI Fock, Ziskakan, Bamba Tattane et Coumba Sidibé.

le 20 décembre à 20 h 45 : Nuit malienne, même programme qu'à Marseille avec en plus Kita, groupe de jeunes musiciens de l'immigration africaine de Paris.

* Théâtre Gérard-Philipe, 99 bd Jean-Claude. Tél. : 42-43-17-17.

GUIDE-ANNUAIRE
DES ACTEURS
CULTURELS3^{ème} édition • 92/93

- UN GUIDE JURIDIQUE FISCAL ET PRATIQUE DU SPECTACLE VIVANT
- UN ANNUAIRE PROFESSIONNEL NATIONAL ET INTERNATIONAL
- UN OUTIL DE TRAVAIL COMPLET, SIMPLE, EFFICACE, INDISPENSABLE AUX PROFESSIONNELS

- 640 pages • 6 index • 3000 organismes
- 3000 contacts professionnels
- des mises à jour régulières

380 F (prix de port inclus) : par correspondance, 350 F : disponible à l'ANFIAC.



ANFIAC - 19 rue du Bercail 75004 Paris Tél (1) 42 77 03 22 - Fax (1) 42 77 66 71

Théâtre
de la Marionnette
à Paris

L'homme invisible
par le Théâtre sans toit

14 déc. - 3 janv.
au Théâtre Paris-Plaine
40 04 93 89 / 42 50 15 65

VOTRE TABLE
CE SOIR

« Ambiance musicale » Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RELAIS BELLMAN 47-23-54-42 Jusqu'à 22 h Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYAN. 37, rue François-1^{er}, 8^e F. sam. dim. Soles aux FILET A L'ESTRAGON. Gâteau du jour. Menus 160 F et 220 F.

CHARLOT ROI DES COQUILLAGES T.1. 12, place Chilly, 9^e 48-74-69-64. Jusqu'à 1 h. La grande maison des CRUSTACÉS et COQUILLAGES, avec tous les produits de la mer et la véritable bouillabaisse marseillaise. Poissons cuits sur mesure.

RIVE GAUCHE NOS ANCIETRES LES GAULOIS 46-33-66-01 et 66-12 Unique au monde. Cadre 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menus 6 plats : 113, rue de Saint-Louis-en-l'Île, 4^e Climatisé. Prix compris. Vin à discrétion. T.L.S. Dîners midi et soir. Fumeurs et non fumeurs.

L'ARBUCI 44-41-14-14 Unique! Brochet de poissons, viandes, de desserts. Sélections, par le président 25, rue de Buci, 6^e T.1. 3 h. sommeliers, de petits qui chantent. JAZZ jusqu'à l'aube.

LE PROCOPE 43-26-89-20 T.1. Le « café » rive gauche à la mode depuis des siècles. Cuisine bourgeoise et inventive. 13, rue de l'Antienne-Comédie, 6^e Jusqu'à 1 h. Merveilleux banc de coquillages. Choix de vins de France.

LE SYBARITE midi et dîners 42-22-21-56 « Le DE WITT » PRÉS. RÉVEILLON ST-SYLVESTRE, 650 F 6, rue du Sabot, 6^e (avec 1/2 par pers.) DÎNER DANSANT, COTILLONS. Jusqu'à l'aube.

RESTAURANT THOUVENIN Spécialité de coq au vin et de cassoulet au coq au vin. Service jusqu'à 23 h 30. 79, rue Saint-Dominique, 7^e TOUS LES JOURS. Dim. soir continu de 18 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

ALSACE A PARIS T.1. 43-26-89-36

9, pl. Saint-André-des-Arts, 6^e - Réveillons

NOËL, carte normale

SAINT-SYLVESTRE : 530 F - F

Musique, danses, cotillons, jusqu'à 1 h.

LES GRANDES MARCHES

AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE

Le point de rencontre du quartier

HUITRES - POISSONS

Plats traditionnels

DÉCOR « Bouquet de fleurs » en no-de-champ

Appartenance club à l'époque

appréciés pour les repas d'affaires

143, de 11 h 30 à 1 h 15 de matin

6, place de la Bastille, 43-43-30-32

PARKING SOUS L'OPÉRA

STAATSOPER DE BERLIN
250^e anniversaire

MUSIQUE

L'OPÉRA DES DEUX EUROPES

Le 7 décembre 1742, le roi de Prusse Frédéric II, protecteur des arts et flûtiste, inaugura le théâtre qu'il avait fait construire à Berlin deux ans après son accession au trône. Au son de «Cléopâtre et César», drame lyrique de Carl Heinrich Graun d'après Corneille, s'ouvrait l'Opéra royal. Totalement détruit en 1945, l'établissement reconstruit resta anachronique : bonbonnière où les Berlinois de l'Est s'offraient pour pas cher les joies solides d'un théâtre de répertoire. Nommé en août dernier directeur musical et directeur artistique du vieil opéra, Daniel Barenboim renoue tout naturellement avec les fastes d'antan. Le jubilé du 250^e anniversaire a été marqué au début du mois par la résurrection de «Cléopâtre et César». Par la révélation d'une comédie fantastique de Busoni mettant en scène l'intelligentsia juive du début du dix-neuvième siècle. Et par la première réunion d'une association de mécènes quelques peu liés au grand capital. Une page se tourne, décidément.



Pour fêter le 250^e anniversaire du Staatsoper de Berlin, Daniel Barenboim a choisi de ressusciter un opéra de Busoni disparu des théâtres depuis 1912.

BERLIN

de notre envoyée spéciale

EN cette première semaine du mois de décembre, Berlin fête Noël. Podium permanent sous les lumières du Forum Hôtel flambant neuf, rock et plein air toute la soirée, la grande roue d'Alexandre domine une pépinière de manèges et de cabanes où, par un jeu de miroirs, on peut en peindre, ou l'on voit du vin chaud à la cannelle, où l'on achète n'importe quoi, dans un pittoresque incessant, dans une euphorie sage qui ne semble amuser personne, pas même les enfants. Des groupes de Japonais découvrent les fresques grandiloquentes, les reconstitutions baroques du Musée Pergamon. Il y a des embouteillages sous la porte de Brandebourg - elle était prisonnière du mur jusqu'en novembre 1989. Les fast-foods sont bondés dans l'ex-Berlin-Est. Les Galeries Lafayette viennent de s'y installer. On joue à la roulette dans les grands hôtels. On est dans une grande ville moderne.

Et comme dans toutes les grandes villes modernes, l'opéra regarde vers le passé. Fondé par Frédéric II en plein milieu du dix-huitième siècle, valeur adoptée et choyée par le régime communiste, le Deutsche Staatsoper est surnommé «Unter den Linden» en raison de son emplacement (on dit aussi Lindenoper, plus simplement). Incendié en 1843, détruit par les bombes pendant la dernière guerre, le bâtiment au beau portique corinthien fut reconstruit chaque fois plus à l'étroit pour le public, pas de foyer, un vestibule glacé, une fosse un peu haute peut-être, l'acoustique était un peu celle de la scène, pas de loge, manque d'intimité dans la salle mais un toit sérieusement renforcé pour loger une technique moderne. Le Lindenoper tel qu'il est - beau petit théâtre à l'italienne cent fois trafiqué - débarque désormais, avec ses ors et ses stucs, dans le jardin des grands Opéras internationaux.

A l'Ouest, on avait eu le théâtre lyrique que l'on méritait : fonctionnel (les bâtiments de l'actuel Deutsche Oper datent de 1961), sans vrais lustres et sans légende - le passage d'un Ferenc Fricsay en 1961, d'un Sawallisch en 1963, d'un Maazel en 1965 n'ont pas suffi à installer une tradition. A l'Est, en revanche, tout avait continué à avancer. On a piétiné. Enfin, on n'avait pas reculé. Erich Kleiber et Furtwängler avant la guerre, Karajan, Van Kempen entre 1939 et 1945, la brève réapparition d'Erich Kleiber entre 1954 et 1955, les prestations pépères d'Horst Stein, de Lovro von Matačić dans les années 50 n'avaient pas entamé une solide réputation bâtie aux dix-huitième et dix-neuvième siècles par Graun, Spontini, Felix Mendelssohn, Weingartner, Richard Strauss.

Le théâtre, au sommet, avait vu la création de Wozzeck, les invitations de Szell, de Klempner. Ce fut l'âge d'or des années 20. Le même Klempner devait, à partir de 1927, calmer un vrai théâtre pour la musique en fondant le Krolloper, toujours à Berlin. Le chef y fit représenter Stravinsky, Hindemith, Kurt Weill, Schoenberg, le répertoire aussi, dans de vraies mises en scène. Il signa lui-même la production de Fidelio, de Don Giovanni. En 1933, Klempner fuyait l'Allemagne nazie.

Mais l'âge d'or n'est peut-être pas fini. Daniel Barenboim, patron sans partage du Lindenoper, nommé aux

double fonctions de directeur musical et directeur artistique par le président fédéral Weizsäcker, semble vouloir renouer avec ce brillant passé. Il fut l'un des premiers musiciens internationaux à avoir sa présence et son engagement quand le mur est tombé. On le vit aux premiers rangs des manifestations antiracistes de 1990. A l'époque où il fallait diriger l'Opéra-Bastille, l'une des erreurs du chef israélien avait été de vouloir échapper à la fiscalité française, grâce à une domiciliation dans un pays ignorant l'impôt. A Berlin, il ne l'a pas renouvelée. Barenboim réside désormais à Berlin, paie ses impôts à Berlin, s'est engagé à y travailler quatre mois dans l'année.

Berlin n'est pas restée indifférente à sa détermination. Les musiciens de la fosse - réputés les meilleurs d'Allemagne orientale avec ceux de Leipzig et de Dresde - ont reconnu ses qualités de «bosseur» et se sont remis à travailler d'arrache-pied. Quand la troupe fut démantelée, afin que seuls les meilleurs salariés soient réengagés sous contrat, les chanteurs n'ont répondu que par une grève larvée. Les photocopies des antédiluviennes, les standardistes refusent de décrocher les téléphones, mais la routine et le fonctionnarisme peu à peu marquent le pas. La nomination d'un intendant de quarante ans, ancien journaliste, ancien manager de l'Orchestre de la Radio berlinoise (le RIAS), fut une carte gagnante. On dit même que, dans la fosse, les instrumentistes malades sont remplacés, en toute solidarité, par des membres de la Philharmonie de Berlin, fief symphonique capitaliste passé des mains de Karajan à celles d'Alfons Bräunle. Imaginaire ou avéré, cet autre «pays» n'est en dit long.

«Je fais à Berlin exactement ce que j'aurais fait à la Bastille», disait Daniel Barenboim, dimanche 13 décembre, devant les caméras. Claire Newman qui finait là-bas, pour France 3, son prochain magazine «Opéra» (diffusion en janvier). Cela, en partie, bien évidemment, pour faire enger les télespectateurs français. Car c'est à Berlin, Unter den Linden, que sera créé en 1996 l'opéra plus qu'attendu de Pierre Boulez sur un livret d'Heiner Müller (1). A Berlin que se concrétisera le cycle Mozart, mis en scène par Patrice Chéreau, dans lequel Barenboim s'engouffrait à l'événement. Barenboim. Un nouveau Ring complet serait mis en chantier avec Kupfer.

Succédant à Maurice Béjart, qui présente dès cette saison une Nuit transfigurée et un Mandarin merveilleux testés à Lausanne (le Monde daté 6-7 décembre), le danseur français Michael Denard jouera les plaques tournantes de la chorégraphie internationale en tant que nouveau directeur de la danse chargé de dégrasser le répertoire maison. Mais il est bon de savoir que la troupe berlinoise ne dansait pas que Petipa, mais aussi Balanchine et Forsythe. Que son immense répertoire d'opéra comprenait, avec pas mal de croûtes, la Salomé de Kupfer vue à Amsterdam (le Monde du 8 mars 1988), le Wozzeck d'excellente réputation de Ruth Berghaus.

Daniel Barenboim souhaitait marquer la célébration des deux cent cinquante ans du Staatsoper par une création mondiale. Il n'eut pas même le temps de passer commande. Il voulait une œuvre du vingtième siècle, et pensait à Wozzeck. Mais il avait cosigné un Wozzeck avec Chéreau et l'Orchestre de Paris pour le Théâtre du

Châtelet. Il se lança donc dans l'aventure à haut risque de Die Bräutigam («le Choix de la fiancée») que l'Allemagne n'avait plus vue depuis sa chute, à Hambourg, en 1912. Ferruccio Busoni, auteur de la musique et du livret, y adapte une nouvelle U. T. A. Hoffmann (extraits des Frères Séraphin) et la transposé, non sans arrière-pensées, dans le Berlin de 1820.

L'histoire de la jeune fille de riche famille juive, musicienne à ses heures, et courtisée par trois prétendants dont un peintre idéaliste, devient ainsi pour tout bon Allemand cultivé celle de Fanny Mendelssohn et de son très charmant mari, le peintre Wilhelm Hensel. Entre Marchand de Venise et Songe d'une nuit d'été, la comédie de Busoni frise de par l'anti-antisémitisme, plonge dans la féerie surréaliste, attrait l'extrême sur l'insoluble équation de l'art et de la vie, de l'amour et de la création. On comprend que Busoni, auteur d'un Doktor Faustus, et quelque peu faustien lui-même, ait laissé à la postérité plusieurs dénouements au choix.

Barenboim a retenu le plus abrupt, le coupé considérablement la partition. Le livret en scène Nicolas Brieger a utilisé au mieux des éléments de décor très simples, des accessoires de cirque fauché, mais aussi des projections à cinéma plutôt sophistiquées. Vieil ami de la maison et routier du chant articulé à l'ancienne, Siegfried Vogler (le père) se glisse dans une toute jeune distribution, corsée par la très jolie voix de Dalia Schachter (Fanny). Albertine, craquante sur ses patins à roulettes. On dirait que la partition orchestrale a réveillé les mânes de Rossini - Moïse est cité d'emblée - Wagner, Mozart, Korngold et Puccini, Verdi - Franz Lehar, dans des citations de thèmes hébraïques probablement inventés.

Si Barenboim voulait montrer que la Staatskappelle de Berlin pouvait jouer toutes les musiques de toutes les époques - virtuosité, il a - de s'adresser à Busoni, caméléon patenté. Avec un orchestre en plein progrès, qui double sa saison lyrique d'une vraie grande symphonique, il fera maintenant tourner. Au Châtelet, verra donc, ces saisons, Baren-

boim avec Chicago ou Barenboim avec Berlin. Un nouvel axe est tracé.

Nous nous en voudrions d'insister sur Cléopâtre et César. C'était la première contribution du Lindenoper à la mode baroque qui a l'Europe. Production d'une vulgarité adolescente que d'aucuns, premiers rangs, regardaient d'un regard brillant. Pensez donc ! Le rôle de l'empereur romain par une femme ! La Cléopâtre ovidienne est implacablement gazouillante. Janet Williams semble sortie d'un sex-shop. Lynne Dawson, veuve tragique de Pompée, garde sa dignité d'une voix. Les soldats défilent, bouclier poing, sous des pyramides en aggloméré. René Jacobs, au pupitre du Concerto Köln, bat comme beurre ces heures de musique caoutchouteuse, ces de capo triplés, ces quadruplés, ces enfilades de vocalises interchangeables. Grand consommateur inmodérément, dit-on, les opéras de Graun. Pauvre Frédéric.

Barenboim, lui, a réussi la réconciliation de son jubilé. Renouer non sans humour et second degré avec les pompes du vieux royaume : il fut le alloué à Cléopâtre. Parler, Busoni, d'un Berlin autrement contemporain, la crise de la culture, les rétrophobies, où Voltaire ne se sentirait plus chez lui. Culturellement, Barenboim, nous vivons à la grâce. L'opéra reçoit une subvention inférieure à millions de marks à celle du Deutsche Oper. Mais le prix des places est à peu près le même (2), nos chanteurs ne demandent pas encore des cachets aussi élevés. L'orchestre accepte de dépasser les horaires sans rechigner. Nous sommes entrés dans une concurrence positive avec nos amis de l'Ouest. Mais nous bénéficions encore du statut privilégié que les anciens pays de l'Est ont toujours alloué à la culture. Ce sont, sur bien des points, nos confrères qui devraient nous limiter.

Politiquement, c'est parce que j'ai confiance dans la nouvelle Allemagne que j'ai choisi d'y vivre et d'y travailler, ajoute le chef israélien. Je crois que nous nous trouvons dans une période de transition. Les relations entre l'Allemagne d'aujourd'hui et l'Allemagne d'hier ont été abordées de front. Les Allemands de l'Est ont voulu montrer pendant quarante ans qu'ils avaient été les victimes du nazisme. Pour ceux de l'Ouest, il a toujours été très difficile d'accepter que Goethe, Beethoven et Hitler soient issus de la même nation. Mon espoir est que, devant des problèmes humanement insupportables, les forces démocratiques prennent le dessus. Si je me trompe, il n'y aura pas de place pour moi dans ce pays.

Faut-il préciser que le nouveau patron du Lindenoper s'est employé dès son arrivée à battre en brèche le vieux système de l'alternance, redhibitoire pour la qualité (jamais un Patrice Chéreau n'acceptera de se déplacer pour la reprise sur deux jours d'une production vieille de deux ans). Il lui substituera peu à peu celui des séries, qui permet de jouer un opéra entre quatre et huit fois à six mois d'intervalle, ce qui justifie qu'on reprenne les répétitions à chaque fois. Les distributions ne seront modifiées que si la nécessité l'impose, autour du noyau stable des interprètes initiaux. Depuis un siècle, depuis que Gustav Mahler a dirigé l'Opéra de Vienne, on sait que l'alternance au petit bonheur ne marche pas.

Une conviction, puissance de travail, en sa bonne étoile : Barenboim a séduit une bonne part de l'intelligentsia en Allemagne. «Ce n'est peut-être pas le plus grand chef du monde, mais déjà qu'il devrait travailler davantage», dit de piano, mais il a les qualités d'un manager de génie, nous disait un observateur de la vie culturelle. Il devrait faire redémarrer ce système qui était celui des Opéras. C'est vrai qu'il arrive que des Opéras reculent !

ANNE REY

(1) Heiner Müller met en scène cet opéra à l'Opéra de Bayreuth Tristan et Isolde de Wagner.

(2) Le prix des places du Staatsoper Unter den Linden a augmenté de 40 % depuis la réunification et se situe à égalité avec celles du Deutsche Oper : l'équivalent de 360 francs environ pour un fauteuil de première catégorie. L'intendant du Deutsche Oper est le metteur en scène August Everding. La principale personnalité artistique est Komische Oper, troisième Opéra berlinois, le metteur en scène Harry Kupfer.

Le cercle des financiers apparus

LA répartition du monde incongrue dans un ex-pays. Mais le temps a passé vite depuis la réunification. Comme les Opéras des grands pays capitalistes, comme le Théâtre de la Ville à Paris (AROP), le Staatsoper possède désormais son sponsors et d'amis, chargés de lui ramener des sous.

La première réunion de ces parrains s'est tenue, dimanche 6 décembre, dans la salle Apollon de l'Opéra berlinois. Elle présidait Hans Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères. Aujourd'hui simple député, ce libéral rond et affable a rappelé que son cœur battait à l'Est (il est né à Halle, dans la partie orientale du pays), et que, fervent mélomane, il souhaitait que les soucis d'argent ne tuent pas l'enthousiasme au sein de la Staatsoper. Sur la liste des premiers bienfaiteurs se mêlent un peu bizarrement le maire de Jérusalem, Louis Leprince-Ringuet, l'Académie française, M. Springer, héritier du groupe de presse Springer, et

l'arrière-arrière-petit-fils du compositeur Maria Weber.

La présence de M. Mark Palmer, ministre des Etats-Unis en Hongrie entre 1986 et 1989, ce séduisant quinquagénaire dirige un organisme destiné à rassembler des projets d'investissement en Europe centrale, la Central European Development Corporation. Cette CEDC, dont les bureaux sont à Budapest ont été fermés, concentre désormais ses activités à Berlin. Codirigée par Ronald Lauder (de la famille d'Estée Lauder), la CEDC piloterait un énorme projet immobilier évalué à 540 millions de dollars, prévoyant la construction de quatre complexes de bureaux, situés à Check Point Charlie, l'ancien passage entre Berlin-Est et Berlin-Ouest.

Le président d'honneur du Cercle des bienfaiteurs du Staatsoper est le prince Louis-Ferdinand, dernier descendant de la dynastie Hohenzollern. Pour le symbole.

A. R.

RÉTROSPECTIVE
du Jeu de paumeMEKAS
AMÉRICAIN
ET LIBRE

Le Festival d'automne a décidé de rendre hommage cette année à un homme exceptionnel. Exaltant l'importance de Jonas Mekas, poète, journaliste, cinéaste, ferment, protecteur et promoteur du mouvement culturel indépendant américain. Grâce à Paris Expérimental, la totalité des films de cet homme de soixante-dix ans seront projetés du 15 décembre 1992 au 31 janvier 1993 au Musée du Jeu de paume tandis que paraît «Movie Journal», traduction française de ses chroniques du «Village Voice».

NEW-YORK

correspondance

C'EST un jeune poète lituanien qui débarque à New-York le 20 octobre 1949. Jeune poète mal-aimé par les bouleversements sanglants du Vieux Continent, Jonas Mekas, fils d'un village natal du Lituanien par les troupes soviétiques puis les armées nazies, Jonas Mekas passe quatre ans dans des camps de réfugiés en Europe de l'Ouest avec son frère Adolphe. Là, il découvre la poésie, dirige une revue puis une revue poétique à l'intention des réfugiés de son pays. Avant de s'embarquer pour l'Amérique.

Les frères Mekas s'installent à Williamsburg, quartier de Brooklyn, travaillent à l'usine. Leur périple, leur accueil aux États-Unis leur inspirent des scénarios de cinéma qu'ils expédient, sans retour, à Hollywood. Jonas Mekas décide donc d'acquiescer sa première caméra Bolex. Mais de dire en français la souffrance des réfugiés, des déplacés. Pourtant, c'est par sa plume qu'il entre dans la carrière new-yorkaise. En janvier 1955, il crée Film Culture, l'ambition est de «réévaluer les formes esthétiques» et de «réviser l'histoire du cinéma face à la fonction du cinéma». L'œil fixé sur les productions européennes, Film Culture s'inspire du cinéma marginal américain, comme celui de John Cassavetes, et, très tôt, au cinéma qui allait s'appeler underground, deux genres que Mekas défendra dès 1958 dans sa chronique hebdomadaire du «Village Voice». Avec succès. Quand, dans les années 60, quatre américaines enseignaient le cinéma, elles seront, il y a dix ans plus tard, plus de mille deux cents. Aujourd'hui, vingt mille cours lui sont enseignés sur le territoire.

Le cinéma non commercial est devenu le seul distributeur de certains films expérimentaux, explique aujourd'hui Jonas Mekas. Son minuscule cinéma s'ouvre sur la 2^e Avenue. De part et d'autre de la pièce exigüe, des affiches de cinéma font écho à Joris Ivens et Kenneth Anger. Le «cinéma expérimental» ou «cinéma d'avant-garde» ne se définit pas par des étiquettes commodores pour indiquer un peu rapidement de quoi l'on s'occupe. Au bout du compte, le cinéma, c'est le cinéma. Les différents personnages, les sensibilités, les formes.

Au début des années 60, Jonas Mekas mêle sa voix à celles qui s'élèvent pour un cinéma «officiel» essouffé, corrompu, esthétiquement dépassé. Les thèmes ennuyeux et superficiels. Dans la foulée de l'action menée par Amos Vogel avec Cinema 16 et la Cinéma Maya Deren, qui organise des squats de projections de films indépendants, Jonas Mekas fonde le New American Cinema Group (à la fin des années 60) d'une nouvelle vague semblable au mouvement français puis la Filmmakers' Cooperative, une distribution «non discriminatoire» dirigée par et pour les cinéastes.

«Je l'ai fait... par désespoir», s'écrit-il. Personne



«Lost, Lost, Lost» (1976): un cinéma en forme de journal intime. Ci-contre: Jonas Mekas, jeune cinéaste, caméra en main, en 1969.

d'autre ne le faisait. Les œuvres des cinéastes «à part» me paraissent si exaltantes qu'il me fallait à tout prix partager cette joie. D'où le lancement d'une action de conservation qui a conduit à créer un peu plus tard l'Anthology Film Archives: «un qui viendrait après moi pourrait ainsi partager le même plaisir».

Très vite convergent alors vers la Filmmakers' Cooperative trois hommes qui travaillent dans l'isolement. Bien que son premier film, Guns of the Trees, ait obtenu le premier prix au Festival international du film de Venise (Italie) en 1962, bien que, plus tard, The Brig (d'après la pièce de Kenneth Brown) par le Living Theatre décroche le Grand Prix du documentaire au Festival de Venise, Jonas Mekas met ses activités de cinéaste en sommeil. Il s'engage à fond dans la promotion et la diffusion d'un cinéma «différent» — ce qui le mènera tout droit en prison. Pour obscénité.

Les juges américains lui pardonnent par la présentation à New-York du Chant d'amour, de Jean Genet, et du Flaming Creatures, de Jack Smith. C'étaient pourtant des œuvres importantes, présentant des thèmes que l'on n'avait jamais vus et qui venaient aborder, plaider et même célébrer la sexualité. Le cinéma, les possibilités offertes par le cinéma, les possibilités de leur propre cinéma. Après. Leurs films sont aujourd'hui des classiques, difficiles à surpasser. Ils relatent des expériences homosexuelles dans leur complexité. Loin d'être de simples outils destinés à servir un mouvement politique, ces films ont une portée cinématographique forte, qui a eu un impact politique.

Pourtant, quelques années auparavant, curieusement, Mekas s'en était violemment pris à la «conspiration homosexuelle» qu'il percevait dans certains secteurs de l'avant-garde. «Je passais aussi, à l'époque, pour représentant de l'«anti-avant-garde», reconnaît-il. A deux points: technique... Comme je suis étranger, ma curiosité me portait à tout

le cinéma commercial. Jusqu'à mon arrivée aux États-Unis, je n'avais même pas entendu parler du cinéma d'avant-garde. Je n'y suis mis. Lentement. N'oubliez pas que je suis issu d'un milieu rural très conservateur. Aujourd'hui encore, la Lituanie affiche une des mentalités les plus rétrogrades et les plus répressives des Républiques de l'ancienne URSS. J'ai mis des années à m'ouvrir, à comprendre qu'il y avait quelque chose de très fort, et de très vrai, dans cette expérience tant cinématographique qu'humaine. Je l'ai dit, je l'ai écrit, j'étais alors comme saint Augustin avant sa conversion...»

Rapidement, le mouvement indépendant se fissure. «Maya Deren était très influencée par le cinéma français d'avant-garde des années 20 et 30, en particulier par les surréalistes. Proche de Duchamp, elle prônait un cinéma totalement contrôlé, totalement scénarisé. La beat generation, qui apparaissait alors, lui semblait inacceptable... Jack Kerouac, Allen Ginsberg, le Living Theatre, Merce Cunningham, John Cage et nous fréquentions les mêmes endroits, les mêmes bars, nous habitions presque tous le même quartier: l'East Village. Même sensibilité, même désir d'exploration. Une voie nouvelle. Montrer qu'un film ne se limite pas forcément à l'illustration d'un scénario mais doit pouvoir englober tout ce qui peut vous arriver, si trivial et dénué d'importance que cela paraisse...»

Jonas Mekas en est d'autant plus convaincu que, si pris qu'il soit par son activité de «promoteur» et de polémiste, il ne cesse de filmer sa propre vie. «Quand mes activités diurnes sont couchées et bordées, je peux m'isoler avec mes fantasmes.» De Wulden (1968-1969) à He Stands in a Desert Counting the Seconds of His Life (1969-1985) en passant par Reminiscences d'un voyage en Lituanie (1971-1972) et Lost, Lost, Lost (1975), il crée un cinéma en forme de journal intime à peine masqué par la fiction. «C'est ce que Dominique Noguère, écrivain et historien qui a eu la bonne idée de traduire en français le Movie Journal de Mekas — et de ses chroniques pour le Village Voice — qualifie de «prosaïsme».

«Sans aller jusque-là, dit le cinéaste en riant, il est certain que le temps est un de mes sujets de prédilection. Le temps et la mémoire. C'est là qu'une écriture cinématographique proche du journal intime se complique. Je crois parfois filmer ce que je vois, mais, a posteriori, je me rends compte que c'est un autre souvenir que je cherchais à retrouver ou à fixer, pour ainsi dire remonter à l'enfance. Quand je filme New-York — surtout sous la neige, — mon New-York ressemble à la Lituanie...»

Jonas Mekas croit déceler aujourd'hui dans son pays une ébullition sociale similaire à celle qu'il connaît dans l'Amérique d'Eisenhower: mouvements de libération, émergence de nouvelles minorités ethniques — asiatique, afro-américaine, amérindienne, — renaissance d'un cinéma juif. «Pour l'instant, ajoute-t-il, toutes les énergies sont canalisées vers l'affirmation de ces particularismes. Ils se revendiquent «cinéaste black», «cinéaste

gay». (...) Les poètes d'un nouveau cinéma n'ont pas encore percé. La génération actuelle donne essentiellement dans l'activisme politique.

«Mais, après tout, n'est-ce pas ce qui m'a amené au cinéma? N'ai-je pas entrepris Guns of the Trees parce que tous les films consacrés aux personnes déplacées — comme The Search, de Fred Zinnemann — me semblaient n'y rien connaître? On n'y sentait guère de colère, et, moi, je voulais me mettre en colère. Ne pouvant pas le faire en anglais — et personne ne comprenant le lituanien, — j'ai opté pour le cinéma, et j'ai fait un film...»

«Ce dont je ne m'étais pas rendu compte, c'est que la langue-cinéma lituanienne de dialectes. Et le dialecte que j'ai choisi, celui du film d'avant-garde, est parfois aussi peu compris que... le lituanien! C'est un obstacle que ce genre partage avec tous les cinémas nationaux, qui ont du mal à se faire connaître du grand public, et qui constituent la grande obsession de quelqu'un comme Louis Marcorelles. Marcorelles et le Monde ont été parmi nos soutiens les plus efficaces. Louis Marcorelles nous dispense sur certains aspects... Il oppose les cinémas brésiliens, canadiens, hongrois au cinéma underground, qu'il qualifie de trop individualiste, pas assez socialement et politiquement engagé. Or, nous aussi, nous nous considérons comme des cinéastes politiques; simplement, il s'agissait de se mettre d'accord sur le mot «politique». Pour moi, Stan Brakhage et John Cage sont des artistes politiques. L'art a une fonction dans la société: aider à développer et à maintenir vivante une part importante de notre expérience en tant qu'êtres humains.»

L'écriture nouvelle que ne manquent pas de susciter les technologies du futur ne cesse d'intriguer Mekas. «La vidéo, qui a donné naissance à des cinéastes très singuliers, est simplement un outil de plus pour créer des images animées. Comme le film, l'ordinateur, la peinture sur pellicule et bientôt la «réalité virtuelle». Certains outils contiennent un type de film et pas à un autre. 8 mm, super-8, 16 mm, 35 mm, 70 mm, chaque module produira des images d'une qualité différente comme, en peinture, l'aquarelle, l'huile, l'encre, le crayon ou le fusain.

«Beaucoup d'enfants manipulent en experts toutes sortes de jeux vidéo. Univers complètement différents. Une génération d'«auteurs-par-ordinateurs» est en gestation, elle pratiquera une forme d'écriture radicalement inédite. D'une certaine manière, ma fonction à l'Anthology Film Archives consiste plus ou moins à préserver et à montrer le cinéma de ma génération. On ne comprend vraiment que l'art de sa propre génération, c'est le seul qu'on puisse soutenir par la parole et par l'écrit avec passion.»

HENRI BÉHAR

★ 24 films de Jonas Mekas sont à l'affiche de cette rétrospective, salle antérieure du Musée du Jeu de paume, du 15 décembre, à 19 h 30. Pour l'achat d'un livre, Jonas Mekas, entretiens, fiches et synopsis des films, 112 pages, 120 F. Renseignements: horaires, tél.: 47-83-12-50.

DERNIERE LE 31 DECEMBRE
SOIREE REVEILLON ANNEES VINGT
avec l'orchestre de Philippe Baudouin

MACBETT

IONESCO LAVELLI

avec Claude Aufaure, Michel Christian Bouillette, Gilles Gaston-Dreyfus, Isabel Karajan, Jean-Louis Gérard Lartigau,
Xavier Percy, Thirille, Maria Verdi

RESERVATION 43 66 43 60 15 RUE MALTE BRUN 75002 PARIS

LE TRIOMPHE
DE LA SAISON

THEATRE

Spectacles nouveaux

Cinderella (en anglais)

mise en scène de David Stanley et Steven Martin.
La plus célèbre « pantomime » de la tradition anglaise, jouée chaque année au moment des fêtes de Noël. Ici, présentée dans le cadre de l'English Language Festival.

Le roi s'amuse

de Victor Hugo.
mise en scène de Jean-Luc Boutté, avec Alain Pralon, Roland Barthe, Muriel Mayette, Véronique Vella, Catherine Sauval, Louis Arboulet, Jean-Philippe Puymanet, Thierry Hancisse, Anne Kessler, Jean-Pierre Michéa, Eric Frey, Isabelle Gardien, Igor Tizack et Vincent Clovis.
Reprise de ce mélo furieux dans une mise en scène dynamique et moderne.

Paris

Appartement témoin ; De plein fouet

de Gilbert Tassé et Mohamed Roubini, mise en scène de Gilbert Tassé, avec Aka N'Dah, Kelong et Mohamed Roubini.
Rencontres d'immigrés, rencontres de cultures différentes, de rêves.

Avatar

de Théophile, mise en scène de Thierry Aïan, avec Véronique Bellegarde, Yumi Fujimoto, Emmanuelle Nafar, Lionel Parlier, Pierre Pélissier, Jean-Claude Mouton et Michel Tillet.
Potion magique, d'âme, échevelé : une fantaisie gothique.

Le Cabaret du grand peur

de Philippe Bouchet, Kurt Weill et Hans Eisler, mise en scène d'Isabelle Strömberg, avec Denis Bonelli, Bertrand Jarigeon et Sarah Sandre.
Le tragique du désespoir, autant dire le Cabaret. Avec des textes de Kurt Weill.

Bateau-théâtre Ouragan, 3 quai Malaquais, 6^e, les lundi, mardi, jeudi,

vendredi ■ samedi ■ 20 h 30, dimanche ■ 15 h 30. Tél. : 40-51-94-53. 80 F et 100 F.

La Cantatrice chauve

d'Eugène Ionesco, mise en scène de Jean-Luc Boutté, avec Muriel Mayette, Jean-Louis Grinfield, Elisabeth Mazev, Emmanuelle Brunschwig, Olivier Achard et François Barreau.
L'œuvre de base du théâtre de l'absurde, revue par un révélateur d'aujourd'hui.

La Cerisaie

d'Anton Tchekhov, mise en scène de Stéphane Brunschwig, avec Pierre-Alain Chapuis, Olivier Cruveillier, Claude Duperfuit, Jean-Marc Vedrart, Ingrid, Ghislain Lavallois, Florent Lefebvre des Noettes, Lion Napias, Louis-Guy Paquette, Anastasia Politi, Alexandra Selezneva, Agnès Sourdis et Pascal Robault.
Tchekhov est devenu un classique, il est inépuisable. Stéphane Brunschwig a vu dans la Cerisaie les désirs de ceux qui ne veulent pas sortir de l'adolescence, et il en a fait l'un des spectacles les plus importants de cet automne.

La Dame au petit chien ; Un moulin à vent

d'Eugène Labiche, mise en scène d'Ivan Morano, avec Jean-Paul Audrain, Jacques Veyrier, Brigitte Mazères, Christian Neupont et Vincent Minazzoli (pianiste).
Bovarisme aigu, amours maladroites, vanité en chaussons.

Edwige Feuillère en scène

de Jean-Luc Tardieu, mise en scène de l'auteur, avec Edwige Feuillère et Jean-Camille Bernard.
Les souvenirs d'une grande, poussière d'étoiles, de mélancolie et de rire.

Les Euménides

d'Eschyle, mise en scène d'Arlette Mouchidne, Duccio Beilugi, Juliana Carneiro da Cunha, Brontis Jodorowsky, Nirupama Nityanandan, Catherine Schmitt, Myriam Azouar, Marc Sarrailh, Myriam Boulay, Stéphane Brodt, Sergio Canto, Laurent Clavier, Odile Delancey, Nedja Djerrah, Eve Diez, Bruce, Daniel Domingo, Evelyn Fagnan et Isabelle Gancia.
Le dimanche 20 décembre, sont données les quatre parties de la saga des Atrides. Le sacrifice d'Iphigénie, le meurtre d'Agamemnon par Clytemnestre puis le sacrifice de son fils Oreste.

L'inquiétude

de Mark Blondberg, avec André Marcon.
Une partie du Discours qui porte sur la poésie.

Mortadela

d'Alfred Arles, mise en scène de l'auteur, avec Haydée Adria, Didier Guedi, Marlu Marin, Adriana Peguerioles, Pilar Rebollar, Alma Rosa, Marlene Lapage, Oscar Sisto, Marlene et Pauline.
Quand Alfredo Arles était enfant, il vivait à Buenos Aires, il écoutait la radio avec sa grand-mère, allait au music-hall avec sa mère, assistait à des enterrements pittoresques, parlait en pique-nique, écoutait, regardait, il nous raconte...

La Nuit juste avant les forêts

de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Mari Grogg, avec Yves Ferry.



« Les Euménides », mise en scène d'Arlette Mouchidne, au Théâtre du Soleil.

Un homme seul dans la jungle des villes

de Jean-Pierre Besson, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Pierre Besson.

Opéra équestre

de l'auteur, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Pierre Besson, Stéphane Bierry et Marco Besson.
Quarante ans, l'un de tous les désirs. Une seconde naissance.

La Peau trop fine

de Jean-Pierre Besson, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Pierre Besson, Stéphane Bierry et Marco Besson.
Quarante ans, l'un de tous les désirs. Une seconde naissance.

Les Pieds dans l'eau

de Jérôme Deschamps, mise en scène de Jérôme Deschamps, avec Jean-Pierre Besson, Stéphane Bierry et Marco Besson.
Le petit monde abrité et fébrile de la Famille Deschamps de nouveau installée à La Villeneuve. Un enlacement.

Le Pleure-Misère

d'après Jean-Pierre Besson, mise en scène de Jérôme Deschamps, avec Jean-Pierre Besson, Stéphane Bierry et Marco Besson.
Vie et aventures pittoresques des villageois pauvres et frondeurs.

Les Rustres

de Carlo Goldoni, mise en scène de Jérôme Deschamps, avec Jean-Pierre Besson, Stéphane Bierry et Marco Besson.
Vie et aventures pittoresques des villageois pauvres et frondeurs.

Sauts, Marquis !

d'après Georges Feydeau, mise en scène de Jérôme Deschamps, avec Jean-Pierre Besson, Stéphane Bierry et Marco Besson.
Vie et aventures pittoresques des villageois pauvres et frondeurs.

La Serva amorosa

de Carlo Goldoni, mise en scène de Jérôme Deschamps, avec Jean-Pierre Besson, Stéphane Bierry et Marco Besson.
Vie et aventures pittoresques des villageois pauvres et frondeurs.

Le Baladin du monde occidental

de John Minton, mise en scène de Jérôme Deschamps, avec Jean-Pierre Besson, Stéphane Bierry et Marco Besson.
Vie et aventures pittoresques des villageois pauvres et frondeurs.

de l'argent, de la détresse.

Comédie-Française, place Colette, 1^{er}, du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 15 h 30. Tél. : 40-51-94-53. 80 F et 100 F.

Sourire des mondes souterrains

de Jean-Pierre Besson, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Pierre Besson, Stéphane Bierry et Marco Besson.
Quarante ans, l'un de tous les désirs. Une seconde naissance.

Les Ubs

d'après Alfred Jarry, mise en scène de Jérôme Deschamps, avec Jean-Pierre Besson, Stéphane Bierry et Marco Besson.
Quarante ans, l'un de tous les désirs. Une seconde naissance.

Une certaine nuit

de Michel Angel Asturias, mise en scène de Jérôme Deschamps, avec Jean-Pierre Besson, Stéphane Bierry et Marco Besson.
Quarante ans, l'un de tous les désirs. Une seconde naissance.

Le Voyage à Rome

de Jean-Claude Penchenat, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Pierre Besson, Stéphane Bierry et Marco Besson.
Quarante ans, l'un de tous les désirs. Une seconde naissance.

Les Prodiges

de Jean Vautier, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Pierre Besson, Stéphane Bierry et Marco Besson.
Quarante ans, l'un de tous les désirs. Une seconde naissance.

DANSE

Ballet de l'Opéra de Paris

Robbins et Chopin.
Dances et a Gathering. In the Night. The Concert.
Jerome Robbins est le prince du no-dit, le poète des sentiments les plus impalpables, et il sait exprimer tout cela par des chorégraphies d'un raffinement sans égal dans In the Night et Dances et a Gathering. Dans The Concert, c'est son humour pince-sans-rire qui épingle les auditeurs d'un récital de piano, bien peu concentrés sur la musique.

Régions

Le Baladin du monde occidental

de John Minton, mise en scène de Jérôme Deschamps, avec Jean-Pierre Besson, Stéphane Bierry et Marco Besson.
Vie et aventures pittoresques des villageois pauvres et frondeurs.

Opéra de Paris-Garnier, les 17, 19, 20, 22, 26, 27 et 29 décembre, 19 h 30. Tél. : 47-42-52-71. De 30 F à 360 F.

Clandio Bernardo

Un jeune chorégraphe brésilien à découvrir – la nouveauté en dit déjà grand bien. Clandio Bernardo est une tentative d'approche de l'ambiguïté de l'amour dit « adressé à l'absent », vécu et décrit par sainte Thérèse d'Avila et saint Jean de la Croix.

Francesca Lattuada

au dernier Festival d'Avignon, une pièce inspirée à Lattuada par les poèmes de la « nouvelle fantaisie » Emily Dickinson. Une œuvre d'images et de gags multiples de l'avant, l'acteur fétiche de Léos Carax.

Ballet du Kremlin

Un ballet en trois actes, chorégraphié par Vladimir Vassiliev, ex-gloire du Bolchoï, qui s'est réservé le rôle de la Mère. Clandio Bernardo est son épouse, Ekaterina Maximova, inaltérable, le Prince est dansé en alternance par Riccardo Buitrago et Stanislas Issaev. Musique de Prokofiev, costumes de Nina Ricci.

Nîmes

Régine Chopinot.
Saint Georges.
Une pièce originale et résumée où Chopinot, guidée par les ouvrages de Balzac, anime le défilant bestiaire (animaux humains compris) de la sculpture romaine. Avec de très beaux chants interprétés en scène par l'Ensemble Mora Voca.

Metz

Daniel Larrieu.
Gravures.
Sur l'Ascension du mont Ventoux, de Pétrarque, dit en scène, Daniel Larrieu a écrit une de ces pièces douces et méditatives dont il a le secret.

La sélection « Théâtre »

a été choisie par Colette Gaudin. « Danse » : Sylvie de Nassac.

Léonce et Léna

de Georges Bichard, mise en scène de Philippe Van Kessel, avec Jean-Pierre Besson, Stéphane Bierry et Marco Besson.
Une fable amère sur les amours de deux jeunes gens gâtés et leurs vaines efforts de liberté.

Master Class

de David Pownall, mise en scène de Michel Vuillemin, avec Paul La Person, Jean-Pol Dubois, Philippe Fauré et Patrick Luperon.
Dans les sous-sols du Kremlin, Saline et Jeanov tentent de séduire Prokofiev et Chostakovitch.

Le Quartier Centre national dramatique

et chorégraphique, 2-4, av. Clemenceau, 25000 Besencon. Les jeudi et vendredi à 20 h 30. Tél. : 98-44-10-10. De 85 F à 110 F.
Dernière représentation le 22 décembre.

Les Prodiges

de Jean Vautier, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Pierre Besson, Stéphane Bierry et Marco Besson.
L'univers enfantine, étouffant et cruel de Vautier.

La Crée, 30, quai de la Vierge, 13000 Marseilles

Le mercredi à 19 heures, du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél. : 91-54-70-54. 80 F et 125 F.

Jendi 17

Brahms

Sonnettes pour violon et piano op. 78, 100 et 108.
Raphaël Oleg (violin).
Roger Muraro (piano).
Raphaël Oleg vient de signer un contrat chez Denon. Première interprétation publiée : un splendide Concerto pour violon de Brahms. Le voici devant le

LA SEMAINE

Séjour 1993 : Verdi à Ku

Aix-en-Provence : Portion congrue

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE



public de Gaveau dans les trois sonates de Beethoven, en compagnie de Roger Murray, jeune et remarquable pianiste.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 100 F à 200 F.

Beethoven
Sonate pour piano op. 27
« Cinq sonates »

Brahms
Variations sur un thème original
Interprétation pour piano op. 117

Chopin
Bacchante op. 80
Scherzo op. 31, 39 et 54
Frédéric Chopin (piano).

Le dernier disque de cet ancien élève de Vlado Perlemuter a été une sacrée surprise : quasiment inconnu, ce jeune pianiste réussit le tour de force de s'imposer dans les deux premières sonates de Brahms pour piano « marquées » par les interprétations de Richter, Schnabel et Zimerman. Il joue dans une salle à l'acoustique parfaite, située dans l'Institut des jeunes aveugles, métro Duroc. Une salle en bois, chargée d'atmosphère.

Salle André-Marchal, 20 h 30. 80 F.

Rosini
L'italienne à Alger, ouverture

Dussek
Concerto pour piano-forte et orchestre

Schubert
Symphonie n° 8
Andreas Stiller (piano-forte),
Orchestre des Champs-Élysées,
Philippe Herreweghe (direction).

Le programme le plus intéressant de la semaine, à n'en pas douter. Qui a entendu un concerto de Dussek, un concert ? Et par des interprètes aussi captivants ! Et puis, Rosini et Schubert joués par un tel orchestre devraient apporter leur lot de surprises.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 250 F.

Rihm
Hölderlin Fragments

Henze
Kammermusik 1958
André Wilms (piano),
Johannes Koster (violin),
Gilles Rogier (piano),
Bernard Wabich (piano),
Jean-Marie Angster (guitare),
Ensemble Accordeur-vent,
Armand Angster (direction),
Claude Maillé (mise en scène).

La mise en scène de deux des œuvres

majeures de ce siècle. Une production ordonnée reprise chez Jean-Pierre Vincent.

Nantes. Théâtre des Amateurs, 20 h 30 (+ le 18). Tél. : 46-14-70-00. Location Free. 130 F.

Samedi 19
Messiaen
Saint François d'Assise
David Upshaw (ténor),
José Van Dam (basse),
Renald Hamilton (basse),
Orchestre et chœur de l'Opéra de Paris,
Sylvain Cambreling (direction),
Peter Sellars (mise en scène).

Reprise du grand opéra d'Olivier Messiaen, dans une nouvelle mise en scène de Peter Sellars, déjà présentée, cet été, à Salzbourg, avec José Van Dam dans le rôle du saint catholique. Attention, la représentation débute à 18 heures, le spectacle dure six heures, avec deux entractes.

Opéra-Bastille, 18 heures. Tél. : 44-73-13-00. De 80 F à 485 F.

Lundi 21
Handel
La Mésaute
Margaret Marshall (soprano),
Candice Warkentin (contralto),
Andrew Scholl (contre-ténor),
Jeffrey Francis (ténor),
Peter Lika (basse),
Volant Ensemble Camerata,
Concerto Köln,
David Jacobson (direction).

Noël approche, les Mésautés aussi.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 30 F à 390 F.

Weber
Der Freischütz, ouverture

Wagner
Wendensiedler

Schumann
Symphonie n° 1 « le Printemps »
Rouvenstein (soprano),
Orchestre national de France,
Claudio Abbado (direction).

Beau programme dirigé par un chef dont on ne sait trop que penser. Claus Peter Flor avait fait sensation lors de sa première venue, à l'Orchestre de Paris, deux ans. Et ses disques publiés par RCA sont loin d'avoir fait l'unanimité.

Se Symphonie de Schumann, notamment, si caractéristique d'un style d'interprétation « allemand » (fin doctoral et précis).

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 46-26-26-40. De 70 F à 200 F.

Régions

Montpellier

Offenbach
Opéra aux amies
Thérèse Raffalli (soprano),
Pierrette Picon (soprano),
Elizabeth Vidal (soprano),
Jean-Paul Fouchécourt (baryton),
Chœur de l'Opéra de Montpellier,
Orchestre philharmonique de Montpellier,
Jacques Blanc (direction).

Reprise du mythe d'Opéra vu par Offenbach, dans la mise en scène de Robert Fortome qui avait fait sensation lors de sa création.

La 22. Opéra, 20 heures. Tél. : 67-66-00-52. De 70 F à 160 F.

Strasbourg

J. Strauss
La Chauve-Souris
Petra Maria Scholtz (soprano),
Beverly Hoch (soprano),
Marie-Ange Todorovitch (soprano),
Orchestra,

Reprise de l'opéra de Strauss, dans la mise en scène de Robert Fortome qui avait fait sensation lors de sa création.

La 22. Opéra, 20 heures. Tél. : 67-66-00-52. De 70 F à 160 F.

Strasbourg

J. Strauss
La Chauve-Souris
Petra Maria Scholtz (soprano),
Beverly Hoch (soprano),
Marie-Ange Todorovitch (soprano),
Orchestra,

Reprise de l'opéra de Strauss, dans la mise en scène de Robert Fortome qui avait fait sensation lors de sa création.

La 22. Opéra, 20 heures. Tél. : 67-66-00-52. De 70 F à 160 F.

Jazz

Rido Bayonne

Un personnage extravagant. Un patronyme délicieux (Rido Bayonne). Un groupe solide et tonique. Des partitions de poids (Nicolas Giffert aux saxophones). Une façon inédite d'aller doucement vers les derniers jours de l'année. Le club s'appelle Rido Bayonne. Ce n'est pas une suggestion, c'est un fait.

De 17 à 20. Rido Bayonne, 22 h 30. Tél. : 42-33-37-71.

Marc Perrone

Daniel Collin
On peut se faire toutes les idées de l'acrobate : somnambule, vulgaire, méprisante, exagérée. Ce sont autant de

façons d'ignorer l'instrument. L'une des traditions en France, c'est l'italienne, l'une des formes les plus populaires, c'est le dialectique, le plus simple, celui qui exige le plus de virtuosité. Le maître absolu du genre, c'est un jeune homme d'une extrême inventivité, pas loin du génie, à des années-lumière du cliché. Il s'appelle Marc Perrone, il joue avec Daniel Collin. On vous l'aura dit.

La 19. Iry-sur-Seine. Théâtre, 22 h 30. Tél. : 46-70-21-55. 110 F.

Rock

Yellowman and the Sagittarius Band

Grande figure du reggae, Yellowman, chanteur albino de la Jamaïque, accorde une de ses visites périodiques à Paris, pour la grande joie des initiés et l'édification des jeunes générations.

La 18. Elysée-Montmartre, 19 h 30. 120 F.

Gangstarr

L'un des meilleurs groupes de rap du moment, qui l'on tienne compte ou pas de leur agressivité, de leurs vœux politiques souvent insupportables. Le vieux débat sur la forme et le fond poussé à son paroxysme, au son des meilleurs échantillons, des rythmes les plus compacts.

La 18. Espace Osmose, 19 h 30. Tél. : 42-66-57-57. 110 F.

Rory Gallagher

Rhodesman irlandais qui accéda au panthéon des guitar heroes dans les années 70, Rory Gallagher a survécu avec intégrité aux années de semi-obscure qu'il a traversées en même temps que tant de ses collègues (Alvin Lee, Leslie West et consorts).

La 18. Bastard, 20 heures. Tél. : 47-00-30-12.

Morrissey

A l'approche de Noël, Morrissey va-t-il abjurer ses erreurs récentes (il n'indépende pas les skinheads et leurs vœux de bas du front sur l'immigration pakistanaise) ? Peut-être, mais il est aussi capable de s'enfoncer un peu plus dans cet célèbre trouble, comme pour mieux abjurer, à coup de provocation et de grognements rock'n'roll, l'hypersexualité qui lui sa remonte.

La 22. Zénith, 20 h 30. Tél. : 42-08-60-00. 130 F.

Tournées

Inspirat Carpets

Groupe rescapé de l'effondrement de la vague néo-psychédélique, les Carpets ont entrepris, avec une rigueur assez impressionnante, de relancer le terrain perdu ces dix-huit derniers mois.

La 17. Bataillon, Bordeaux, le 19. Le 18. Rennes, l'Ubu, le 19. Paris, Espace Osmose.

Kat Onuma

Groupe intelligent (ce qui ne veut pas dire intellectuel), Kat Onuma pratique un rock un peu inquiétant, mais qui ne manque pas d'élégance.

La 18. Bataillon, Lyon, le Transbordier.

Festival

Tous des Européens

Chaque jour, un artiste ou un groupe français associé à un artiste européen. Avant le référendum on aurait pu taxer l'entreprise d'opportunisme, maintenant elle apparaît courageuse. Voici donc Kent (chanson néo-réaliste) et les Nits (musique néo-romantique) le 19 décembre. Braica (parisien, tzigane d'honneur), Terem Quartet (russes) le 21. Les Innocents (rock jouant la chanson) et Bobo la White Wooden Horse (rock allemand), le 22. Les Naufrages (rockers nautiques) et Cropdusters (à tendance critique, anglais), le 23. Iad Wio (décadents) et Rosario (flamenco rock, Espagne), le 29.

A l'Auditorium Châtelet, Forum des Halles, Paris. Tous les soirs à 20 heures. Tél. : 42-36-13-90.

Chanson

Gina et l'Orchestre

Gina et l'Orchestre ont de la gouaille, de l'esprit et du cœur. Rock-balloche, chanson binaire, tropiques au coin du bois. Accordéon de source exotique.

La 17. Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Claude Nougaro

Il tourne, il tourne, ne s'en lasse pas. Nougaro et Wandler reviennent à la case départ presque deux ans plus tard : le Petit Journal-Montparnasse.

Les 21 et 22. Petit Journal-Montparnasse, 21 heures. Tél. : 43-21-56-70.

Musiques du monde

Mano a Mano

Tango drôle, avec chanteur authentique (voir haute et yeux en arrière) et guitariste tango comme aux premiers temps. Quelques pas, quelques maladroits, du bonheur (dans le malheur) à l'argentine.

La 16. Morning, 20 h 30. Tél. : 45-23-51-41. 100 F.

Doudou Ndiaye Rose

Merveilleux maître tambour sénégalais, qui relie le rythme au temps, au vent et à l'esprit avec ses trente tambourinaires, dont quelques-uns de ses belles-filles ou nièces, dans un festival de couleurs et de rythmiques extrêmement complexes.

Les 20 et 21. Théâtre de la Ville, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Tournées

Michel Jonasz

Michel Jonasz tel qu'en lui-même : excellent chanteur, il mise en revue les tubes de sa carrière (Lucille, J'attend de mieux...), les chansons du nouvel album (Où est la source, WEA). Il bénéficie de l'appui de musiciens heureux (dont quatre « pointures » américaines) et d'une mise en lumière (d'Alain Longchamp) exceptionnelle. La descente sur scène d'une immense lune sur le petit Jonasz est un morceau d'anthologie.

Les 17, 18 et 19 décembre, Toulouse, Palais des sports.

Salif Keita

Salif Keita, Malien, chanteur lyrique, patron des Ambassadeurs, à qui l'on doit quelques beautés évidentes de la musique africaine moderne. Aujourd'hui passé à un style plus international, il a gardé le goût, perdu un peu de cœur, mais le miracle se produit encore.

La 19 décembre, Lyon, Maison de la danse (Théâtre du 69).

La sélection
« Classique » a été établie par
Alain Lempereur.
« Jazz » : Francis Monnerie.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Chanson » et « Musiques du monde » :
Véronique Montagne.

Salzbourg 1993 : de Monteverdi à Kurtág

Placé sous la direction artistique, pour la deuxième année consécutive, de Gérard Mortier, le Festival de Salzbourg 1993 aura lieu du 23 juillet au 31 août.

Le programme lyrique comprend cinq nouvelles productions. Deux opéras de Mozart : *Così fan tutte*, dirigé par Christoph von Dohnányi (le metteur en scène n'est pas encore connu), avec Jennifer Larmor, Cecilia Bartoli et Ferruccio Furlanetto ; et *Lucio Silla*, conduit par Sylvain Cambreling, mis en scène par Peter Mussbach, avec Anthony Rolfe Johnson, Ann Murray et Ebbieta Szmytkia ; deux opéras de Monteverdi : *le Couronnement de Poppée*, par Nikolaus Harnoncourt et le Concertus Musicus, avec Silvia McNair, Philip Langridge, Marjana Lipovsek, Jochen Kowalski et Kurt Moll, et *l'Orfeo*, par le Concerto Vocale, dirigé par René Jacobs, avec Laurence Dale (Orfeo) et Heidi Grant Murphy (Eurydice). Enfin, *Faust* de Verdi, mis en scène par Luca Ronconi, sous la baguette de Sir Georg Solti, avec Jose Van Dam dans le rôle titre. Deux productions sont des reprises : *la Flûte*

enchantée, de Mozart, mise en scène par Johannes Schaeff et dirigée par Bernard Haitink, et *Salomé* de Richard Strauss, par Christoph von Dohnányi et Luc Bondy, l'un des événements de l'été dernier. Sont également prévus en version de concert : *Ulysse*, de Luigi Dallapiccola et *Prométhée*, de Luigi Nono. Ainsi qu'un cycle contemporain Ligeti/Kurtág.

Placé sous la houlette de Peter Stein, le volet théâtral du festival comporte deux nouvelles productions : *Coriolan*, de Shakespeare, dirigé par Deborah Warner, avec Bruno Ganz et Marie Wimmer, et, en première mondiale, *Equilibrium*, de Botho Strauss, mis en scène par Luc Bondy ; et trois reprises : *Jules César*, de Shakespeare, par Peter Stein, *Wesele*, de Wyspianski, mis en scène par Andrzej Wajda, et le traditionnel *Jedermann*, d'Hugo von Hofmannsthal, par Gernot Friedel.

* Renseignements : Kartenbüro der Salzburger Festspiele, A-5010 Salzburg, Postfach 140. Tél. : (19) 43-663-44-45-41.

Aix-en-Provence : portion congrue

Le Festival d'Aix-en-Provence se tiendra, en 1993, du 11 au 27 juillet.

Côté opéra, deux nouvelles productions seront présentées : *Orlando* de Haendel, par les Arts florissants de Robert Carpen - qui avait déjà signé à Aix celle du *Songe d'une nuit d'été* de Britten, - et *Euryanthe* de Weber, mis en scène par Daniel Schmid, avec l'English Chamber Orchestra dirigé par Jeffrey Tate, et interprété par Thomas Moser et Andreas Schmidt. Ce dernier a laissé le rôle titre à William Shimell dans la reprise du *Don Giovanni* mis en scène par Giorgio Marin, avec l'En-

glish Chamber Orchestra sous la baguette d'Armin Jordan.

Deux grands concerts sont également prévus au Théâtre de l'Archevêché : *la Valse* et *Daphnis et Chloé*, de Maurice Ravel, par l'Orchestre national de France et Charles Dutoit ; et *l'Europe galante*, d'André Campra, avec les Musiciens du Louvre de Marc Minkowski. D'autres concerts alterneront avec les récitals de James Bowman, Gunda Janowitz, Thomas Hampson et Andreas Schmidt.

* Bureau du festival, tél. : 42-17-34-00 ; location : 42-17-34-34.



OFFREZ, OU OFFREZ VOUS...
UN ABONNEMENT AU FESTIVAL D'AIX

WEBER
Euryanthe dirigé par Jeffrey Tate, les 13, 18, 22 et 26 juillet

HAENDDEL
Orlando dirigé par William Christie, les 16, 19, 21, 23 et 25 juillet

MOZART
Don Giovanni dirigé par Armin Jordan les 15, 20, 24 et 27 juillet

AINSI QUE 25 CONCERTS ET RECITALS

RENSEIGNEMENTS-DEPLIANT
42 17 34 00

FESTIVAL D'AIX-EN-PROVENCE - PALAIS DE L'ARCHEVÊCHE - 13100 AIX-EN-PROVENCE - TELECOPIÉ 42 06 12 61

DANSE

هكسان النحل

LA SÉLECTION

ARTS

Paris

Amériques latines : art contemporain

Seize artistes latino-américains contemporains qui complètent l'exposition du Centre Georges-Pompidou dans une optique plus fraîche. Une tendance à l'excès, à l'accumulation et au baroque qui témoigne d'une belle santé, devenue rare.

Hôtel des arts, Fondation nationale des arts, 11, rue Bayard, Paris 8^e. Tél. : 42-56-71-71. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 11 janvier 1993. 30 F.

Byzance

En 330 de notre ère, l'empereur Constantin transporta ses pénates de Rome à Byzance, qui devint Constantinople. Puis, sous le règne de Justinien, l'empire d'Orient fut l'objet de toutes les convoitises, jusqu'à sa chute finale en 1453. D'aucuns voient sa chute dans l'art de la rénovation byzantine, ce que d'autres contestent vigoureusement. Quatre cents œuvres, souvent somptueuses, tirées des collections françaises, pour se remémorer dans une civilisation prête à s'entretenir au nom des images.

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la pyramide. Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 1^{er} février 1993. 35 F (billet couplé avec le Bruit des images).

Eugène Delacroix

En concertation avec le musée Condé de Chantilly, le musée Delacroix montre des dessins et les quatre cartons conservés sur les sept rampes par l'artiste de son séjour au Maroc en 1832. Un *fac simile* a été édité à cette occasion, accompagné de son journal de voyage, d'extraits de correspondance et de textes de synthèses.

Musée Delacroix, 8, rue de Furstemberg, Paris 6^e. Tél. : 43-54-04-57. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 heures. Jusqu'au 4 janvier 1993. 12 F.

Figures du moderne

Quatre-vingt-cinq œuvres d'une des plus importantes tendances de l'art du vingtième siècle, souvent évoquée, mais mal connue sous nos climats. De *Die Brücke*, à Dada puis à Berlin, au *Blaue Reiter* de Munich, c'est tout un pan de l'art moderne qui surgit, avec les figures de Kandinsky, Marc, Schmitt-Rottluff et bien d'autres. La plus belle et la plus intéressante exposition de cette fin d'année.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 14 mars 1993. 30 F.

Peter Fischli et David Weiss

La Suisse n'est plus ce qu'elle était : on y trouve l'écoulement, l'humour et le clin d'œil, le plaisir jamais gratuit de la dérision. Zurichois, Fischli et Weiss posent leurs valises, leurs drôles de sculptures, leurs photos montées et leurs vidéos à Paris.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et dimanche de 14 heures à 18 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 janvier 1993.

Fragonard et le dessin français au dix-huitième siècle

A travers Fragonard, c'est sur l'ensemble de ses collections de dessins du dix-huitième siècle que le Petit Palais tire un verrou trop longtemps fermé. On appréciera particulièrement la restauration des cinquante-sept illustrations qu'il fit des *Contes de La Fontaine*. Jamais montrés, ces dessins voués aux enfers des bibliothèques devraient susciter bien des vocations.

Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-66-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 14 février 1993. 30 F.

L'art d'Amérique latine

Un demi-siècle de peinture et de sculpture de douze pays d'un continent, complexe, bigarré. Des muralistes mexicains aux constructivistes argentins en passant par l'étrange Frida Kahlo, mi-naïve, mi-sur-réaliste, la découverte d'un demi-monde que l'on complètera avec celle des jeunes générations montrées à l'Hôtel des Arts.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 11 janvier 1993.

Ricardo Migliorini

Veau du Paraguay, Migliorini mêle le pré-colombien, le carpe et une forme encore corrosive de surréalisme, dans un univers acide d'une réjouissante et tourbillonnante variété. La Maison des cultures du monde et le Théâtre du Rond-Point poursuivent avec lui une prospection des artistes du monde entier. Un lieu à nouveau dynamique, dont il faut retrouver le chemin.

Galerie du Rond-Point, Théâtre Rond-Point-Barbès, 2 bis, av. Franklin-Delacroix, Paris 8^e. Tél. : 42-56-60-70. Tous les jours de 12 heures à 20 h 30, les soirs de spectacle jusqu'à 22 heures, dimanche et lundi de 12 heures à 18 heures, mardi de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 27 décembre.

Martial Rayse

Depuis dix ans, le travail de Martial Rayse est, pour beaucoup, une énigme : il fut un des comètes du nouveau réalisme, mais, contrairement à ses amis, qui menaient grand tapage, il a disparu depuis dix ans du devant de la scène artistique. Retour en beauté.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1^{er}. Tél. : 42-60-65-65. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 h 30. Projection de films et vidéos de Rayse et à 14 heures. Jusqu'au 31 janvier 1993. 36 F.

Alfred Manessier

Il fut, comme tant d'autres, obliaté par la vague de l'avant-garde américaine. Loin de l'actualité, il a poursuivi son œuvre aujourd'hui. Des toiles cubistes ou surréalistes de sa jeunesse à la violence colorée d'après-guerre en passant par les peintures réalisées sur le motif en baie de Somme, les travaux d'un peintre religieux, et engagé.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 4 janvier 1993. 32 F.

Egon Schiele

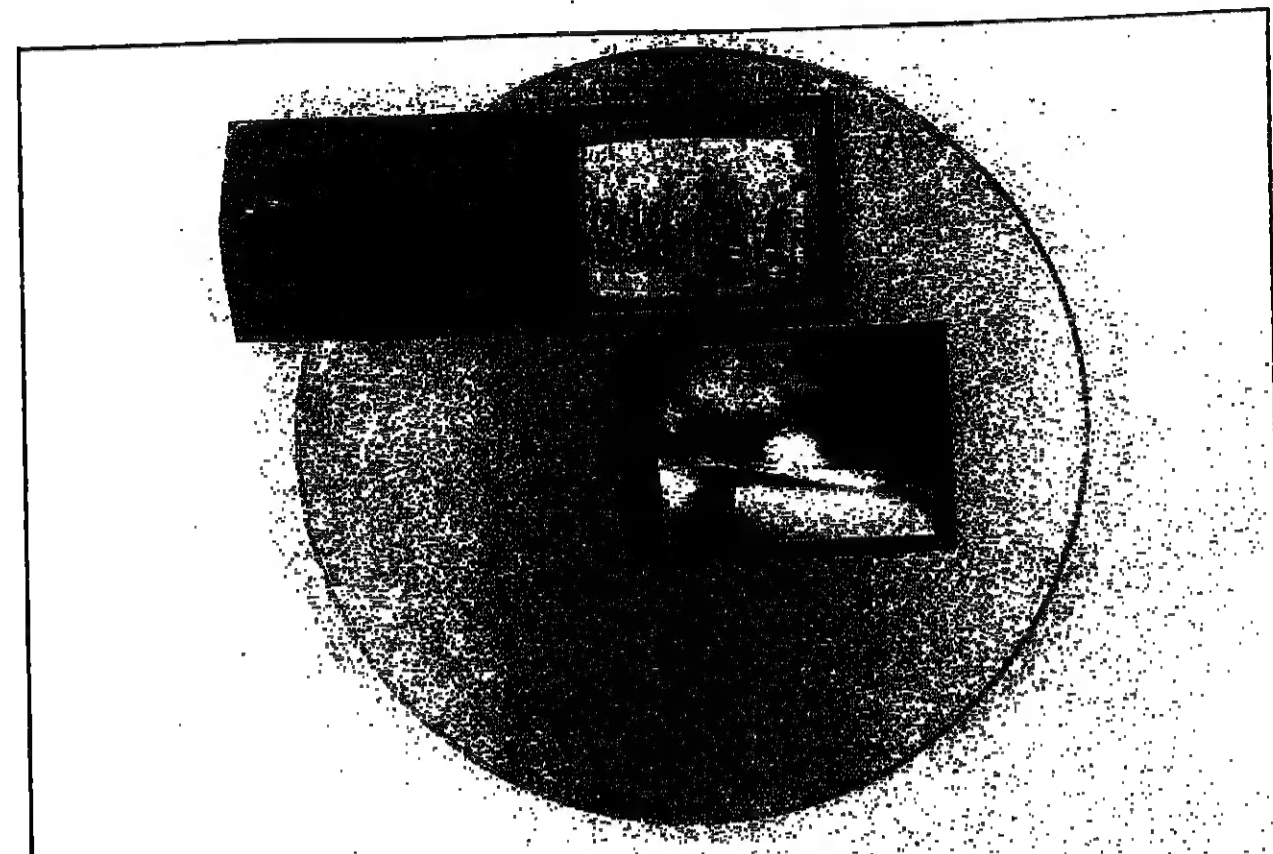
Il fut condamné pour obscénité, mourut à un âge où d'autres apprennent encore leur métier, et passe aujourd'hui pour un des plus grands dessinateurs du siècle. Cent aquarelles et dessins, empruntés à des collections allemandes, retracent le parcours fulgurant et sulfureux d'Egon Schiele.

Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf, Paris 7^e. Tél. : 45-56-60-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 heures à 20 heures. Jusqu'au 27 février 1993. 26 F.

Vision d'Océanie

Parmi les arts dits « primitifs », les surréalistes ont privilégié ceux qui venaient de la zone Pacifique. Vincent Bonhomme, qui fut un familier d'André Breton, a préparé cette exposition pour le musée d'Art et d'Archéologie de la Ville de Paris, à Paris.

Musée d'Art et d'Archéologie, 1, rue de la Harpe, Paris 5^e. Tél. : 45-50-01-50. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 mars 1993. 15 F.



« Plan film », de Christian Gattinoni exposé à la galerie Claude Samuel.

Galleries

Bitran

La seconde génération des abstraits d'après-guerre, celle qui commençait à percer lorsque la peinture française fut balayée par la vague et la vogue de l'école américaine. Depuis quelque temps, une réévaluation de cette période est en cours, et la parution d'un catalogue rétrospectif est l'occasion d'une exposition d'une trentaine de dessins de Bitran.

Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine, Paris 8^e. Tél. : 45-62-57-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 23 janvier 1993.

Louise Bourgeois

Née à Paris, mais installée à New-York depuis 1938, elle est devenue un des plus grands sculpteurs américains. Nul n'étant prophète en son pays, voici, après une première rétrospective chez Lelong, une nouvelle exposition de Louise Bourgeois à Paris, avec une dizaine d'œuvres récentes.

Galerie Karsten Gröbe, 5, rue Debat-Leyne, Paris 3^e. Tél. : 42-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 janvier 1993.

Christian Gattinoni

Cinquante boîtes métalliques, de celles qui enferment les bobines de film cinématographique, servent de support à des images très différentes, l'une fréquemment brouillée, à caractère pornographique, l'autre parfois à demi-cachée, témoignant d'une de ces horreurs que les hommes aiment infliger à leurs semblables. Un travail sensible où l'on découvre que l'obscénité n'est pas toujours ce que l'on croit.

Galerie Claude Samuel, 18, pl. des Vosges, Paris 4^e. Tél. : 42-77-16-77. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 janvier 1993.

Jean-Pierre Grenier

Dans une petite galerie, des œuvres sur papier dont l'étrange puissance fait oublier la complexité technique. Une mention particulière pour la série *Jeune fille*, où toutes les possibilités de la matière sont convoquées sans effort apparent. Les peintures précèdent et, on l'espère, les autres aussi.

Galerie Ouyes, 29, rue Guénégaud, Paris 6^e. Tél. : 46-33-75-74. Tous les jours sauf dimanche de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 décembre.

Jean Le Gac

Jean Le Gac aime puiser son inspiration dans les romans populaires, dont il utilise également les illustrations de couverture. Il fit ainsi entrer Harry Dickson au musée, grâce lui soient rendues. Il lit aujourd'hui Rimbaud, Maurice Renard ou Henry James, et tourne la page en montrant le dos des livres sous forme de

photographies cibachromes, auxquelles sont joints ses commentaires picturaux.

Galerie Tampion, 4, avenue Marceau, Paris 8^e. Tél. : 47-20-15-02. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 décembre.

Aurélien Nemours

Travaux récents d'une grande dame de l'abstraction géométrique. Alors qu'une de ses œuvres, souvent en prise avec la nouveauté générationnelle, se présente au regard de l'art contemporain, il fait bon constater l'absence d'œuvre d'une des dernières formes d'expression où la peinture allie la rigueur à l'émotion.

Galerie Denise René, 22, rue Charlot, Paris 3^e. Tél. : 48-57-73-84. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 janvier 1993.

Giulio Paolini

Parmi les pères fondateurs de l'art povera, la figure de Paolini tranche, sans doute parce qu'il est un des rares artistes de cette génération à poursuivre une réflexion prenant en compte des problèmes plastiques universels, et en particulier ceux relatifs à l'espace et la perspective, analysés comme autant de conventions.

Galerie DI Moe, 9, rue des Beaux-Arts, Paris 6^e. Tél. : 43-54-10-98. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 30 janvier 1993.

Henri Presset

Les constructions de Presset partent de la figure humaine, qu'elles synthétisent magistralement. La Suisse est un des bastions de l'art concret, trop peu connu en France, dont il faut souligner l'extrême rigueur, la grande subtilité, et parfois une certaine indolence. Mais Presset n'a rien d'un ingénieur et ne rejoint la géométrie que parce qu'elle est présente dans la nature.

Galerie Pascal Gabart, 80, rue Quinze-Voies, Paris 3^e. Tél. : 48-04-94-84. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 janvier 1993.

Régions

Bordeaux

Laib butine à à Bordeaux et construit deux murs de cire d'abeille : une œuvre exceptionnelle par ses dimensions, spatiales et métaphysiques, qui va obliger l'observateur à se pencher sur la grande nef du CAPC. Rétrospective absolue avec les peintures des figuratifs des années 80, de Barcelo à Schnabel en passant par Combas, tirées des collections du musée, qui sont exposées au même moment.

CAPC Musée d'art contemporain - Entrépoint, 7, rue Ferrère, 33000. Tél. : 56-44-15-36. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 février 1993.

Limoges

Douglas Huebler
Un 31 décembre, en 1973, Douglas Huebler

JACQUES GAUTIER

BIJOUX (œuvres inédites)
MIROIRS
DESSINS
Exposition jusqu'au 31 janvier 1993.
La galerie sera exceptionnellement ouverte le dimanche 20 décembre de 15 heures à 19 heures.
36, rue Jacob, PARIS-6^e
Tél. : 42-60-84-33.

bier photographia une jeune fille, souriante et démodée. Il pressa le bouton très précisément 1/8^e de seconde avant minuit. L'ouverture de l'appareil étant réglée au quart de seconde, la prise de vue fut achevée l'année suivante. Le temps et l'espace analysés par un artiste précurseur, tellement pillé aujourd'hui que tout le monde voudrait l'oublier. Ce serait dommage : dans sa catégorie, il reste un des seuls à faire preuve d'humour et de talent.

FRAC Limousin, Impasse des Charbonniers, 87100. Tél. : 55-77-06-98. Tous les jours sauf dimanche, jours fériés et mardi, de 14 heures à 18 heures. Nouveaux jusqu'au 21 janvier. 15 février et 10 mars 1993.

Marseille

Walker Evans, Dan Graham

Walker Evans (1903-1975) est un des grands photographes modernistes américains, peut-être le premier à avoir transformé, par des séries rigoureuses, des images documentaires en œuvres réfléchies. Dan Graham est un photographe conceptuel qui a également travaillé sur l'architecture et la vie urbaine. Le rapprochement est séduisant.

Musée Cantini, 13, rue Grignan, 13006. Tél. : 91-84-77-75. Tous les jours de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 10 janvier 1993.

Marignies

Jean-Paul Marcheschi
Après Miro, Klein, Burri, Jaccard, le feu a gagné un autre adepte. Marcheschi a connu un début de carrière fulgurant avec ses « 11 000 mots », autant de pages noircies à la bougie en hommage aux vingt-deux lettres de l'alphabet. Mais Marcheschi, revues bien sûr par Apollinaire, Rétrospective et création d'une œuvre in situ, commandées par le musée.

Musée Ziem, boulevard du 14-Juillet, 13500. Tél. : 42-80-66-06. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 janvier 1993.

AVIS DE CONCOURS
VISART organise un prix international de peinture avec
Schlumberger Technologies
La sélection est ouverte à tout peintre de moins de 30 ans
Le lauréat sera récompensé après sélection par le jury :
Prix de 20 000 FF ; édition d'un catalogue, d'une œuvre sur carte à mémoire ; exposition du lauréat et des finalistes
Ecrire pour obtenir un dossier de participation avant le 15/2/93 à :
SCHLUMBERGER C.M.S. - service Communication n°7
BP 620-12 - 50, Av. J. Jaurès - 92542 Montrouge Cedex
France

Saute, Marquis !
MONOLOGUES
DE GEORGES FEYDEAU
conception et réalisation
ALAIN FRANÇON
et
GILLES DAVID
avec
GILLES DAVID
Coproduction CDW de Seine
Annoy Chambéry Rhône-Alpes
L.A.R.C. Seine Nationale Le Circuit
du mardi au samedi 19h - dim. 15h
LE BOND-POINT - THEATRE RENAUD-BARRAULT
42 56 60 70

Jours sauf lundi et mardi de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Metz

John-Franklin Koenig
Rétrospective trépidante d'un peintre américain de Paris devenu globe-trotter. Confrontation avec Jean-Robert Arnaud de la revue *Cinéma*, John Koenig est intimement lié à toutes les aventures de l'art depuis les années 50, et son œuvre témoigne de la richesse et de la diversité d'une période aujourd'hui méconnue, d'une époque où l'art pratiquait l'éloignement de la maison.

La Cour d'or, Musée de Metz, 2, rue du Haut-Fort, 57000. Tél. : 87-75-10-10. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Fermé les 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 janvier. Jusqu'au 9 février 1993. 10 F. entrée gratuite le mercredi.

Mouans-Sartoux

Face à face
Le Carré noir de Malevitch fut considéré comme une icône. Il fallait bien qu'un jour soient confrontées ces vénérables images avec leurs déconstructeurs modernes de cette abstraction géométrique que l'on dit concrète. C'est chose faite, avec une vingtaine d'œuvres, d'Albers, Hommage, Fodette et bien d'autres, qui entament un dialogue avec Antoine, Nicolas, Basile et tous les saints de la vieille Russie.

Espace de l'art concret, château de Mouans-Sartoux, 06370. Tél. : 93-75-71-50. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 mars 1993.

La sélection « Arts »
a été établie par
Harry Bellet.
« Photo » :
Michel Guirya.

NOUVEAUTÉ,
INTÉGRALEMENT
EN COULEURS.
LES PERSPECTIVES SAVANTES,
LES BATAILLES FANTASTIQUES
ET LES SOUS-BOIS RÉVEURS DE
PAOLO UCCELLO
EDITIONS HAZAN

théâtre
de la
bastille
16 au 20 dec à 21h
CLAUDIO BERNARDO
DILATATIO
22 et 23 dec à 21h
FRANCESCA LATUADA
STULTIFERA NAVIS
43 57 42 14
76, rue de la Harpe 75001 PARIS

Limoges
Douglas Huebler
Un 31 décembre, en 1973, Douglas Huebler
JACQUES GAUTIER
BIJOUX (œuvres inédites)
MIROIRS
DESSINS
Exposition jusqu'au 31 janvier 1993.
La galerie sera exceptionnellement ouverte le dimanche 20 décembre de 15 heures à 19 heures.
36, rue Jacob, PARIS-6^e
Tél. : 42-60-84-33.

MALAKOFF
EUGENE IONESCO
LA CANTATRICE CHAUVÉ
mise en scène
JEAN-LUC LAGARCE
Du 8 au 23 décembre
62 rue de la Harpe
Malakoff-Palais de Vannes
RÉSERVATION
46 55 43 45
FNAC VIRGIN AGENCES SPECTACLE

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Edouard Lalo

Nous, musique de ballet
Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, David Robertson (direction).

Nouveau directeur musical de l'Inter Contemporain, David Robertson est un fameux rythmicien. *Nous*, qui sort de l'oubli grâce à lui et à la Biennale de musique française de Lyon, est l'occasion de s'en féliciter comme jamais. Car si la *Valse de la cigarette* n'était pas aussi langoureuse et relevée, la *Parade de foire* aussi pointue et pointée, si chacun des tableaux de ce ballet n'était pas exécuté avec autant d'entrain et de vélocité, on s'ennuierait chez de Lalo trop gracieux, le très beau *Prelude* excepté. Dans le genre « petite musique et orchestration raffinée », on préfère Pjani.

1 CD Valses Aurore V 4677.

A. R.

L'organiste de Notre-Dame

Œuvres de Bach, Franck, Messiaen, Dupré, Rouget de Lisle et improvisations Pierre Cochereau (orgue).

Huit ans après la mort de Pierre Cochereau et en moment où l'orgue de Notre-Dame, restauré de fond en comble, vient d'être réceptionné par ses trois cotillages (le Monde du 9 décembre), Solstice publie ce coffret en hommage à l'organiste français le plus adulé et le plus critiqué de sa génération.

Cochereau était adulé par ses confrères car il avait ouvert la tribune de son orgue à des organistes venus de tous horizons géographiques et culturels.

Cochereau fut critiqué car il lui était reproché de ne pas être un puriste lorsqu'il jouait Bach ou cette glorieuse lignée de compositeurs qui, de Rameau à Balbastre, en passant par Grigny et Couperin, ont donné ses lettres d'or au grand livre de l'orgue classique français. Ses détracteurs avaient oublié que Cochereau avait enregistré, dès 1948, un disque douze-années historique. C'était le premier microfilm à être publié. C'était la première fois que les masses de Couperin étaient enregistrées avec le plain-chant et en usant des notes inégales.

Les trois disques composant cet hommage ont été enregistrés en public par François Carbou, qui, de 1968 à la mort de Cochereau, a enregistré presque chaque note jouée par l'organiste. Ce grand éditeur a demandé à Pierre Pincemille (titulaire de l'orgue de la cathédrale de Saint-Denis) d'en constituer le programme en triant les centaines de bandes magnétiques qu'il a soigneusement conservées. Devant la tâche à accomplir, Pincemille (fidèle entre les fidèles avec Houbart, l'organiste de la Madeleine) a préféré se fier à sa mémoire.

Du récit du 13 octobre 1968 à l'improvisation du 4 mars 1984 (l'organiste est mort dans la nuit du 4 au 5), en passant par le choral de Bach enregistré pendant les obsèques du président Pompidou et cette *Marsellaise* captée lors du service funéraire du général de Gaulle, célébré le 12 novembre 1970, voilà seize ans de l'histoire de la musique et de l'histoire de France.

A. L.

Un coffret de 3 CD Solstice SOCD 94/96. Avec un livret français-anglais, composé de textes de François et Yvette Carbou, et des organistes et musiciens George C. Baker, Michel Chapuis, Stéphane

Grappelli, François-Henri Houbart, Pierre Pincemille, etc. Illustré de nombreuses photographies. 3 heures 46 minutes.

Jazz

Hervé Bourde
Franco D'Andrea

Paris-Milano
La carrière d'Hervé Bourde est à la fois obstinée et intrigante. Hors des sentiers battus, poétique, austère parfois, ici il s'agit d'une rencontre, un duo de piano (Franco D'Andrea) et de saxophone (saxophone et flûte). Disque vagabond, territoires inconnus comme on marche en forêt juste pour percevoir la senteur de l'air à travers les feuilles. Il y faut une entente sans détour (elle n'a pas besoin de mots), une technique qui rend libre, un certain sens du dégoût.

C'est justement cela.
1 CD in situ 590 105 (ADDA).

Willie « The Lion » Smith

The Lion's in Town
On dit qu'il devait son surnom de Lion à son comportement à Verdun. Pianiste noir, strident, dans le type (melon, bretelles rouges, cigare, entrain), Willie The Lion Smith est un des musiciens les plus légers, les plus gais, les plus fins qu'on ait jamais entendus. L'air de dire ce n'est que du « boogie-woogie », alors qu'il s'exprime comme un demi-dieu. Ses enregistrements à Paris (1949, 1950, 1959) appartiennent à la collection « American Jazz in Paris ». On y reviendra.

1 CD Vogue 7432 111 5082.

Rock

Green on Red

Too Much Fun
N'avez-vous rien : *Too Much Fun* ne fait pas risquer la surdose de plaisir. Dan Stuart et Chuck Prophet, les deux motifs de Green on Red (vieux groupe américain dont l'histoire cahotante couvre aujourd'hui une décennie), sont sans doute trop cultivés, trop conscients de l'histoire de la musique pour se laisser aller aux risques que supposait une telle extase.

En fait, ce disque est celui des plaisirs mesurés. Ceux du postmodernisme, de l'énumération des ingrédients. Du démarquage d'*It's All Over Now* (Bobby Womack déjà revisité par les Stones) il y a presque trente ans qui ouvre l'album sous le titre *She's All Mine*, à la double citation du *Rebel Rebel* (paroles : « Your face is a mess » ; musique : la cloche qui scande le tempo, elle-même empruntée par Bowie aux Stones) de *Thing of Two*, on est en terrain miné, rongé par les souvenirs. C'est ce qui fait le charme délectable de ce disque, apparemment très simple. On croirait avoir affaire à un album de rock américain traditionnel, superbement joué (Prophet maintient glorieusement la tradition électrique de la *slide guitar*, celle de Lowell George), mais on entend aussi des échos du Velvet Underground, de Bowie, donc. Des gens qui ont toujours détesté la campagne, Nashville (à qui le duo emprunte la mélodie de *Sweet Thing*), mais que Green on Red embarque dans cette visite nostalgique de l'Amérique, polissant allégrement l'air par du Grand Ouest. Il faudrait vraiment détester le rock'n'roll pour refuser cette invitation.

Chine Records/Vogue 74321116172 distribution BNR.

T. S.

Chanson

Jacques Higelin

La Rue
Higelin, lyrique, avait voulu faire de son spectacle au Grand Rex des soirées à rêver. Voile étoilée, décors urbains, balcons romantiques étaient réquisitionnés pour une esquisse de comédie musicale aux cavies de minidette à peine voilées. Sur scène, huit musiciens



Atahualpa Yupanqui.

fabuleux, dont l'harmoniste japonais Chikara Suzuki et le percussionniste brésilien Edmundo Carneiro, entouraient Higelin, qui, à l'époque (février 1992), était encore tout jeune papa et ne tarissait pas d'éloges sur « sa petite gonnerie » (Ce qui est dit doit être fait).

Mais il y avait aussi la présence radieuse, drôle, talentueuse des cinq chanteuses belgo-zélandaises de Zap Mama (album chez Remark). Le concert-spectacle en devenait un délice panaché de voix, cocktail de couleurs. Une ambiance, un mariage de talents, que le disque enregistré en direct au Rex ne restitue pas, faute d'avoir pu intégrer les voix complètes des Zap Mama, réduites ici au rôle de choristes. Les aficionados d'Higelin n'y verront bien sûr aucun mal, puisque leur chanteur favori est, à part cela, égal à lui-même, la voix éraillée, le propos vif.

De *Jack in the Box* à *Est-ce que ma guitare est un fusil* en passant par *Illicite*, Higelin vérifie l'hypothèse selon laquelle il est un grand faiseur de chansons françaises.

1 CD EMI 781014.

Michel Jonasz

Collection, volumes 1 et 2
La carrière d'un chanteur fidèle à sa maison de disques (WEA), résumée en six disques compacts, en deux tomes séparés. Le premier contient le tout premier album de Jonasz (*Michel Jonasz*, enregistré en 1974), mais aussi la *Nouvelle Vie* et l'incomparable *Guigui* (1978). Le second le très beau *Tristesse* (1984), *Troisième*, et *Changez tout*. L'ordre adopté n'est pas chronologique, mais vise à satisfaire les envies de fans pas assez fous ou argentés pour se « fendre » d'une intégrale qui ferait dix disques, voire plus.

Chaque volume propose les albums tels quels, sans inédits, rajouts, livrets, réordonnements particuliers. Ce regroupement par trois des albums d'un artiste maison est le principe de la collection (où l'on trouve également Véronique Sanson). Ils ont le mérite d'être clairs, nets, déjà connus, et agréables à offrir.

2 coffrets de 3 CD WEA 450 350922 et 450 350923.

Gérard Manset

Entrer dans la rêverie

En 1990, Gérard Manset faisait le point dans un coffret de deux CD, doublé d'un jeu de cartes, d'un livret épais et exclusivement honorifique (des articles de presse). *Toutes choses* résumait l'œuvre en vingt titres jugés dignes par l'artiste de passer à la postérité. Manset a toujours affecté la rareté, la présence distillée. Mais, aujourd'hui – peut-on rester dans l'ombre sans frustration ? – la palette s'est élargie. Voici, pochettes redessignées, cinq albums de Gérard Manset livrés en pâture au public, sans autres commentaires que les paroles des chansons consignées dans un livret sombre, où figure une planche Terre cubique.

On peut tout prendre dans le désordre. Commencer par *Y'a une route*, s'arrêter à *Lumières*, reve-

des bandes originales parfois éparpillées. Il y a rajouté deux albums enregistrés en public (Bobino 1974 et l'Olympia 1983), nécessaires à la compréhension, du charme et de la force de cet homme de scène, qui décortique les mots, théâtralise ses malaises et ses gloires. Le livret est joliment conçu, avec des photos drôles, touchantes (même en format timbre-poste).

Serge Reggiani est bien sûr aussi acteur. Dans un coffret de 5 CD, il dit *l'Etranger* d'Albert Camus, Prévert, Beaudelaire (un volume chacun), mais aussi Victor Hugo, Rimbaud, Villon et même Gainsbourg. Qui d'autre, de sa voix grave et aérienne, le ferait mieux que lui ?

(1) 1 coffret de 5 CD Polydor 517542.

(2) 1 coffret de 5 CD Polydor 517551.

V. Mo.

Musiques
du monde

Amoya

Cinéma

En 1990, le Grupo RM (de Radio-Mozambique) avait remporté le concours RFI-Découvertes que la « radio mondiale » organise chaque année. Radio-France Internationale, de par sa vocation de défricheuse des musiques d'outre-mer, en particulier du continent africain, avait dans l'esprit d'utiliser ses talents pour permettre à de jeunes groupes ou chanteurs du tiers-monde d'émerger. Ce premier album du Grupo RM, qui entre-temps, et sur la demande de la radio, a changé son nom en Amoya pour d'évidentes raisons commerciales, est la parfaite concrétisation de l'intention.

Les sept membres du groupe Amoya, qui, depuis 1979, mettent de l'ambiance, par radio nationale interposée, dans un pays déchiré par la famine et la guerre, n'avaient aucune chance de s'en sortir sans coup de pouce. *Cinéma* est un disque en zigzag, avec ses titres entraînants à souhait (*Abram Alas*), dansants, énergiques, et ses faiblesses languoureuses, noyées au synthétiseur. Amoya mélange les rythmes africains, du Zaïre à l'Afrique du Sud, avec cette petite touche de percussions *sui generis*. L'usage de la langue portugaise et le charme

particulier des musiques lusophones ajoutent au bonheur d'une production bien faite.

La collection ainsi lancée par RFI s'appellera « Autour du monde ». Mais le deuxième tome, guinéen, devrait s'écarter des chemins des Découvertes RFI. Espérons qu'aucune dérive ne viendra troubler cette bonne initiative.

1 CD RFI. UCD 19074. Distribué par Forlane.

Atahualpa Yupanqui

Intégrale

Poète, chanteur, compositeur, guitariste inimitable, Atahualpa Yupanqui nous a quittés cette année. Mis à part un CD chez Le Chant du monde, un *best of* lumineux, mais très limitatif, on ne trouvait plus de disques de l'Argentin aux longues mains et à la voix déchirée sur le marché français. Les 33 tours acquis à l'époque de la mode sud-américaine (années 70) avaient fini au placard, et la dimension de Yupanqui, de sa poésie vagabonde, toute à la gloire des paysans, des Indiens, des chemins pierreux de l'Argentine qu'il avait parcourue à cheval dans les années 20 avant de l'observer à la loupe, avait été occultée.

Cette réédition en 5 CD regroupe par ordre chronologique les titres de Yupanqui disponibles en France, chez Le Chant du monde, de 1968 à 1980. On y trouve également le superbe poème *El Payador Perseguido* (le troubadour persécuté), dit, chanté, vécu de l'intérieur par le chanteur de l'art populaire argentin : « Je vole, je ne rampe pas / Car ramper, c'est la perdición / Je niche dans un arbre d'épines. »

Pour parachever cette anthologie qui rend justice au grand poète, de *Duerme Negrito* à *Camino del Indio*, il eût peut-être fallu concevoir un livret cohérent. Ici, malgré des traductions en français plus qu'honorables, la biographie d'Atahualpa Yupanqui se résume à quelques feuillets répétés dans chaque volume. Les chansons sont créditées, ou non, les indications d'origine (traditionnel, composition, folklore, etc.) sont portées du bout des lèvres. Mais quelle musique !

1 coffret de 5 CD Le Chant du Monde LDX 27 4849/92. Distribué par Harmonia Mundi.

V. Mo.

L'Anthologie (1930-1940) de la chanson française

La passion du succès

POINT de recettes sophistiquées pour les trois chevaliers servants de cette anthologie sans égale, qui se sont lancés il y a quatre ans dans une vaste opération de restauration de la mémoire : balayer un siècle de chanson française en la prenant par ses tubes. Jean Quennebec (qui fut directeur général chez CBS), François Dade (ex-PDG de RCA-France, fondateur en 1987 d'EPM, label où est venu se réfugier Léo Ferré) et Marc Robine (musicien traditionnel) partagent la même passion du succès. Préférer la démarche ouverte de l'amateur – solide – à celle – plus fermée – du collectionneur traquant la rareté, l'équipe d'EPM a voulu dresser un catalogue de ces chefs-d'œuvre de simplicité ficelés avec art et consacrés par le *vox populi*, chansons à succès qui ont marqué leur époque et vécu au-delà.

Il y a quatre ans, EPM décide de publier un premier volume, aujourd'hui retiré de la vente, recoupant trois décennies (1920-1950). Vingt mille exemplaires sont vendus : un record, lorsque l'on sait que l'Anthologie n'est disponible que par correspondance. Fort de son succès, EPM choisit alors un fractionnement en périodes de dix ans. Chaque volume contient dix CD (un par année), un livret complet et une moyenne de deux cent trente titres par coffret. Le volume 1950-1960 est superbe, avec ses chanteurs de charme et ses yéyés débutants ; le 1980-1970 du même cru, mais incomplet (il y manque Nougaro, Dutronc...) pour cause de droits d'auteur, pas toujours faciles à négocier avec les intéressés. Ils sont aujourd'hui complétés par un volume savoureux allant de 1930 à 1940.

Musette, *Comme un oiseau* : la grande Fréhel. Les *God-frends* (Darius), *J'ai deux amours* (Josephine Baker), *Parle-moi d'amour* (Jacqueline Boyer). En 1930, les femmes vibrent, d'amour, de misère, et mélangent la chanson française. Les hommes font de l'humour joyeux : *Mimi* (Maurice Chevalier), *C'est pour mon papa* (Georges Milton) sont sur toutes les lèvres. La France vit une période triomphante, aveugle aux signes de la guerre à venir, friande de bals populaires, de nouveaux bonheurs sociaux. Les duos,

Piis et Tabet (*Couché dans la foire*), Charles (Tranet) et Johnny, font du music-hall sans complexe. Le swing américain aborde nos rivages. En 1934, Albert et Yvette, *Varianne* provençale, Yvette Guilbert le *Fiacre*, et Tino Rossi *O Corse, Ile d'amour*.

Mirella, Ariety, Michel Simon, Marianne Oswald, Jean Saligne, Berthe Sylva, Jean Gabin, Georges : quelle tribu ! En 1936, voici le même Piis (*Mon ami de la colonie*), et Tranet en 1938 (*Le charré*). On ferme avec Ray Ventura, Paul Miral et les Collégiens : *On ira pendre notre lingot sur la ligne Staglioli*. Merveilleux présage.

Comment s'y reconnaître au milieu d'une telle profusion ? « Les titres proposés par l'équipe se recoupent presque toujours, explique Jean Quennebec. Après, il s'agit de se mettre d'accord sur l'interprète, car, à cette époque, les versions étaient multiples. C'est assez compliqué, et nous avons plutôt opté pour la plus connue. Il faut ensuite fouiller dans les archives des maisons de disques, à la Phonothèque nationale, etc. Demander les droits de reproduction, trouver les bandes, les disques, et opérer un nettoyage technique qui coûte très cher, surtout lorsque l'on a affaire à la fausse stéréo des débuts du 33 tours. » Mais le résultat est convaincant.

L'équipe d'EPM a d'autres projets. D'abord compléter son anthologie (manquent les volumes 1920-1930, 1940-1950). Puis se lancer dans le passé récent (1970-1980), difficile à cerner sans recul suffisant. 1993 devrait voir également l'achèvement de la *Tradition*, une entreprise de reconstitution du patrimoine antérieur à 1920, en 12 CD, menée par Marc Robine avec la complicité d'une centaine de musiciens et chanteurs. Et après ? La boucle sera-t-elle bouclée ? Quand la passion demeure, on ne peut pressager de rien.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

* Anthologie de la chanson française enregistrée, 1930-1940. Un coffret de dix CD EPM, en vente par correspondance : 188, bd Voltaire, 75011 Paris. 970 F.

KALAKOFF

A CAN-
ATRICE
HAUVE

Le 5 av
discographie

discographie

discographie

discographie

discographie

discographie

discographie

discographie

discographie

discographie

discographie

discographie

discographie

discographie

GRANDE-BRETAGNE

Architecture et patrimoine

LE DEUXIÈME BOMBARDEMENT DE LONDRES

LONDRES

de notre envoyé spécial

L'INCENDIE qui a ravagé une partie du château de Windsor est l'occasion d'un débat inattendu. Non plus sur la responsabilité de tel ou tel artisan, non plus sur la solvabilité fiscale de la famille royale, mais carrément sur le choix architectural et décoratif qui présidera à la restauration future de la résidence préférée de la reine. C'est ainsi que le Royal Institute of British Architects (RIBA) devait, peu après ce drame patrimonial, publier la déclaration qui suit, qualifiée de « pavloviennne » par notre éminent confrère Colin Emery, du *Financial Times* (1). Il faut organiser, demandait l'institut, « un concours d'architecture pour la reconstruction du château ».

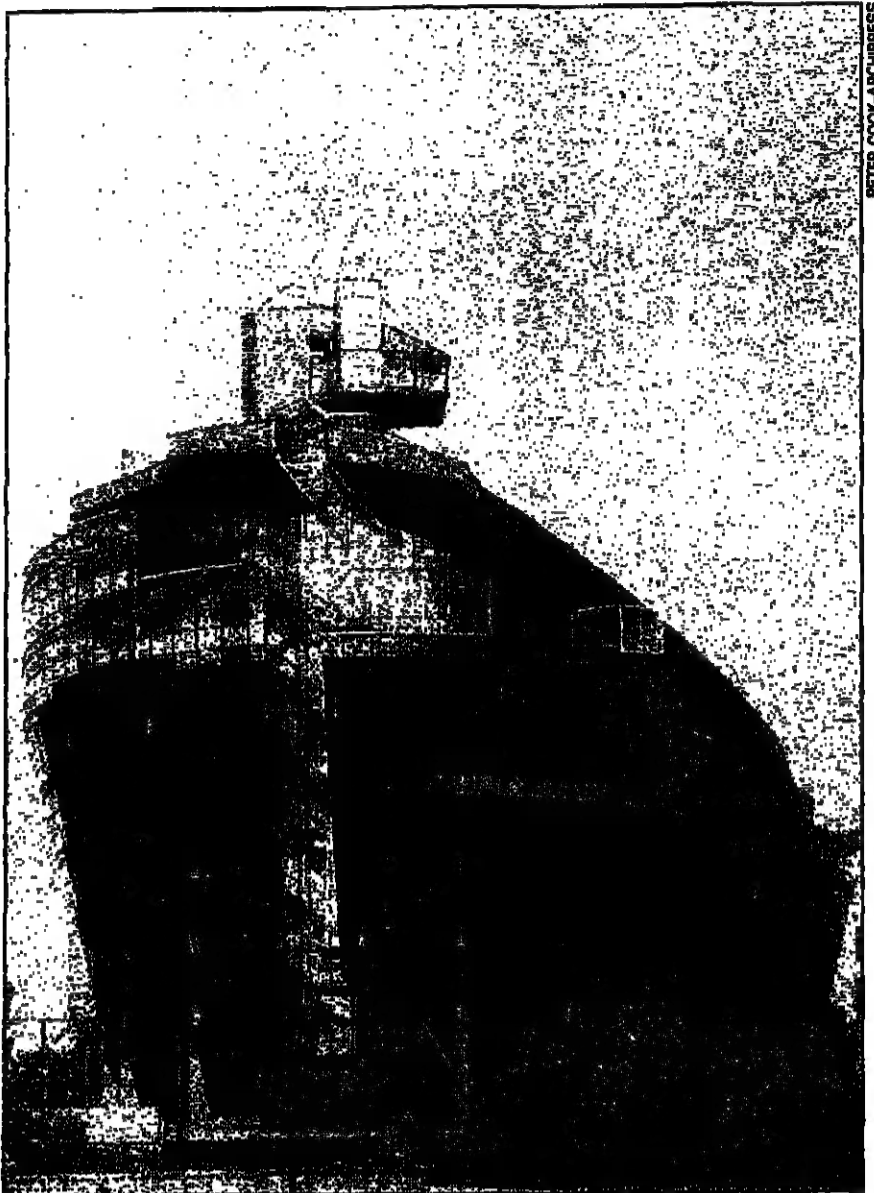
Un tel concours, expliquait le RIBA, serait une affirmation de la tradition beaucoup plus forte que la récréation servile d'un pastiche victorien : « Une reconstruction contemporaine serait en outre une opportunité unique de combiner les fonctions de nouvelles salles officielles avec celle de lieux d'exposition modernes dans lesquels les collections d'art de la reine pourraient être présentées au public de façon permanente et en toute sécurité. Il n'y a vraiment que cela qui soit digne de chaque penny de l'argent public dépensé pour la reconstruction. » Et Colin Emery de s'insurger contre une attitude qui fait fi, selon lui, de l'histoire même de Windsor. Un château dont la silhouette actuelle est déjà le résultat, pittoresque mais efficace, d'un concours lancé en 1824 par George IV et ses conseillers, et pour la restauration à l'identique duquel rien ne manque, qu'il s'agisse de documents ou d'objets.

Emery, pour plaider la cause de la restitution à l'identique, appelle à sa rescousse le chancelier autrichien. Après l'incendie du 27 novembre qui a gravement endommagé le palais impérial de la Hofburg, à Vienne, M. Franz Vranitzky s'est prononcé dans le même sens. La critique du *Financial Times* n'évoque en revanche pas Versailles. Mais il est vrai qu'en France les cours continuent à balancer entre la restitution, comme ce fut le cas après l'attentat des autonomistes bretons contre notre royal fleuron, et le pastiche interprétatif, vaillamment tenu dans la chambre de la reine. Sans compter les débats qui entourent l'œuvre de Viollet-le-Duc, entre Saint-Sernin de Toulouse, Vézelay ou le Haut-Koenigsbourg.

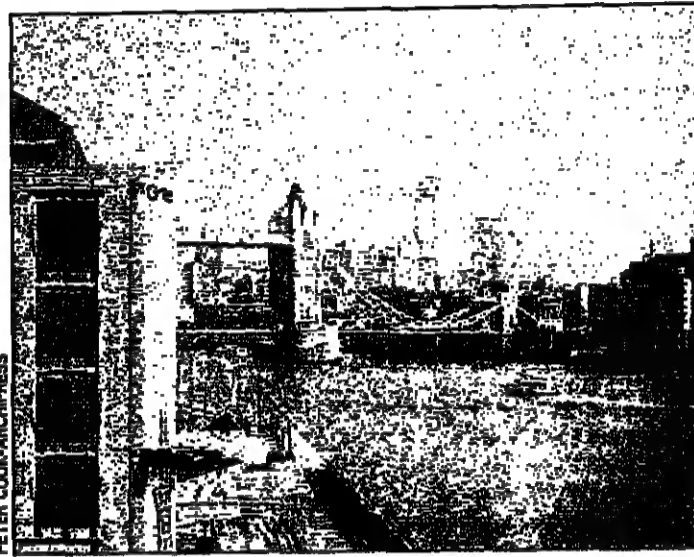
C'est qu'en Grande-Bretagne, et singulièrement à Londres, les discussions, il faudrait dire les batailles, sur l'architecture et sur le patrimoine ont pris une ampleur formidable qui exclut les entre-deux et parfois même la raison. Il y a trois ans encore, les luttes fratricides entre professionnels, largement orchestrées par la presse, dominées en solo par un prince Charles devenu témoin candide de la tradition, formaient un opéra des plus plaisants, si ce n'est, pour faire plus court, une véritable opérette (lire notamment l'article de Michèle Champenois dans le Monde Sans visa du 23 septembre 1989). Aujourd'hui, Margaret Thatcher s'en est allée et la crise est venue, atteignant brutalement, avant même la France, tous les secteurs de l'immobilier.

En témoigne la mésaventure des Docklands, le plus grand des « grands travaux » britanniques, et peut-être du monde, qui a concerné 21 kilomètres carrés étirés sur 40 kilomètres le long de la Tamise. A l'exception du secteur le plus proche de la Tour de Londres, au sud du fleuve, et de quelques docks anciens usuellement reconvertis en centres commerciaux, c'est la politique de la table rase qui a ici prévalu, en même temps que celle d'un libéralisme sauvage, exclusif de toute intervention de l'Etat. Un résultat curieux de cette politique « urbaine » aura d'abord été l'absence de toute infrastructure de transport, notamment de métro, dans l'essentiel de cette ville nouvelle qui jouxte pourtant le vieux Londres, et cela alors qu'y étaient attendus, d'ici à l'an 2000, quelque 200 000 travailleurs (actuellement un peu plus de 50 000) et 120 000 habitants (à peu près la moitié aujourd'hui).

Si l'on en croit les intentions présentes du gouvernement et des principaux promoteurs privés des Docklands, une issue devrait être trouvée à ce drame, qui rendrait presque sympathiques nos ingénieurs français des Ponts et chaussées. La ligne de métro du Jubilé devrait donc être prolongée d'une douzaine de stations, et l'on connaît déjà les heureux élus de la consultation engagée pour dessiner les futures stations : pour s'en tenir à quelques noms familiers de ce



Nouvelle physionomie londonienne : The Ark, de Ralf Erskine, sur la route d'Heathrow.



Les Docklands, le plus grand des grands travaux britanniques.

L'incendie du château de Windsor a entraîné en Grande-Bretagne une nouvelle bataille des anciens et des modernes, les premiers prônant pour une reconstruction à l'identique, les seconds pour qu'on en appelle à la créativité des architectes contemporains. Ce n'est que le dernier épisode d'une véritable « bataille de Londres », qui s'est engagée depuis bientôt dix ans autour de la rénovation de nombreux quartiers du centre de la capitale, des Docklands au Mail, livrés, à l'enseignement du libéralisme thatcherien, aux troupes américaines d'architectes, le plus souvent asservis à des promoteurs, aujourd'hui en difficulté, et de longtemps peu scrupuleux quant au patrimoine.

Et l'on se prend à repenser avec une sorte de jubilation à ces objets échos aux quatre coins de l'Angleterre et du monde, un véritable festin d'ingénierie auquel aura si souvent présidé le bureau d'études Ove Arup - et en particulier le plus célèbre de ses collaborateurs, Peter Rice, disparu en novembre dernier après avoir obtenu la médaille d'or du RIBA.

Ces objets, pour certains, sont proches de nous, comme le Centre Pompidou (Piano et Rogers), où travailla justement Peter Rice, d'autres sont lointains, comme la tour de Foster à Hongkong. L'un d'entre eux, le pavillon anglais de Séville, par Grimshaw, a attiré un nombre considérable de visiteurs en un temps record. Un autre, la tour de télécommunications de Foster (encore lui), domine Barcelone depuis les Jeux olympiques. Certains sont encore à découvrir, comme l'aéroport de Stansted (toujours Foster), ou, sur la route d'Heathrow, et donc de Windsor, The Ark, bâtiment flamboyant de Ralf Erskine, vétérinaire anglo-suédois du modernisme qui signe là, à soixante-dix-huit ans, un manifeste pur et dur de l'architecture antarcique, voire autiste. Il est vrai que cet édifice en forme d'œuf ou, si l'on préfère, de pudding, car il ne se réduit pas à une forme simple, a dû se lever dans une boue cernée entre l'autoroute et plusieurs voies ferrées.

Ce n'est certes pas à Erskine, émigré depuis 1939 en Suède, qu'il faut demander aujourd'hui des comptes sur l'urbanisme londonien. Ses propositions urbaines et architecturales - qui l'ont conduit à s'expatrier - sont en effet plutôt à l'opposé des « solutions » - terrible expression d'urbaniste - qui ont été mises en œuvre dans la capitale britannique, et qui, aux yeux de tout gentleman lucide, passent pour être le digne prolongement des bombardements de la guerre. On pressent bien cependant ce qu'un tel bâtiment peut entretenir de ressentiment dans ce pays qui a généralisé le principe du feu de cheminée en polystyrène électrofilé. Et l'on perçoit encore que ce n'est pas lui qui apaisera les débats entre modernistes et défenseurs de la tradition, et, enfin, que les prises de décision urbaines et architecturales sont prises ici selon des logiques qui échappent non seulement au citoyen, mais également à toute compréhension.

Clans, chapelles, comités et jurys collaborent activement en Grande-Bretagne et plus particulièrement à Londres à cette opération de brouillage des signes et des sens. On en mesure l'intensité à la haine suscitée par le bâtiment de Rogers pour le siège de la Lloyd's. Cet édifice pourtant remarquable est devenu, parce qu'il prend place dans une suite sans fin de décisions brutales, le point d'ancrage de la résistance incarnée par le prince Charles. Dans ce contexte, on ne s'étonne pas qu'après quatre ans de polémiques intenses les tenants d'un néo-classicisme aussi pur et dur que l'acier du courant opposé l'aient emporté pour le square Paternoster.

A côté de la cathédrale Saint-Paul, cette opération de grande envergure, dans laquelle sont associés plu-

sieurs grands promoteurs privés, implique la démolition de plusieurs ensembles désastreux des années de « reconstruction » et affiche l'intention formelle de « réconcilier la ville avec son histoire ». Pour ce projet, qui jongle avec le dorique sans base, les arcatures Renaissance, les loggias romaines, les pilastres corinthiens et quelques modèles dix-neuviémistes de l'architecture anglo-américaine, ont été réunis une brochette de Britanniques plus ou moins dévoués, les uns aux mânes de Palladio, les autres aux goûts de leurs promoteurs. On leur a associé deux Américains désormais célèbres, Tom Beeby, auteur de la nouvelle Bibliothèque de Chicago, résurgence du style beaux-arts sans la moindre trace d'ironie, et Allan Greenberg, autre fervent du classicisme, juste un peu moins connu de ce côté de l'Atlantique. Les spécialistes du drame architectural anglais auront noté que ne figure pas dans la liste John Outram, qui est au néo-classicisme ce que la gelée à la pistache et aux framboises est à la crème anglaise. Dans l'esprit des maîtres d'ouvrage, le résultat devrait être aussi guilleret, parce que commercial, que l'est Covent Garden rénové.

Entre la brutalité des uns et cette fidélité simpliste à la tradition ou ce que l'on pense être l'histoire (mais après tout c'est l'histoire elle-même qui tranche sur sa propre postérité), n'existe-t-il vraiment rien d'autre ? En plein cœur du plus royal des quartiers, près du Mail, deux propositions posthumes de James Stirling, autre récent défunt qui n'appartenait pas à la branche high-tech de la scène anglaise et qui savait composer aussi bien avec la tradition urbaine qu'avec une relative truculence des formes et des couleurs (voir l'extension de la Tate Gallery), montrent, par les réactions qu'elles suscitent, à quel point les tenants de l'un et l'autre camp sont désormais braqués.

A qui le crime profite-t-il ? On ne risque guère de se tromper en dénonçant les troupes américaines, tandems de promoteurs et d'architectes dont les œuvres sans intérêt, mais portées par la grâce du libéralisme thatcherien, ont fait l'essentiel des Docklands. La nouvelle aile de la National Gallery avait au moins été le laboratoire européen de Robert Venturi, théoricien de la rupture avec le mouvement moderne. Mais la tour de Pelli, 240 mètres au cœur de l'île aux Chiens, et une bouillie d'immeubles marqués par le style accumulé, rigolo mais indigeste, de Kohn Pederson and Fox paraissent être la norme londonienne, y compris dans le cœur de la ville. Les gares de Londres, encore en service ou abandonnées, sont les terrains privilégiés d'opérations immobilières qui célèbrent davantage la médiocrité actuellement dominante de l'architecture américaine que la fierté d'une Albion peu vertueuse en matière d'urbanisme.

FREDERIC EDELMANN

(1) *Financial Times*, lundi 30 novembre.

La reprise de... n'est pas...

La reprise de... n'est pas...

HUBI